

**MINISTERE DE LA DEFENSE
ETAT-MAJOR DE L'ARMEE DE TERRE
SERVICE HISTORIQUE**

HISTOIRE ORALE

Inventaire analytique des sous-séries 3 K et 4 K

Tome I

par Hervé LEMOINE,
Chef de la section Histoire orale
et
Stéphane SIMONNET
Doctorant en Histoire, chargé d'études

avec la collaboration scientifique de Sébastien LAURENT

AVANT-PROPOS

Il est reconnu depuis longtemps que les archives orales fournissent aux chercheurs des informations qu'ils ne trouvent pas dans les archives écrites. Un service d'archives moderne et responsable se doit de proposer au public cette nouvelle source historique. C'est pourquoi le général Mourrut a décidé, il y a un an, de créer une section Histoire orale au Service historique de l'armée de terre. Toutefois il ne servirait à rien d'engranger des heures et des heures d'enregistrements s'ils n'étaient pas accompagnés d'instruments de recherche qui les rendent facilement utilisables. Aussi ai-je demandé à Monsieur Hervé Lemoine, chef de la section Histoire orale, de répertorier les entretiens menés sous sa direction et d'établir un index alphabétiques des personnes et des thèmes principaux mentionnés au cours de ceux-ci. Cet instrument de recherche est donc le premier d'une longue série qui témoignera de l'effort que tient à faire le S.H.A.T. pour doter d'inventaires ses fonds d'archives contemporains.

Philippe Schillinger
Conservateur en chef
Chef de la Division Archives planification

HISTOIRE ORALE

Tome I

3K 1 – Colonel René Gentgen	Erreur ! Signet non défini.
3K 2 – Général François Valentin	
3K 3 – Général François Gérin-Roze	Erreur ! Signet non défini.
3K 4 – Général Guy Méry	
3K 5 – Préfet Jean Vaujour	
3K 6 – Général Bernard Saint-Hillier	
3K 7 – Lieutenant Albert de Nunez	
3K 8 – Général Guy Hinterlang	
3K 9 – Madame Marie-Thérèse O’neill	
3K 10 – Colonel Serge-Henri Parisot	
3K 11 – Général Jean Compagnon	
3K 12 – Colonel Dominique Magnant	
3K 13 – Général Albéric Vaillant	
3K 14 – Capitaine Maurice Steiss	
3K 15 – Colonel Paul Paillole	
3k 16 – Hubert Cloix	
3K 17 – Premier Ministre Pierre Messmer	
3K 18 – Colonel Charles Lachéroy	
3K 19 – Général Joseph Katz	
4K 1 – Ambulancière Solange Lehembre	
4K 2 – Général Jean Crépin	
4K 3 – Général Marcel Pénette	

3 K 1. – COLONEL RENE GENTGEN

BIOGRAPHIE

Né le 3 mai 1909 à Hayange (Moselle).

Services avant nomination au rang d'officier. – A été compris sur la liste de recrutement de la classe 1928/3 de Thionville. Incorporé au 20^e bataillon de chasseurs alpins (B.C.A.) à compter du 14 mai 1929. Rengagé pour un an à l'intendance militaire de Thionville au titre du 8^e bataillon de chasseurs à pied (B.C.P.) à compter du 8 juillet 1932. Admis à l'école militaire de l'infanterie et des chars de combats de Saint-Maixent en 1934. Admis dans le corps des sous-officiers de carrière le 1^{er} octobre 1935.

Services au rang d'officier. – Promu sous-lieutenant par décret du 24 août 1935. Affecté au 32^e R.I. puis au 6^e B.C.A. Lieutenant le 1^{er} octobre 1937. Affecté au 72^e bataillon alpin de forteresse. (B.A.F.) le 24 janvier 1938. Parti aux armées le 15 mai 1940. Affecté à l'école militaire d'Aix-en-Provence le 15 septembre 1940. Promu au grade de capitaine par arrêté du 25 novembre 1942. Placé en congé d'armistice à compter du 1^{er} mars 1943. Nommé chef de bataillon F.F.I. le 12 juillet 1944. Adjoint au chef départemental F.F.I. de la Loire. Chef d'état-major départemental F.F.I. de la Loire, commandant du 30^e bataillon F.F.I. de la Loire. Nommé commandant de l'école des cadres de Saint-Genis-Laval à compter du 13 mars 1945. Affecté à l'école des cadres de Strasbourg le 1^{er} mars 1947. Breveté parachutiste. Affecté au 18^e bataillon

d'infanterie parachutiste qui devient 18^e bataillon parachutiste de choc. Affecté à l'école supérieure de guerre en 1951. Nommé à l'état-major du commandement des Forces françaises en Autriche à compter du 1^{er} juin 1953 puis à l'état-major des Forces françaises en Allemagne. Rejoint l'état-major de la 20^e D.I. à Bouïra le 14 septembre 1956. Promu au grade de lieutenant-colonel le 2 avril 1958. Fait mouvement avec l'état-major de la 20^e D.I. sur le département de Médéa. Nommé chef du 3^e bureau de la zone Sud-Algérois. Embarqué à Alger le 14 septembre 1958, rejoint l'état-major de la 1^{re} R.M. le 17 du même mois. Admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite à titre d'ancienneté le 5 janvier 1959. Promu au grade de colonel de réserve par décret du 22 janvier 1964 pour prendre rang à compter du 1^{er} octobre 1963.

OEUVRES

Armée secrète de la Loire, Vincennes, S.H.A.T., 1984.
Résistance Loire, les formations militaires : O.R.A., A.S.U., F.T.P., SOE, Vincennes, S.H.A.T., 1994.
Résistance civile dans la Loire : les réseaux Action, d'évasion et de renseignement dans la Loire, Vincennes S.H.A.T., 1994.

ARCHIVES

Fonds privé du colonel René Gentgen, S.H.A.T., cote 1 KT 347.

ÉTAT DES SERVICES

15.05.1929	Chasseur de 2 ^e classe au 20 ^e B.C.A.

11.10.1929	Caporal-chef au 20 ^e B.C.A.
10.05.1930	Sergent au 20 ^e B.C.A.
01.10.1935	Sous-lieutenant au 32 ^e R.I.
01.10.1937	Lieutenant au 6 ^e B.C.A.
25.11.1942	Capitaine.
12.07.1944	Chef de bataillon à titre F.F.I.
01.06.1945	Chef de bataillon à titre définitif.
02.04.1958	Lieutenant-colonel à l'É.M. de la 20 ^e D.I.
01.10.1963	Colonel de réserve.

COMMUNICATION DES ENTRETIENS : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 23 MAI 1996 AU S.H.A.T.

- I - (12 AV 1)

Les années de formation et l'avant-guerre. – (Plage 1) Thèmes principaux de l'entretien : rôle du colonel Gentgen au sein des réseaux de résistance de la Loire, ses attributions et missions en tant que chef du 3^e bureau de la zone Sud-Algérois ; (pl. 2) évocation des origines de la famille Gentgen ; s'engage par avancement d'appel au 20^e bataillon de chasseurs alpins (B.C.A.) à Antibes ; (pl. 3) révélation et épanouissement lors de ce service qui lui permet, en outre, de connaître la mer et la montagne, reçu premier au peloton des sous-officiers ; sergent de réserve, se rengage au 20^e B.C.A. en 1931 ; est reçu à Saint-Maixent, puis affecté comme sous-lieutenant instructeur au 6^e bataillon de chasseurs alpins à Grenoble avant de

prendre le commandement d'une section d'éclaireurs du 72^e puis du 92^e bataillon alpin de forteresse (B.A.F.).

La guerre.— (pl. 4) Commande un ensemble de sections d'éclaireurs-skieurs avant d'être muté temporairement à la section de discipline de l'armée et de rejoindre le centre de formation des aspirants ; rejoint le 140^e régiment d'infanterie alpine dont il commande les éléments restant après la démobilisation et rejoint le 16^e bataillon de chasseurs à pied ; est désigné pour liquider le bureau central de recherches n°12 à Limoges ; (pl. 5) les écoles de Saint-Cyr et Saint-Maixent se replient sur Aix-en-Provence ; seul Saint-Maixentais nommé instructeur au 1^{er} bataillon de France et le mieux noté ; démobilisé, il rentre dans la résistance ; (pl. 6) s'engage en février 1943 dans les compagnons de France et devient responsable départemental à Saint-Étienne du réseau de renseignement « Druides », sous-réseau d'Alliance, avec l'assentiment de Tournemire ; prend contact avec Marey, chef de l'organisation de résistance de l'armée (O.R.A.) Loire, dont il devient l'adjoint ; opération de Vaugry : destruction des réserves des armées ennemies du sud de la France ; organisation originale de l'O.R.A. dans la région lyonnaise qui devient Armée secrète unifiée au 1^{er} octobre 1943 ; (pl. 7) son action au sein des compagnons de France ; ses relations avec la milice et son admission au directoire des mouvements unis de résistance (M.U.R.) de la Loire ; création et fonctionnement du comité départemental de la Libération où il est chargé de la commission insurrectionnelle en tant que représentant militaire et de la liaison avec les F.T.P. ; tentative de création d'un comité d'état-major avec ces derniers : il ne fonctionne en fait qu'après la Libération ; difficultés rencontrées pour la confirmation de Marey à la tête dudit état-major ; opposition de Marey au contrôle des armes et des effectifs des réseaux résistants ; (pl. 8) nommé au commandement de l'école des cadres de Saint-Genis-Laval ; est maintenu au grade de chef de bataillon F.F.I. ; rappel des missions

dont il a assumé la charge, notamment Saint-Yan et difficultés permanentes liées à l'attitude de Marey ; organisation du C.D.L. restreint et du C.D.L. élargi avec une sur-représentation des mouvements d'obédience communiste ; (pl. 9) nature des relations existantes entre l'A.S. et les autres réseaux de résistance et de renseignements, y compris l'Intelligence Corps, SOE groupe Ange ; absence totale d'actions coordonnées entre l'A.S. et les F.T.P ; pouvoirs limités dont il dispose en tant que commandant de la place de Saint-Étienne, essaye cependant de contrôler les excès commis lors de la Libération et intervient auprès de la commission d'épuration ; (pl. 10) opérations dans les monts du Lyonnais à la Libération.

Les écoles et les états-majors. – (pl. 11) Janvier 1945 est nommé à la division alpine mais rejoint dès mars l'école des cadres de Saint-Genis-Laval ; refuse de suivre le colonel Descours au cabinet de Michelet, mais obtient d'être affecté à l'école de perfectionnement d'infanterie d'Aix où on lui confie l'action culturelle ; le général de Lattre l'envoie à l'état-major de l'école de Strasbourg ; (pl. 12) prend le commandement du 18^e bataillon d'infanterie parachutiste ; intègre l'école supérieure de guerre puis est désigné pour être chef du 4^e bureau des forces françaises en Autriche afin de retrouver l'armée des Alpes puis, à Baden-Baden, chef de section au 4^e bureau ; (pl. 13) refuse, pour des raisons familiales, de se porter volontaire pour aller en Indochine.

- II - (12 AV 2)

(Plage 1) Considérations de politique générale et analyse de la situation indochinoise .

L'Algérie. – (pl. 2) Apprécie la démarche de Ferhat Abbas et pense raisonnable une politique d'association entre les deux pays ; le

devoir militaire l'emporte sur ses considérations personnelles ; (pl. 3) le 14 septembre 1956, est dirigé sur Bouïra, subdivision de Tizi-Ouzou, pour prendre les fonctions de chef du 3^e bureau de la 20^e D.I. ; les carences du commandement l'amènent à diriger directement certaines opérations dont celle de Palestro ; (pl. 4) attributions effectives et mode de fonctionnement de la 20^e D.I. à Bouïra puis Médéa après la réorganisation du dispositif des armées au 1^{er} janvier 1957 ; commande à ce moment la plus grande opération aéroportée en Algérie : les unités de la 10^e division aéroportée du 2^e régiment étranger de parachutistes et du 2^e Choc sont utilisées en renfort ; malgré la vaste étendue du territoire couvert par la 20^e D.I. (Médéa, Boghari, Aumale, Bou-Saada, etc.) procède lui-même au repérage des zones rebelles et prend la direction de près d'une cinquantaine d'opérations montées avec les commandants de secteur ; (pl. 5) propose une tactique nouvelle comparable à ce que fit, cinq ans plus tard, le général Challe avec ses commandos de chasse ; (pl. 6) propositions écartées, sentiment confus de ne pas appartenir à « la famille » militaire ; récit d'une opération hors norme réussie en octobre 1957 ; appui-feu fourni par l'armée de l'air et bonne collaboration avec le P.C. air ; opinion générale sur les pieds-noirs, les conditions de leur rapatriement après l'indépendance et l'œuvre française en Algérie ; (pl. 7) opération au douar Ouzera, commune de Loverdo, en mai 1957 contre une bande de 150 fellaghas avec les hommes du 2^e R.E.P. ; (pl. 8) raisons qui ont motivé son départ de l'armée : est nommé chef d'état-major de la 29^e D.I. au 1^{er} avril 1958, mais le général Salan s'oppose à son entrée en fonctions ; (pl. 9) manque de reconnaissance du milieu militaire pour l'action menée au sein de la résistance et pour l'expérience ainsi acquise ; (p. 10) analyse du mode d'opération employé en Algérie ; inadaptation de la solution militaire ; état d'esprit des deux communautés, pieds-noirs et arabe ; dernière précision relative à la réorganisation du dispositif des armées au 1^{er} janvier 1957.

3 K 2. – GENERAL FRANÇOIS VALENTIN

BIOGRAPHIE

Né le 18 juin 1913 à Paris.

Formation.– Engagé volontaire pour trois ans à l'intendance militaire à Paris le 1^{er} octobre 1932 au titre de l'école polytechnique. Promu sous-lieutenant pour prendre rang le 1^{er} octobre 1934. Affecté à l'école d'application de Fontainebleau le 25 septembre 1934.

Services au rang d'officier subalterne.– Affecté au 17^e régiment d'artillerie à Sedan, arrivé au corps et affecté à la 4^e batterie le 1^{er} juin 1936. Commandant cette batterie provisoirement comme lieutenant, puis comme capitaine à titre temporaire le 1^{er} janvier 1940. Fait prisonnier de guerre le 23 juin 1940, évadé le 30 du même mois. Affecté au 2^e régiment d'artillerie le 22 juillet 1940. Mis à la disposition du général commandant supérieur des troupes de Tunisie pour l'encadrement des unités d'artillerie : mutation annulée, rayé des cadres de l'armée d'active à la date du 20 décembre 1940. Se retire à Layrac (Lot-et-Garonne). Évadé de France le 27 janvier 1943. Affecté au 63^e régiment d'artillerie d'Afrique comme capitaine adjoint au commandant du 3^e groupe : participe aux combats des campagnes d'Italie, de France et d'Allemagne (1943-1945). Affecté à l'E.M.G.D.N. du 1^{er} mai 1945 au 28 septembre

1946.

Services au rang d'officier supérieur.— Mis à la disposition du haut-commissaire de la République française en Indochine : chef d'escadron le 25 mars 1947 à l'E.M.P. du haut-commissaire. Mis à la disposition du colonel commandant les forces françaises en Indochine du Nord le 1^{er} août 1947 : commandant le 2^e groupe du régiment d'artillerie coloniale du Maroc et l'artillerie du secteur d'Haïphong, puis le sous-secteur d'Haïduong. Rapatrié en avril 1949. Affecté à l' E.M.D.N. à compter du 3 août 1949. Élève à l'école supérieure de guerre (1950-1952). Lieutenant-colonel à l'état-major du commandant en chef des forces terrestres alliées « Centre-Europe » à Fontainebleau (1952-1954). Affecté au secrétariat permanent de la défense nationale à Tunis le 1^{er} juin 1956 : conseiller militaire auprès du résident général puis auprès de l'ambassade de France à Tunis (1954-1957). Colonel affecté au commandement de l'artillerie de la 29^e D.I. et commandant le secteur d'Oran en 1958 (10^e R.M.). Muté comme commandant de l'artillerie de la 1^{re} D.B. à Trèves à compter du 1^{er} août 1958, puis à l'état-major du commandant en chef les Forces françaises en Allemagne (1960-1961).

Services au rang d'officier général.— Chef d'état-major à l'E.M.I.A. en Algérie, général de brigade le 1^{er} septembre 1962, rapatrié en novembre 1963. Commandant l'école d'application d'artillerie de Châlons-sur-Marne (1964-1967). Général de division en 1965, est nommé adjoint au général commandant en chef les F.F.A. (1967-1968). Par décret du 10 mai 1968 est nommé adjoint au chef d'état-major des armées et général de corps d'armée le 1^{er} août 1968. Nommé gouverneur militaire de Metz commandant la 6^e R.M. le 11 février 1970. Est promu général d'armée pour prendre rang le 1^{er} juin 1971. Nommé commandant de la 1^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg à compter du 13 février 1972. Membre

titulaire du conseil supérieur de la guerre pour les années 1970 et 1971, membre du conseil supérieur de l'armée de terre de 1972 à 1974. Admis dans la 2^e section du cadre des officiers généraux de l'armée de terre à compter du 15 juillet 1974. Conseiller de la S.O.D.E.T.E.G., groupe Thomson (1974-1983) et conseiller militaire du P.D.G. de l'Aérospatiale (1974 à 1981).

ŒUVRES

- « Le rôle des forces nucléaires tactiques », *Le Monde*, 28 septembre 1971.
- « Forces terrestres de manœuvre et dissuasion », *Revue de défense nationale*, octobre 1973, pp. 41-53.
- « L'Europe de l'ouest et la défense », *Revue de défense nationale*, août-septembre 1974, pp. 31-38.
- « Armée et démocratie », *Revue de défense nationale*, mars 1975, pp 9-15.
- « Bataille en Europe : point d'interrogation », réunion-débat du Comité d'études de défense nationale et de la Fondation pour les études de défense nationale, *Revue de défense nationale*, mars 1981, pp. 29-83.
- « La dissuasion et les armements classiques », *L'aventure de la bombe*, actes du colloque Arc-et-Senans, 1984, pp. 189-196.
- Une politique de défense pour la France*, Paris, Calmann-Lévy, 1980.
- Regards sur la politique de défense de la France de 1958 à nos jours*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, La documentation française, 1995.

ÉTAT DES SERVICES

01.10.1934	Sous-lieutenant à l'E.A.A. de Fontainebleau.
01.09.1940	Lieutenant en Tunisie.
25.06.1943	Capitaine au 63 ^e R.A.A.
24.03.1947	Chef d'escadron en Indochine.
31.03.1953	Lieutenant-colonel.
30.03.1958	Colonel à la 29 ^e D.I.
01.09.1962	Général de brigade en Algérie.
01.10.1965	Général de division, commandant l'E.A.A.
01.08. 1968	Général de corps d'armée aux F.F.A.
01.06.1971	Général d'armée, commandant la 1 ^{re} armée.
15.07.1974	Admis dans la 2 ^e section.

COMMUNICATION : RÉSERVÉE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 10 JUIN 1996 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

- I - (12 AV 3)

(Plage 1) Définition du cadre chronologique de l'entretien : le commandement de la 1^{re} armée de 1972 à 1974 autour de trois thèmes : les plans d'opérations, les relations avec les alliés et les

forces nucléaires tactiques.

La planification.— (pl. 2) Importance des plans d'opérations dans les négociations avec les alliés membres de l' O.T.A.N. : poursuite du travail entrepris par le général Hublot, premier commandant de la 1^{re} armée reconstituée en 1969 et élaboration définitive des neuf plans correspondant aux missions imparties à la 1^{re} armée ; (pl. 3) principes communs aux neuf plans : directives orales qui lui furent données par le général de Gaulle lors d'une entrevue dès le 12 septembre 1968 ; (pl. 4) travail en étroite liaison avec les forces aériennes tactiques (F.A.TAC.) ; (pl. 5) organisation de la 1^{re} armée divisée en deux corps d'armée, eux-mêmes subdivisés en cinq divisions lourdes de trois brigades chacune, mais toutes n'étaient pas mécanisées ; (pl. 6) la planification fut une base fructueuse dans les négociations avec les dirigeants politiques et alliés.

L'arme atomique tactique.— (pl. 7) La question de l'emploi de l'arme atomique tactique se pose d'autant plus que les États-Unis sont alors pour une « riposte graduée » et que cette stratégie ne satisfait pas le général de Gaulle et les états-majors français qui redoutent un emploi trop tardif ; la position française : renforcement de la dissuasion ; (pl. 8) la 1^{re} armée est dotée en 1972 des missiles Pluton dont le commandement lui est confié après un entretien avec Michel Debré qui souhaitait initialement un commandement Pluton séparé.

Les relations France-O.T.A.N.— (pl. 9) Les rapports France-O.T.A.N. s'inscrivent dans le cadre défini par les accords Ailleret-Lemnitzer¹ du 22 août 1967, qui ne concernaient que les F.F.A. et le groupe d'armées Centre (CENTAG) : des plans communs de contre-

1. Le général Ailleret fut chef d'état-major des armées du 16 juillet 1962 au 9 mars 1968, et le général Lyman Lemnitzer commandant suprême allié en Europe de janvier 1963 à juillet 1969.

attaque furent élaborés par le général Mathon, chef d'état-major du général Massu ; ces accords prévoyaient également qu'en cas de conflit les Américains fourniraient aux Français des armes nucléaires ; la rédaction d'un des articles qui ménageait intelligemment l'avenir permit d'élargir ce cadre et de retenir l'hypothèse de l'intervention de l'ensemble de la 1^{re} armée, objet des accords Valentin-Ferber de 1974.

La négociation des accords Valentin-Ferber. – (pl. 10) Présentation des différents acteurs : le général Bénéké, commandant en chef Centre-Europe, le général Davison au groupe d'armées Centre et conditions de la négociation de ces nouveaux accords France-O.T.A.N. fixées par le général François Maurin, C.E.M.A., avec l'aval de Michel Debré ; rôle moteur de la France dans cette négociation ; (pl. 11) ratification des accords malgré la réticence de beaucoup d'officiers du SHAPE ; (pl. 12) ces négociations avaient été auparavant approuvées par le président Pompidou lors d'une réunion en octobre 1973 où tous les aspects stratégiques et tactiques, conventionnels et atomiques avaient été abordés ; ces accords sont restés en vigueur jusqu'à la dissolution de la 1^{re} armée qui avait ainsi une fonction bien définie ; le général insiste sur le rôle dynamique des Français dans la négociation de ces accords de coopération militaire avec l'O.T.A.N.

Les fonctions post-militaires du général Valentin. – (pl. 13) Fonctions exercées par le général, entre 1974 et 1981 : conseiller militaire, avec le général Fourquet, du président de la Société nationale industrielle aérospatiale (S.N.I.A.S.) et conseiller à la S.O.D.E.T.E.G. (groupe Thomson).

3 K 3. – GÉNÉRAL FRANÇOIS GÉRIN-ROZE

BIOGRAPHIE

Né le 5 février 1928 à Rouen (Seine-Maritime).

Services avant nomination au rang d'officier.– Admis à l'E.S.M.I.A. en qualité de saint-cyrien de la promotion 1947. Affecté au 152^e bataillon d'infanterie à Mutzig à compter du 1^{er} novembre 1947 : détaché à l'école des sous-officiers de Strasbourg le 15 mars 1948. Rejoint le 99^e bataillon d'infanterie alpine à compter du 16 juin 1948. A satisfait aux épreuves de l'examen de sortie de l'E.S.M.I.A. et fait choix de l'arme blindée et cavalerie. Rejoint l'école d'application de l'arme blindée et cavalerie de Saumur le 3 octobre 1949.

Services au rang d'officier subalterne.– Sous-lieutenant au 12^e régiment de chasseurs d'Afrique à Meknès le 1^{er} octobre 1950. Détaché à l'E.A.A.B.C. d'Alger (Hussein Dey) à compter du 5 novembre 1951. Lieutenant au 5^e cuirassiers en Indochine du 21 juillet 1952 au 5 octobre 1954. Affecté au 6^e cuirassiers à Sissone au 1^{er} décembre 1954. Mis en route pour l'A.F.N. le 12 mai 1956, où il demeure jusqu'au 8 août. Muté à l'E.S.M.I.A. à compter du 1^{er}

septembre 1956. Capitaine au 1^{er} régiment de cuirassiers en Algérie. le 1^{er} septembre 1958, puis au 9^e régiment de chasseurs d'Afrique le 1^{er} mai 1960. Affecté à l'école d'état-major, 23^e promotion, le 1^{er} octobre 1961. Muté à l'état-major du commandement en chef des forces françaises en Allemagne le 1^{er} juin 1962. Promu au grade de chef d'escadrons le 1^{er} octobre 1963.

Services au rang d'officier supérieur. – Affecté au 21^e spahis à Spire (devient 1^{er} spahis le 1^{er} février 1965) à compter du 1^{er} décembre 1964. Est admis à l'école supérieure de guerre le 1^{er} septembre 1967. Présent au 2^e bureau de l'E.M.A.T. le 25 août 1969. Promu au grade de lieutenant-colonel le 1^{er} avril 1970. Affecté au 4^e régiment de hussards (6^e R.M.) comme chef de corps à compter du 15 juillet 1972. Colonel affecté pour emploi comme chef d'état-major de la 1^{re} D.B. à Trèves le 5 août 1974. Affecté à l'état-major particulier du président de la République du 1^{er} juillet 1976 au 1^{er} octobre 1979.

Services au rang d'officier général. – Nommé au grade de général de brigade par décret du président de la République en date du 23 octobre 1978. Nommé adjoint-opérations au général commandant la 2^e D.B. à compter du 1^{er} octobre 1979. Nommé adjoint opérationnel au général gouverneur militaire de Paris, commandant le 3^e corps d'armée et la 1^{re} R.M., à compter du 1^{er} septembre 1981. Nommé commandant de la 5^e D.B. à compter du 1^{er} août 1982, promu général de division le 1^{er} septembre 1982. Général de division adjoint au général commandant la 1^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg le 1^{er} octobre 1984. Général de corps d'armée à compter du 1^{er} novembre 1984 et membre du conseil supérieur de l'armée de terre en 1986, 1987 et 1988. Nommé gouverneur militaire de Metz, commandant le 1^{er} corps d'armée et la 6^e R.M. le 5 février 1986. Général d'armée à compter du 1^{er} janvier 1988. Admis dans la 2^e section du cadre des officiers généraux de l'armée de terre à

compter du 1^{er} avril 1988.

ÉTAT DES SERVICES.

01.10.1949	Sous-lieutenant.
01.10.1951	Lieutenant au 12 ^e R.C.A.
01.07.1957	Capitaine instructeur à l'E.S.M.I.A.
01.10.1963	Chef d'escadrons à l'E.M du C.C.F.F.A.
01.04.1970	Lt-colonel au 2 ^e bureau de l'E.M.A.T.
15.07.1972	Chef de corps du 4 ^e régiment de hussards.
01.12.1978	Général de brigade à l'E.M.P. du président de la République.
01.09.1982	Général de division, commandant la 5 ^e D.B.
01.11.1985	Général de corps d'armée à la 1 ^{re} armée.
01.01.1988	Général d'armée.
01.04.1988	Admis dans la 2 ^e section.

COMMUNICATION DES ENTRETIENS : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 21 JUIN 1996 AU SHAT.

- I - (12 AV 4)

Les années de formation : Saint-Cyr et le choix de l'arme blindée

cavalerie.– (Plage 1) Raisons de son engagement et expérience de la guerre ; (pl. 2) admis à Saint-Cyr en 1947, une première année se passe dans des corps de troupe aux 152^e bataillon d’infanterie et 99^e bataillon d’infanterie alpine : connaissance profitable du milieu des soldats de 2^e classe et des sous-officiers ; la formation à l’école de Strasbourg et magistère moral exercé par le général de Lattre ; (pl. 3) conditions dans lesquelles il put obtenir un changement d’arme et choisir l’arme blindée et cavalerie ; conséquences et perception de la réforme de Lattre ; amalgame réussi et symbiose totale entre les élèves venant des corps de troupe et ceux du concours direct ; évocation du 14 juillet 1949² ; le niveau d’instruction militaire et la valeur de l’encadrement demeurent cependant moyen ; ambiance tout aussi sympathique à Saumur.

Premier séjour en A.F.N. et départ pour l’Indochine.– (pl. 4) Conscience politique faible ; espère faire l’expérience du combat en Indochine ; fait choix du 12^e régiment de chasseurs d’Afrique, stationné à Meknès, pour retrouver le Maroc : chef de pelotons sur chars M5 puis Sherman avant d’être affecté à l’ E.A.A.B.C.³ d’Alger ; embarque le 4 juillet 1952 pour l’Indochine ; (pl. 5) conditions du voyage et arrivée à Saïgon ; rejoint le 5^e cuirassiers du colonel Barrou au Sud-Vietnam ; (pl. 6) regard sur la politique marocaine du général Juin ; montée du sentiment national et de l’Istiqlal ; opérations dans el Kebab et dans le Tadla en

2. Pour la première fois depuis 1939 les saint-cyriens défilent en grand uniforme.

3. École d’application de l’arme blindée cavalerie d’Hussein Dey.

1951 : utilisation des half-tracks lacrymogènes ; sentiment des autochtones vis-à-vis des Français en Algérie et au Maroc en 1952.

La guerre d'Indochine : les combats dans le Sud-Vietnam. – (pl. 7) État d'esprit lors de l'arrivée en Indochine : lutte contre le communisme ; « jaunissement des effectifs » avec des Vietnamiens ou des Cambodgiens de Cochinchine ; prend le commandement d'un groupement de commandos, soit trois cents hommes dans le secteur de Thu-Dau-Mot ; organisation de ces commandos ; génération d'officiers marquée par une population envoûtante et peu hostile ; (pl. 8) conduite et nature des opérations ; circonstances particulières de sa prise de commandement : attaque de son poste ; patrouilles à pied, ouvertures de routes dans les plateaux montagnards et missions de recherche de renseignements dans la zone Est : beaucoup de postes caodaïstes ; (pl. 9) prend, en avril 1953, le commandement d'un peloton blindé d'auto-mitrailleuses basé à Thu-Dau-Mot : escortes, ouvertures de routes, appuis-feu ; son peloton était aussi le peloton de réserve du secteur ; composition du peloton : quatre patrouilles légères et une patrouille lourde ; matériel américain.

- II - (12 AV 5)

(Plage 1) Pénurie de matériel d'artillerie : prélèvements massifs par le général Navarre pour les opérations dans le Nord ; fait lui-même l'artilleur avec un matériel américain ; marché noir des pièces détachées ; actions de guérilla : hantise des mines ; situation à Saïgon paisible sauf quelques rares attentats ; escadrons du 5^e cuirassiers toujours très éclatés ; (pl. 2) réorganisation du régiment en mai 1954 : le 3^e escadron de chars est incorporé au groupement mobile 100 qui accueillait aussi le bataillon de Corée ; dirige une opération dans la zone B avec les hommes dudit bataillon de Corée ; écrasement du G.M. 100 malgré les avertissements du chef

de corps⁴ ; (pl. 3) mars-avril 1954, recrudescence des activités du Viêt-minh dans le secteur de Thu-Dau-Mot ; actions préventives à Saïgon ; l'état d'esprit de la population change avec Dien Bien Phù, lui-même doute de la victoire à cause du maintien de l'opération Atlante en Centre-Annam alors que Dien Bien Phu était attaqué.

4. Le colonel Barrou, ancien chef de corps du 5^e cuirassiers.

La guerre d'Indochine : le cessez-le-feu, le retour en France.— (pl. 4) Ambiance au moment du cessez-le-feu dans le Sud⁵ : départ des combattants du Viêt-minh dont beaucoup de Tonkinois ; insiste sur le travail remarquable du 2^e bureau et notamment celui du général Boisseau⁶, chef du 2^e bureau du secteur de Thu-Dau-Mot ; inquiétude des Vietnamiens catholiques dans le Sud ; arrivée des premiers Américains à Saïgon dès septembre 1954 ; présence en Indochine d'appelés volontaires dans des unités non-combattantes ; (pl. 5) retour en France (octobre 1954) : passage en Inde avec des passeports civils ; affectation au 6^e cuirassiers au camp de Sissonne ; perçoit très négativement l'instabilité politique de cette période en France ; brefs contacts avec le maréchal Juin en Indochine et Pierre de Chevigné⁷ ; indifférent au projet de C.E.D. qui lui semble confondre une défense européenne et une armée européenne.

Le 6^e cuirassiers et un nouveau départ pour l'Algérie.— (pl. 6) Réadaptation difficile dans les corps : est président des lieutenants du 6^e cuirassiers ; commande un peloton de cinq chars ; se porte volontaire pour accompagner un groupe d'escadrons de marche en Algérie (avril 1956) ; opérations de police près de la frontière tunisienne ; exactions commises par les fellaghas ; opération commune avec le bataillon Bigeard (18 juin 1956) ; (pl. 7) nommé officier instructeur à Coëtquidan en septembre 1956 : chargé de l'enseignement militaire de sa section ; bonnes conditions matérielles et morales ; est en voyage d'étude à Paris le 13 mai 1958 : favorable à de Gaulle, garant de l'Algérie française.

5. 11 août 1954.

6. Qui était alors lieutenant.

7. Secrétaire d'État à la guerre en 1953.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 19 SEPTEMBRE 1996 AU S.H.A.T.

- III - (12 AV 6)

La guerre d'Algérie. – (page 1) Arrivée le 10 septembre 1958, affecté au 1^{er} cuirassiers : est dirigé vers Arzew pour suivre un stage de formation au centre d'instruction de pacification et de contre-guérilla : enseignement pratique et théorique, principes de la contre-guérilla ; affecté au 2^e escadron sur le poste de Tazgait, sous-quartier de pacification de Cassaigne ; avril 1959, installation dans l'Ouarsenis oranais ; (pl. 2) occupe le poste de Sidi Abdelkader après les opérations de « ratissage » du plan Challe⁸ : poste isolé au sud-est de Guillaumat ; mission de pacification dans une zone encore infestée de rebelles ; problème du ravitaillement en eau ; (pl. 3) récit d'un accrochage avec un commando zonal, mise en évidence du rôle important de l'artillerie ; nomadisation limitée ; (pl. 4) problème posé par l'emploi des F.S.N.A. (Français de souche nord-africaine) dans les postes de garde ; (pl. 5) différents aspects de la pacification, malgré des moyens insuffisants : construction de routes, d'écoles, organisation de l'auto-défense des douars ; (pl. 6) sentiment de pleine responsabilité ; évolution très grande de la situation qui semble militairement gagnée ; analyse des rapports pieds-noirs-musulmans ; relation avec la S.A.S., collaboration étroite au niveau du secteur ; (pl. 7) prend le commandement d'un commando de chasse au 9^e régiment de chasseurs d'Afrique en mai 1960 : chargé de la partie opérationnelle des opérations ; (pl. 8) semaine des barricades : indifférence, voire hostilité, vis-à-vis de l'action entreprise par Pierre Lagailarde et les étudiants algérois ; aspect politique de la pacification : assurer le bon déroulement des élections dans le respect des règles démocratiques et dans l'état d'esprit de

8. « Pierres précieuses », etc.

l'action entreprise, en son temps, par Lyautey au Tonkin et au Maroc ; réaction aux inflexions du discours du général de Gaulle : pense l'autodétermination normale pour accompagner une véritable politique d'assimilation, sans envisager l'indépendance ; (pl. 9) prend le commandement de son commando composé de deux tiers de harkis ; esprit de discipline totalement accepté par tous ; organisation sur le plan opérationnel : contacts fréquents avec les colonels du 6^e R.C.A. et du 1^{er} cuirassiers, son commando travaille souvent dans leurs quartiers ; rôle de la réserve générale ; (pl. 10) exemple d'une grande opération : hélicoptage du commando en plein milieu d'une katiba encerclée ; grande diversité des missions ; les harkis, bons combattants, sont indispensables pour établir et maintenir des contacts avec la population : jusqu'au putsch des généraux ils sont très fidèles, faible nombre de déserteurs ; (pl. 11) exactions : n'a jamais constaté de telles pratiques dans le bled, en revanche le détachement opérationnel de protection (D.O.P.) avait mauvaise réputation ; « corvées de bois » : s'y est toujours opposé ; bons souvenirs conservés des deux principaux types d'actions engagées en Algérie : pacification et action de commando.

- IV- (12 AV 7)

(Plage 1) Prépare l'école d'état-major au moment du putsch : attitude vis-à-vis des généraux putschistes ; (pl. 2) participation de son commando au combat contre une katiba venant du Maroc le 24 avril ; (pl. 3) suites de l'affaire d'Alger : cassure sensible dans l'armée ; attitude du contingent dans les unités combattantes ; difficile acceptation du principe de souveraineté de l'Algérie : multiplication des désertions de harkis ; (pl. 4) avril-septembre 1961 : désengagement général, les combats violents semblent moins nombreux, le moral de l'armée est bas.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 24 SEPTEMBRE 1996 AU S.H.A.T.

Le retour en métropole et les F.F.A.– (Plage 5) Président de promotion à l'école d'état-major, ambiance et instruction bonnes ; sentiments divers vis-à-vis de l'O.A.S. et des pratiques de la sécurité militaire ; (pl. 6) conditions de son affectation au 1^{er} bureau de l'état-major du commandement en chef des F.F.A. ; réorganisation de l'armée au lendemain de la guerre d'Algérie : problèmes posés par les mutations ; officier-adjoint au 21^e spahis qui était prévu pour faire partie d'un détachement allié chargé de la défense de Berlin ; conséquences du retrait des commandements militaires intégrés de l'O.T.A.N. : changements limités grâce aux accords Ailleret-Lemnitzer ; (pl. 7) dégagé de ses responsabilités afin de préparer l'E.S.G. qu'il intègre en juillet 1967 : enseignement positif, notamment instruction nucléaire poussée, malgré quelques incohérences des programmes d'instructions ; conditions de sa nomination au 2^e bureau de l'E.M.A.T.

- V - (12 AV 8)

(Plage 1) Adjoint puis chef de la section organisation-instruction du 2^e bureau de l'E.M.A.T. : président du groupe de contact avec les alliés sur le renseignement sur le champs de bataille ; le groupe F.I.N.A.BEL. est aussi un groupe de contact distinct de l'O.T.A.N. ; maintien des procédures O.T.A.N. notamment réseau hertzien et pipe-line ; (pl. 2) fonctionnement de l'E.M.A.T. en 1969-1970 : proximité plus grande ; les dossiers sont à la fois théoriques et très techniques : écoutes, intensification de lumière, etc. ; très favorable à la création de la 1^{re} armée dont l'état-major de commandement avait du poids vis-à-vis des alliés ; (pl. 3) 15 juillet 1972, chef de corps du 4^e hussards à Besançon : grande possibilité

d'instruction grâce au terrain très varié ; perturbation à cause de la crise pétrolière ; création des budgets de fonctionnement à partir de 1973 ; période de commandement pleine et entière, grande satisfaction ; (pl. 4) tentative de récupération par le *Canard enchaîné*, à des fins politiques, du décès accidentel d'un appelé ; phase de relative tranquillité après l'Algérie et la réorganisation de l'armée ; peu d'influence des événements extérieurs, action marquée par l'instruction ; (pl. 5) chef d'état-major du général Lagarde, puis du général de Quatrebarbes, commandant la 1^{re} division blindée à Trèves ; la division est jumelée avec une division allemande et une division américaine : elles forment un « premier corps allié informel » ; procédures O.T.A.N. toujours appliquées ; organisation de la division en trois puis deux brigades, la brigade de Landau étant rattachée puis indépendante ; (pl. 6) emploi de la 1^{re} D.B. au sein du 2^e corps d'armée des F.F.A. : 2^e échelon d'emploi, suivant les plans, dans le centre ou le sud de la R.F.A. ; principe de base : la 1^{re} armée était mise à disposition de l'O.T.A.N. mais les corps d'armées français restaient sous commandement de la 1^{re} Armée ; coexistence des plans O.T.A.N. et des plans nationaux : seules les phases nucléaires étaient secrètes ; (pl. 7) les conditions de son choix pour l'état-major particulier de la présidence de la République en juillet 1976 : interventions du général Lagarde et du général Vanbremeersch.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 10 OCTOBRE 1996 AU S.H.A.T.

- VI - (12 AV 9)

État major particulier du président de la République. – (Plage 1) Organisation et fonctionnement interne de l'E.M.P. du président de la République au 1^{er} juillet 1976 ; (pl. 2) missions de chacun des trois adjoints au C.E.M.P., outre les affaires relevant de leurs

armées : le marin, renseignement (S.D.E.C.E.), communications et transmissions ; l'aviateur, le nucléaire tactique et stratégique ; le terrien, secrétariat des conseils de défense, budget et programmation militaire, ainsi que toutes les opérations extérieures ; rapports excellents en 1976 entre le C.E.M.P. le C.E.M.A. et le C.E.M.A.T.⁹ tous trois saint-cyriens appartenant à la même promotion, « triangle de fer de l'armée de terre » ; bons rapports avec les ministres, notamment avec Yvon Bourges ; définition de ses propres missions : préparation des conseils de défense, mission d'observation et de renseignement sur les problèmes de défense ou de stratégie de défense ; (pl. 3) collaboration élargie au secrétariat général de la présidence pour les opérations extérieures : grande importance de certains conseillers, dont M. Journiac, chargé des problèmes d'outre-mer, et M. Robin, conseiller diplomatique ; fonctionnement de la permanence à l'Élysée ; (pl. 4) aménagement en P.C. opérationnel, indépendamment du P.C. de Taverny, de l'abri anti-aérien construit pour le président Lebrun en 1937 : terminal du réseau Jupiter de commandement des forces nucléaires stratégiques ; attributions de l'aide de camp du président de la République ; (pl. 5) rôle non constitutionnel de cet E.M.P. par rapport au ministère de la défense : danger de dérive, notamment dans la conduite des opérations et les relations avec le centre d'opération des armées.

Les opérations extérieures. – (pl. 6) Indépendance de Djibouti : rôle d'observateur dans toutes les négociations, est également envoyé en mission sur place en avril 1977 ; (pl. 7) Mauritanie, opération Lamantin contre le front Polisario : raid de Jaguars, à plus de 1700 km de distance, nécessitant trois ravitaillements en vol, véritable exploit dans une opération de combat ; autorisation personnelle du président pour ouvrir le feu après l'échec d'une ambassade auprès du

9. Il s'agit respectivement des généraux Vanbremeersch, Méry et Lagarde.

président Boumédiène qui refuse de suspendre son aide au Polisario ; (pl. 8) Tchad : montage et lancement de l'opération Tacaud en avril 1978 après la prise de Faya-Largeau.

- VII - (12 AV 10).

(Plage 1) Nombreux avatars politiques au Tchad suscitant l'intervention du Nigéria et un blocus économique : la France organise alors des transports de carburant sur le Tchad depuis le Gabon ; chargé par le président Giscard d'Estaing d'une mission auprès du président Houphouët-Boigny pour lui expliquer les raisons de l'intervention française en Mauritanie ; (pl. 2) intervention au Zaïre : le chef de la mission militaire de coopération sur place était le colonel Gras, son instructeur à l'école de guerre ; la première opération lancée fut l'opération Verveine, soutien logistique à une intervention marocaine ; l'attaque de 1978 est beaucoup plus importante : les rebelles katangais sont encadrés par des unités cubaines et des officiers est-allemands ; équivoque de la position belge, qui s'oppose au principe d'une intervention française ; transport des hommes par des appareils civils et du matériel par des appareils américains mis à la disposition du général Méry par le général Haig ; le vendredi 19 mai 1978, le 2^e R.E.P. du colonel Érulín réalise l'opération Bonite ; (pl. 3) intervention belge du 20 mai et évacuation des civils ; rôle de l'E.M.P. dans la gestion des interventions extérieures ; (pl. 4) Liban : pas d'intervention directe de l'E.M.P. qui n'est qu'un simple relais d'information puisque l'intervention se fait sous mandat onusien ; (pl. 5) le Centrafrique en septembre 1979 : dernière opération à l'E.M.P., dont le nouveau C.E.M. est le général de Montaudoin : opération Caban, prise de l'aéroport de Bangui, puis opération militaire proprement dite : Barracuda ; (pl. 6) évocation des différentes influences pouvant s'exercer sur le président de la République : existence réelle ou supposée d'un complexe militaro-industriel ou au contraire d'un

lobby civil au sein des différentes administrations de l'État ; réel sens politique du président qui décide seul, et contre l'avis de tous ses conseillers militaires et civils, de l'intervention au Zaïre ; intérêts souvent trop divergents des militaires et des ingénieurs de l'armement pour accréditer l'idée d'un complexe militaro-industriel ; importance des questions nucléaires qui occupent cinq conseils de défense sur dix-neuf, alors qu'il en est secrétaire ; prise de décision dans les conseils de défense : le conseil entendu, le président décide ; (pl. 7) pendant cette période, traite aussi du problème de la réorganisation de l'armée de terre, de la défense opérationnelle du territoire et de la création pour la marine de la zone des 200 miles nautiques.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 4 DECEMBRE 1996 AU S.H.A.T.

-VIII - (12 AV 11).

Préparation aux grands commandements.— (Plage 1) Nommé général adjoint pour les opérations au général commandant la 2^e D.B. en octobre 1979 : organisation de la division (type 77) ; (pl. 2) description sommaire de l'organisation de la défense en trois corps d'armée d'inégales puissances, et unité de commandement liant opérationnel et territorial ; rôle du major régional ; (pl. 3) grande souplesse d'emploi de ces « petites divisions » ; premier exercice en terrain libre ; la proximité de Paris donne des contraintes dont celles d'assurer les visites des dignitaires étrangers ; rapport avec les civils ; (pl. 4) les effets de la loi de programme 1977-1982 ; rôle positif des budgets de fonctionnement ; faiblesse chronique du soutien logistique ; inquiétude en mai 1981, mais personnalité rassurante de Charles Hernu ; perception des ministres socialistes de la défense ; (pl. 5) septembre 1981 devient adjoint-opérations au 3^e corps d'armée : fonctionnement de l'état-major du corps d'armée et de ses divisions ; mise au point du système de tir Attila ; formation

spéciale donnée au futur commandant de division ou de brigade logistique ; missions et zones d'engagement du 3^e corps d'armée ; préside une commission d'oral de l'école de guerre .

Le commandement de grandes unités.— (pl. 6) Prend le commandement de la 5^e D.B. à Landau en août 1982 : organisation de la division et répartition des unités sur un vaste territoire ; exerce aussi le commandement d'une zone de stationnement ; relations avec les populations locales et les autorités allemandes ; (pl. 7) relations institutionnelles et travail avec les divisions alliées, américaines et allemandes ; application des procédures O.T.A.N. ; exercices en terrain libre avec les alliés ; valeur des officiers de l'armée américaine ; état-major un peu lourd des F.F.A.

- IX - (12 AV 12)

(Plage 1) Crise des euromissiles : intervention du président Mitterrand appréciée ; la question nucléaire inquiète les Allemands, notamment la doctrine d'emploi des missiles Plutons et Hadès ; (pl. 2) création de la F.A.R. : exposé des raisons pour lesquelles, si son principe semble justifié, sa réalisation et son format ne le sont pas ; les premiers exercices, dont « Moineau-hardi », mettent en évidence ses faiblesses ; (pl. 3) réforme de 1984 : conséquences opérationnelles du changement de format des divisions ; déplacement du Q.G. du 3^e corps d'armée de Saint-Germain-en-Laye à Lille et rattachement à la 1^{re} armée ; (pl. 4) nomination comme premier adjoint au général commandant la 1^{re} armée, ses missions : relations avec les alliés, dont le commandement du groupe d'armée Centre (CENTAG) et le commandant en chef des forces alliées du centre Europe (SACEUR) ; (pl. 5) création d'une brigade franco-allemande : problème du bon niveau d'intégration, idée d'une brigade franco-allemande de franchissement du Rhin ; évolution de

la doctrine d'emploi des missiles Plutons : du tactique au pré-stratégique ; (pl. 6) remous politiques autour de l'affaire du Rainbow Warrior ; les relations avec le monde politique ; (pl. 7) commandant du 1^{er} corps d'armée : organisation opérationnelle confuse ; commandement territorial très lourd ; zones d'engagement du 1^{er} corps avec les forces O.T.A.N. ; exercice Aigle avec les alliés ; attributions réelles et limitées du conseil supérieur de l'armée de terre ; période de cohabitation politique ; problème logistique posé lors des exercices communs ; (pl. 8) exercice « Moineau-hardi » : efficacité opérationnelle des unités, mais organisation du commandement insatisfaisante pour les Allemands ; (pl. 9) relations avec la F.A.TAC. ; (pl. 10) point de vue sur les réformes dont « Armées 2.000 » : regrette la séparation entre le commandement opérationnel et territorial ; contre la formule des réservoirs de force, formule marine, regrette aussi la disparition du système divisionnaire et des grands commandements.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 12 MARS 1997 AU S.H.A.T.

- X - (12 AV 48)

Conclusion : les perspectives d'avenir. – (Plage 1) Une défense européenne est-elle possible ? Nécessité de construire un pilier européen de défense en liaison avec l'O.T.A.N. ; rapprochement avec l'O.T.A.N. indispensable, mais dans une O.T.A.N. rénovée sous une autre forme et peut-être dans de nouvelles zones ; avenir du corps franco-allemand de défense : rôle important de l'agence européenne de défense et nécessaire développement de programmes d'armement communs ; (pl. 2) nouvelles menaces et nouvelles missions pour la France : la réforme actuelle doit donc prendre en considération ces nouvelles menaces dont le terrorisme international ; (pl. 3) les conséquences de la suppression de la conscription et de l'emploi de civils à certaines tâches ; (pl. 4) considérations sur les actuelles

interventions extérieures, missions humanitaires ou d'interpositions sous mandat international.

Regard sur sa carrière. – (pl. 5) Magistère moral exercé par certains officiers et souvenirs conservés du président Giscard d'Estaing ; périodes militaires et commandements les plus marquants ; valeurs essentielles : commandement direct, contact avec les hommes.

3 K 4. – GENERAL GUY MERY

BIOGRAPHIE

Né le 20 octobre 1920 à Buzancais (Indre).

Formation.– Engagé volontaire pour huit ans au titre de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr le 26 septembre 1939. Admis à l'école de cavalerie de Saumur le 6 octobre 1939.

Services au rang d'officier subalterne.– Affecté au 19^e régiment de dragons, aux armées, le 8 juin 1940, puis au 9^e dragons. Lieutenant au 8^e régiment de cuirassiers. Placé en congé d'armistice à compter du 1^{er} mars 1943. Incorporé dans les forces françaises de l'intérieur du Doubs le 1^{er} août 1943. Arrêté par la *Feldgendarmarie* le 13 février 1944. Déporté au camp du Strudthof puis au camp de Dachau. Libéré par les troupes américaines le 30 avril 1945. Affecté au commandement de l'escadron cadre de cavalerie n° 70 le 1^{er} juillet 1946. Stagiaire à l'école d'état-major à Paris le 7 octobre 1949. Affecté à l'état-major combiné des forces armées le 22 juillet 1950. Désigné sur sa demande pour servir en Indochine. Mis à la disposition du général commandant les forces terrestres des plateaux montagnards (F.T.P.M.), la 4^e R.M. et la 4^e D.V.N. le 10 avril 1953. Prend les fonctions de chef du 3^e bureau de l'état-major des F.T.P.M. puis de sous-chef opérations du secteur de Pleiku. Affecté à la délégation française auprès de la commission internationale de contrôle le 18 août 1954. Affecté à l'état-major des forces armées à Paris le 1^{er} juin 1955.

Services au rang d'officier supérieur.– Promu chef d'escadrons

par décret du 5 octobre 1955. Affecté à l'école supérieure de guerre en 1957. Mis à la disposition du général commandant le corps d'armée de Constantine le 30 juin 1958. Affecté à l'état-major subdivision de la Batna, 5^e bureau. Rejoint l'état-major de la défense nationale en 1959. Lieutenant-colonel commandant le 12^e régiment de dragons en Algérie en 1962 puis le 2^e régiment de hussards en 1964. Rejoint l'état-major du commandant en chef des Forces françaises en Allemagne (E.M.C.C.F.F.A.) le 20 janvier 1964. Chef du 3^e bureau, puis sous-chef d'état-major/opérations. Admis comme auditeur en septembre 1968 au C.H.E.M. et à l'I.H.E.D.N.

Services au rang d'officier général. – Commandant de la 3^e brigade mécanisée le 11 juin 1969. Nommé adjoint au général commandant la 1^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg à compter du 1^{er} juillet 1971. Nommé commandant de la 8^e division le 1^{er} septembre 1972. Est désigné pour être chef de l'état-major particulier du président de la République à compter du 8 juillet 1974. Élevé aux rang et appellation de général d'armée le 1^{er} mai 1975. Chef d'état-major des armées le 1^{er} juillet 1975. Membre du comité de l'énergie atomique de 1975 à 1980. Admis dans la 2^e section du cadre des officiers généraux de l'armée de terre le 20 juillet 1980.

ARCHIVES

Fonds privé général Méry, S.H.A.T., 1K 769

ÉTAT DES SERVICES

20.03.1940	Sous-lieutenant au 19 ^e dragons.
20.03.1942	Lieutenant.

25.09.1945	Capitaine à titre définitif.
21.01.1953	Désigné sur sa demande pour l'Indochine.
15.05.1953	Chef du 3 ^e bureau des F.T.P.M.
05.10.1955	Chef d'escadrons à l'E.M. des forces armées.
01.10.1957	Admis à l'école supérieur de guerre.
15.01.1964	Lieutenant-colonel.
01.10.1964	Colonel à l'E.M.C.C.F.F.A.
01.03.1969	Général de brigade, nommé commandant la 3 ^e brigade mécanisée en juillet 1969.
01.01.1972	Général de division : commandant de la 8 ^e division le 1 ^{er} septembre 1972.
08.07.1974	Chef de l'E.M.P. du président de la République.
01.11.1974	Général de corps d'armée.
01.05.1975	Général d'armée.
01.07.1975	Chef d'état-major des armées.

COMMUNICATION : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN DU 17 AVRIL 1997 AU S.H.A.T.
 (Reprise des thèmes du premier entretien du 22 octobre ; entretien dont le début était techniquement imparfait)

INVENTAIRE DE LA SOUS-SERIE 3 K

- I - (12 AV 13)

Années de formation et début de la guerre.– (Plage 1) Raisons pour lesquelles il fait choix de la carrière militaire ; Saint-Cyr, promotion « Amitié franco-britannique » ; choisi la cavalerie et part pour Saumur ; (pl. 2) affecté en mai 1940 au 19^e régiment de dragons : participe à la défense de la Loire, mais résistance courte et repli dans la région de Montauban ; les événements politiques, dont l'appel du 18 juin, passent au second plan par rapport aux événements militaires et aux conditions de la débâcle ; complément d'instruction à Aix-en-Provence ; (pl. 3) affecté au 8^e cuirassiers près de la ligne de démarcation ; nouveau stage à Tarbes, école de Saumur ; état d'esprit dans les unités ; conséquences du débarquement de novembre 1942 : démobilisé sur place, rejoint sa famille dès la fin du mois en zone interdite ; (pl. 4) s'engage alors dans un réseau de l'Armée secrète ; ses premières missions, difficultés rencontrées ; constitution d'une équipe « d'action immédiate ».

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 22 OCTOBRE 1996 AU S.H.A.T.
(Partie originale conservée)

- II - (12 AV 14) [23 dernières minutes].

La résistance.– (Plage. 1) Organisation du réseau Armée secrète (A.S.) ; mission de recrutement pour le réseau ; création d'une équipe « d'action immédiate » ; première arrestation par la Gestapo ; (pl. 2) approche des milieux de la collaboration ; (pl. 3) relations avec les autres réseaux de résistance, dont les F.T.P. ; conséquences malheureuses d'une action F.T.P. : arrestation d'un agent de liaison, puis d'un ensemble de membres de son réseau ; sa propre arrestation et celle de son frère et de sa fiancée.

- III - (12AV15)

(Plage. 1) Absence totale de relations entre les différents réseaux ; régime particulier de la zone interdite ; appartient à l'E.M. de la sous-région ; conditions de son transfert à la prison de La Butte ; premiers interrogatoires à la *Feldgendarmerie* par un commissaire de la police criminelle ; présentation devant un juge d'instruction allemand ; (pl. 2) détention dans une cellule de condamné à mort ; apprend le débarquement dans sa cellule ; est finalement déporté au camp du Strudthof en Alsace, ignorance complète de ce que la déportation signifiait ; appréhension de la mort, ambiance dans la prison de La Butte.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 6 NOVEMBRE 1996.

(Plage. 3) Rapide retour sur ses missions précises au sein de l'A.S. : instruction et formation au matériel livré par les Anglais dont le plastic, les détonateurs, etc. ; organisation de chaque groupe au sein du réseau ; nature de l'armement dont ils disposaient.

La déportation.— (pl. 4) Arrivée au camp de concentration du Strudthof, premières impressions : géographie des lieux, organisation de l'espace, déshumanisation ; (pl. 5) organisation du temps, ateliers de travail dans le seul but d'épuiser les prisonniers, différents modes d'exécution sur des critères qui semblaient totalement aléatoires ; (pl. 6) expérimentations médicales : gaz, virologie et chirurgie ; prisonniers aux nationalités multiples, le plus souvent internés pour faits de résistance ; avance alliée, évacuation du camp : rejoint le camp de Dachau ; (pl. 7) arrivée dans le camp ; conditions de vie et surtout de mort, dans le camp du Strudthof ; les kapos et les chefs de blocs ; participation des détenus à la marche du camp ; (pl. 8) Dachau, camp de concentration et de travail : rôle productif du travail effectué ; organisation du camp en

plusieurs unités ; est interné à Allach, complexe important de camps ; travaille pour les usines d'aviation BMW ; organisation du camp de travail d'Allach : déshumanisation, concentration et mélange des nationalités afin d'isoler, de casser, les prisonniers ; kapos : origines diverses, souvent des droits communs ; ambiance de délation généralisée ; emplois privilégiés de certains détenus ; problèmes posés par les poux.

- IV - (12 AV 14) [37 premières minutes].

(Plage 1) Récit d'une journée ordinaire à Dachau ; corvée dite « mort expresse » ; méthodes de survie contre le froid ; regroupement des prisonniers sur les recommandations du général Delestraint qui était aussi détenu à Dachau et conditions de son exécution ; (pl. 2) fuite des Allemands le 28 avril au soir et libération du camp par les Américains le 30 avril 1945 ; s'échappe du camp pour rejoindre les troupes françaises sur le Danube en mai ; rejoint Strasbourg le 8 mai 1945 ; (pl. 3) évoque la découverte *a posteriori* d'autres réseaux à l'intérieur du camp ; grande diversité des nationalités des prisonniers et souvent mauvaises relations entre elles : notamment avec les Russes ; enseignements tirés de l'expérience des camps ; profils très différents des détenus français ; (pl. 4) régime spécial des détenus norvégiens ; absences de relations entre les camps ; volonté personnelle de tourner la page, d'oublier, refus pendant longtemps d'évoquer cette période.

Un retour difficile. – (pl. 5) Fait l'école d'état-major puis premières affectations après-guerre : non-reconnaissance du statut de déporté-résistant et de l'action de l'A.S. ; barré dans l'avancement par rapport aux camarades de la 1^{re} armée ou de la 2^e D.B. : se porte volontaire au tour d'Indochine, dont il était dispensé, pour reprendre pied dans la carrière militaire ; n'est nommé au grade de chef

d'escadrons qu'après son retour d'Indochine et dix années passées au grade de capitaine.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 26 NOVEMBRE 1996 AU S.H.A.T.

- V - (12 AV 16)

(Plage 1) Commandement d'un escadron cadre de cavalerie, formation prémilitaire de l'Yonne : base de la nouvelle armée de conscription ; avantages de cette formule par rapport à celle choisie dans le cadre de la professionnalisation de l'armée ; (pl. 2) enseignement à l'école d'état-major excellent ; attributions au sein de l'état-major combiné des forces armées (E.M.C.F.A.), et fonctionnement de cet état-major ; participe notamment à la préparation de l'ordonnance de 1959 relative à l'organisation de la défense.

L'Indochine, d'avril 1953 à avril 1955. – (pl. 3) Chef du 3^e bureau à l'E.M. des forces terrestres des plateaux montagnards (F.T.P.M.), sous-chef opération du sous-secteur de Pleiku, nord des plateaux montagnards, puis affecté auprès de la commission internationale de contrôle (C.I.C.) ; (pl. 4) réflexions sur le conflit indochinois : attitude et méthodes des autorités militaires responsables, mauvaises analyses de la nature du conflit, exemple du retrait catastrophique d'Ankhé par le G.M. 100 du colonel Barrou, malgré l'appui aérien des appareils de l'Arromanches ; (pl. 5) opérations Atlante et Dien Bien Phu : conceptions tactiques erronées ; (pl. 6) cessez-le-feu : devient membre de la délégation française du général de Beaufort auprès de la Commission internationale de contrôle ; entre en contact avec des membres de la commission vietminh alors qu'il s'installe à Hanoï ; impression donnée par l'organisation communiste ; point de vue vietminh sur l'évacuation d'Ankhé ; importance des facteurs psychologiques dans

ce conflit ; (pl. 7) équivoque de la position américaine, notamment au moment de Dien-Bien-Phu ; considère le conflit indochinois comme étant plus une guérilla qu'une guerre révolutionnaire, au moins avant l'aide chinoise ; entrave par les Vietminhs aux travaux de la C.I.C.

Les hautes responsabilités et la direction des opérations extérieures. – (pl. 8) Chef de l'état-major particulier du président de la République puis C.E.M.A. de 1975 à 1980 ; élabore trois « règles d'or » concernant le déclenchement des opérations extérieures : centralisation de l'exploitation du renseignement au sein du centre d'exploitation du renseignement militaire (C.E.R.M.), priorité à la responsabilité du pouvoir opérationnel et secret absolu.

- VI - (12 AV 17)

(Plage 1) 3^e règle : n'intervenir qu'à la demande des pays et dans un contexte politique bien déterminé.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 11 DECEMBRE 1996 AU S.H.A.T.

La Mauritanie. – (Plage 2) Opération Lamantin contre le front Polisario en 1977 ; rappel de la situation politique qui demeure confuse dans l'ex-Sahara espagnol ; mai 1977, prise d'otages par le Polisario qui menace aussi les intérêts économiques français : mines de fer de Zouérat ; (pl. 3) décision française d'intervenir : différents plans, différentes hypothèses sont envisagées ; réticences mauritaniennes ; soutien actif de l'Algérie et de la Libye au front Polisario ; installation d'un dispositif aérien basé à Dakar, puis déploiement en Mauritanie ; conditions très particulières prises afin de préserver le secret de l'opération ; (pl. 4) novembre-décembre, multiples opérations du Polisario : les otages français sont alors au nombre de huit ; entrevue de M. Georgy avec le président

Boumédienne à propos des otages français ; 12-13 décembre 1977, raid des Jaguars français à partir de Dakar ; (pl. 5) 18 décembre, nouvelle attaque du Polisario sur Tmémichat ; nouvelle intervention des Jaguars sur autorisation directe du président ; le dispositif Lamantin est maintenu sous la forme d'une assistance technique à l'armée mauritanienne : fin 1978, retour au calme ; (pl. 6) considérations techniques sur l'opération : ravitaillement, transmission directe des ordres du président ; équipement et tactique d'emploi des Jaguars : conseils donnés par les Israéliens, notamment par le Mossad, à propos des missiles Sam 7 ; liaisons personnelles et directes entre les différents acteurs : le général Forget, le général Vanbremeersch, le président et lui-même ; (pl. 7) position des ministres des affaires étrangères et de la défense ; politique de relatif ménagement vis-à-vis de la Libye : pressions de l'industrie de l'armement ; considérations générales sur la façon dont ces questions sont gérées à l'époque vis-à-vis de la communauté internationale ; (pl. 8) formalisme américain dans la menée des opérations : exemple de Kolwezi ; (pl. 9) gestion du secret vis-à-vis de la presse ; conditions de la prise de décision d'intervention et du choix de la stratégie employée.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 19 FEVRIER 1997 AU S.H.A.T.

- VII - (12 AV 33)

Kolwezi.— (Plage. 1) Opération très bien perçue à l'étranger ; consignes de secret du président : même le chef de la 11^e D.P. et le C.E.M.A.T. n'en sont informés qu'après le déclenchement de l'opération ; informations alarmantes du colonel Gras, chef de la mission militaire au Zaïre, précipitent la décision française ; les précédents : l'opération Verveine ; immobilisme des Belges : leur stratégie économique et politique ; hésitations françaises, car il n'existait pas d'accord de défense avec le Zaïre ; (pl. 2) 17 mai 1978,

aggravation de la situation : les Belges proposent une opération conjointe, mais avec des objectifs limités ; stratégie française : contrer les plans de l'U.R.S.S. qui souhaite couper l'Afrique australe et occuper, à terme, le Cap ; préparation de l'opération ; conditions du secret : choix du 2^e R.E.P. à Calvi ; problème du transport des armements lourds : aide américaine apportée par le général Haig ; problème des transmissions ; (pl. 3) plan de la ville de Kolwezi conservé depuis l'opération Verveine ; lancement de l'opération ; contre-ordre tardif, sous la pression des Belges et du ministre des affaires étrangères, l'opération est quand même engagée ; (pl. 4) libération des otages par le colonel Érulín ; ville très rapidement dégagée ; samedi arrivée des Belges dans un climat difficile entre les deux corps d'intervention ; jusqu'au 26 mai, combats dans des cités minières périphériques ; incident à propos des coopérants techniques ; (pl. 5) opération réussie : bilan positif, exception faite du problème des transports, les réquisitions ne sont pas faciles ; formalisme américain ; (pl. 6) règle du secret transgressée par les Belges ; rapports avec les ministres Louis de Guiringaud et Yvon Bourges, et le ministre de la coopération, Robert Galey ; Yvon Bourges pour l'intervention, Louis de Guiringaud favorable à une opération commune avec les Belges ; pouvoir opérationnel dans les seules mains du C.E.M.A. : ni le général Lagarde ni le général Lacaze ne sont informés de l'opération avant son déclenchement ; le C.E.M.A. est vraiment le généralissime des armées en temps de guerre ; l'ordre d'opération du président du front de libération nationale du Centrafrique était très précis.

Le Centrafrique, le Tchad et le Liban.— (Plage 7) Trois autres opérations d'envergure durant cette période : l'intervention en Centrafrique était une opération limitée ; difficultés des opérations militaires, notamment au Tchad à cause des conditions politiques confuses ; Liban : première opération sous mandat

onusien ; missions mal définies : opération de maintien de la paix pour lesquels les armées ne sont pas faites : colonel Salvan blessé ; propose au président la création d'un corps spécialisé pour des missions de ce genre : sans suite ; respect des principes militaires.

- VIII - (12 AV 34)

L'O.T.A.N. – (Plage 1) Évaluation positive du rôle de l'alliance et du commandement militaire intégré pendant la guerre froide ; participe à des exercices O.T.A.N. en 1965 : état-major trop lourd et inadapté ; organisation aujourd'hui encore plus inadaptée ; problème des zones O.T.A.N. et hors O.T.A.N. ; l'alliance devrait tenir compte du nouveau contexte stratégique ; par exemple l'on pourrait installer le siège de SACEUR dans la région de Washington, tout en développant un pôle européen de défense, sous commandement européen, mais dans le cadre de l'O.T.A.N. ; (pl. 2) analyse des conséquences des accords Ailleret-Lemnitzer et Valentin-Ferber : nécessité de rester intégré dans certains domaines, notamment la défense aérienne ; nécessité aussi d'avoir une planification commune : installation de missions françaises de liaison auprès des grands commandements O.T.A.N. ; sortie de l'alliance un peu brutale ; (pl. 3) négociations secrètes entre le président Giscard d'Estaing et le général Haig relatives à l'emploi du nucléaire tactique ; problème particulier concernant le nucléaire tactique air ; doctrine d'emploi pré-stratégique pour la France : notion de dissuasion à trois du général Beaufre ; notion de sanctuarisation élargie ; (pl. 4) opposé à la création d'états-majors spécialisés pour les actions extérieures, et à la multiplication des états-majors, contraire au principe de pouvoir de décision concentré ; analyse de la situation actuelle des rapports France-O.T.A.N. : ne comprend pas la revendication française pour le commandement du secteur Sud-Europe ; il faudrait surtout que les

troupes américaines en Europe soit sous commandement européen ; accords Méry-Wust : toujours dans le cadre d'une intervention dans l'O.T.A.N ; l'amiral Kid souhaitait que des bases françaises fussent déjà en partie réquisitionnées : refus français ; (pl. 5) exercice de déclenchement du feu nucléaire : échec, le président Giscard d'Estaing refuse de donner son accord ; importance de cette notion de dissuasion à trois : plan de frappe très précis pour provoquer une désorganisation de l'U.R.S.S. ; nécessaire redéfinition du ou des espaces stratégiques en Europe.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 7 MARS 1997 AU S.H.A.T.

La guerre d'Algérie. – (Plage. 6) Premier séjour en 1957, stage de l'école supérieure de guerre dans la région d'Oran ; deuxième séjour à Batna fin 1958 : préparation du référendum ; dès cette époque il lui semble utopique de pouvoir garder l'Algérie française ; (pl. 7) affecté à l'E.M.G.D.N. : visite du général Challe au général Nicot avant le putsch ; est chargé de réaliser des plans d'occupation afin de conserver le Sahara algérien ; (pl. 8) commandant du 12^e régiment de dragons stationné dans le sous-secteur de Cassaigne : début 1962, reçoit l'inspecteur de l'arme blindée, incident ; problème posé par le désarmement des douars et l'arrivée des premiers éléments du F.L.N. : ambiance tendue ; les harkis ; (pl. 9) terrorisme O.A.S. et répression du gouvernement ; embarquement, problème des harkis : ordre du général Buis interdisant d'emmener les harkis ; retour dans un climat de défiance assez sensible ; impressions comparées des cessez-le feu en Indochine et en Algérie, malaise marquant pour beaucoup de jeunes cadres de l'armée.

- IX - (12 AV 44)

(Plage. 1) Considérations particulières sur ses séjours en Algérie : « méthode de travail » des 5^e bureaux, politisation de certains éléments civils et militaires, notamment au lendemain du 13 mai 1958 ; (pl. 2) attributions au sein de l'E.M.G.D.N. : auparavant il était à l'E.M.F.A. participant à la rédaction de l'ordonnance de 1959 ; réaction à l'EM.G.D.N. au moment du putsch ; l'affaire Si Salah ; le choix du nucléaire et la réorganisation de l'armée ; déception provoquée par les inflexions du discours du général de Gaulle ; (pl. 3) les contacts avec les S.A.S, les D.O.P. et l'O.A.S. ; séquelles profondes et durables dans l'armée ; (pl. 4) réaction au nouveau format de l'armée et à la disparition de l'armée d'Afrique, diminution du poids de l'armée de terre ; erreur d'analyse : mythe de « l'ennemi potentiel » ; la naissance du nucléaire impose un changement radical dans l'armée mais absence de réflexion sur les doctrines d'emploi et concept imposé de la sanctuarisation totale ; (pl. 5) janvier 1964, adjoint au 2^e bureau de l'état-major des F.F.A. ; puis chef du 3^e bureau du général Massu dont il devient le sous-chef opérations ; les conséquences du départ de la France du commandement militaire intégré de l'O.T.A.N., réaction très négative des Allemands ; nouveaux contacts avec le groupe d'armée Centre (CENTAG) ; (pl. 6) quel avenir pour le système militaire intégré ? (pl. 7) Mai 1968, visite du général de Gaulle à Massu ; (pl. 8) bilan de son passage aux F.F.A. ; l'enseignement dispensé au C.H.E.M. et à l'I.H.E.D.N, les relations avec l'amiral de Gaulle ; il n'y avait aucun enseignement relatif à la dissuasion nucléaire ; (pl. 9) conversation avec le général Haig concernant l'emploi du nucléaire tactique, et signature d'un protocole d'accord technique.

ENTRETIEN DU 17 AVRIL 1997 AU S.H.A.T.

- X - (12 AV 67)

Réflexions générales. – (Plage 1) Passe à sa demande en juillet 1980 en 2^e section, n'exerce aucune fonction post-militaire, refuse celle de grand chancelier de la légion d'honneur ; (pl. 2) appartient à un groupe de réflexion politique « Renouveau défense » proche de l'U.D.F. ; position par rapport au projet de suppression de la conscription ; problème posé par les promotions toujours aussi nombreuses à Saint-Cyr ; (pl. 3) évolution du haut commandement et des états-majors ; conception du rôle et des devoirs du C.E.M.A. ; (pl. 4) rôle et organisation actuels de l'O.T.A.N., nécessaire réforme de ses institutions, erreur des principes d'intervention actuels : Albanie, Rwanda, etc. ; (pl. 5) outre le maréchal Foch trois autres grandes figures militaires ont marqué le général Méry ; grandes figures civiles dont le président Giscard d'Estaing ; rôle des politiques ; les points les plus marquants de sa carrière militaire : déception en Algérie, mais pleine responsabilité alors qu'il est C.E.M.A. ; (pl. 6) commentaire sur les *verbatim* rédigés lors de rencontres avec des homologues étrangers dont ceux d'Israël et d'Afrique du Sud, pays interdits au général.

3K5. – PRÉFET JEAN VAUJOUR

BIOGRAPHIE

Né le 27 octobre 1914 à Tulle.

Formation.– École libre des sciences politiques. Licence en droit.

Services avant la guerre d'Algérie.– Attaché au cabinet du ministre des travaux publics de juillet 1937 à mars 1938. Chef de cabinet du préfet des Hautes-Alpes de novembre à décembre 1940. Chef de cabinet du préfet du Gard de février à juillet 1941. Engagement dans l'armée en octobre 1942. Passage en Espagne en juin 1944. Chef adjoint de cabinet du vice-président du Conseil d'octobre 1949 à février 1950. Sous-préfet de Mulhouse de juin 1950 à mai 1953.

Services pendant la guerre d'Algérie.– Préfet, directeur de la Sûreté générale en Algérie (juin 1953). Chargé de mission au cabinet du ministre de l'Algérie (juillet 1955). Conseiller technique au cabinet du ministre de l'Algérie (février 1956). Directeur général de la SONACOTRAL (février 1957). Directeur du cabinet civil et militaire du délégué général du gouvernement en Algérie (avril 1960). Directeur général de la SONACOTRAL (novembre 1960), district de la région de Paris (début 1962).

OEUVRES

Jean Vaujour, *De La Révolte à la Révolution. Aux premiers jours de*

la guerre d'Algérie, Paris, Albin Michel, 1985.

ARCHIVES

Fonds privé Jean Vaujour, S.H.A.T, 1K 628.

Versement complémentaire.

Il existe également un fonds d'archives Delouvrier-Vaujour à la Fondation nationale des sciences politiques.

COMMUNICATION : RÉSERVÉE

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 10 JANVIER 1997 AU DOMICILE DU PRÉFET VAUJOUR.

-I- (12 AV 18)

(Plage 1) Conditions de nominations en Algérie du préfet Vaujour à la tête de la Sûreté générale (S.G.).

Police et politique en Algérie.— (pl. 2) Rencontre avec le président Borgeaud, la nomination du préfet Vaujour se fait contre l'avis de Borgeaud ; (pl. 3) réaction à sa nomination ; sympathie de Jacques Chevallier et de son clan ; hostilité du clan Borgeaud et de Costes ; Costes s'était entouré d'une bonne équipe à la police des renseignements généraux ; police algérienne déconsidérée en métropole ; gagne malgré tout la confiance de la S.G. au bout de quelques mois ; (pl. 4) arrivée à Alger le 15 juin 1953 ; intervention en faveur d'un musulman à la commission de discipline de la police pénitentiaire ; réputation favorable auprès des musulmans de la police algérienne après cet événement et changement de climat ; (pl.

HISTOIRE ORALE

5) bonnes relations avec le gouverneur général Roger Léonard ; relations hiérarchiques directes entre le gouverneur général et J. Vaujour ; *idem* avec le général Cherrière ; regrets du manque de coordination des services de sûreté en Algérie : D.S.T., S.D.E.C.E. ; bonnes relations avec le responsable local de la D. S. T., Pontal ; conteste la présentation par R. Wybot des événements d'Algérie dans ses Mémoires.

Organisation de la police et du renseignement.— (pl. 6) Organisation de la S.G. en Algérie : P.R.G., police de la sécurité publique, police judiciaire ; moyens et effectifs insuffisants ; autonomie de la P.R.G. vis-à-vis de la S.G. et contrôle politique par Borgeaud ; réorganisation de la collecte, de la transmission et de l'analyse du renseignement dans la police : la circulaire 301 ; cloisonnement du renseignement d'origine policière ou militaire ; mauvaises relations entre la P.R.G. et le S.L.N.A. ; création d'une instance de coordination du renseignement à l'époque de Soustelle.

Premières réformes de la police algérienne.— (pl. 7) Le gouverneur Léonard demande au préfet de créer une école de police ; création et installation de l'école de police d'Hussein-Dey ; discours de J. Vaujour à la première promotion : importance de la prévention ; création de la police de l'air et des frontières : nécessité imposée par l'immensité et la porosité des frontières ; utilité de dotations en véhicules 2cv ; obtient une augmentation des crédits de la police de 10% à l'Assemblée algérienne ; mauvaises relations avec le président de l'Assemblée algérienne, Laquière, lié au « milieu » ; discours optimiste du président Laquière au ministre de l'intérieur, François Mitterrand, le 18 octobre 1954 ; mise en place de systèmes de protection des armements dans les commissariats ; l'Assemblée algérienne vote les demandes de crédits de J. Vaujour.

INVENTAIRE DE LA SOUS-SERIE 3 K

État du mouvement nationaliste.– (pl. 8) Démantèlement de l'O.S. par la P.R.G. (1950); évasion de Ben Bella; vétusté des établissements pénitentiaires.

-II- (12 AV 19)

(Plage 1) Malgré le démantèlement de l'O.S., existence d'un danger nationaliste; risque accru par la présence de fellaghas en Tunisie; automne 1953, affaire de Nédroma: heurts sur un marché à la suite d'une vente de journal nationaliste; Paris informé de la vivacité du mouvement nationaliste; découverte par un adjudant de gendarmerie de la grotte de Tizi-Ouzou en Kabylie (début 1954); la D.S.T. mène une opération concertée en métropole et ouverture d'une information judiciaire; reconstitution du mouvement nationaliste; Paris freine l'instruction judiciaire, non close en octobre 1954; missions au Maroc et en Tunisie; se rend au mois d'août 1953 à Paris: voit le directeur de cabinet du ministre de l'intérieur, celui du président du Conseil et Henri Queuille: fait état des documents inquiétants de Tizi-Ouzou; allusion au témoignage de François Mitterrand sur cette période; faible réceptivité du gouvernement sur la question algérienne; (pl. 2) situation inquiétante: le groupe de la casbah; autorise avec le commissaire Touron la fabrication des bombes; venue de F. Mitterrand à Alger: état d'esprit du ministre; J. Vaujour l'informe du danger de la casbah et demande des instructions; réponse du ministre parvient le 1^{er} novembre au matin (jour dit de la « toussaint rouge »): bilan des attentats; (pl. 3) l'entourage musulman de Jacques Chevallier; scission au sein du parti populaire algérien (P.P.A.) à l'été 1954; ignorance de Chevallier relative à l'existence et aux activités du C.R.U.A; prudence du C.R.U.A; prudence de Krim Belkacem; importance de Ben Boulaïd dans les Aurès; (pl. 4) venue de F. Mitterrand en novembre; volonté du ministre d'aller à

Arris ; (pl. 5) Kobus, informateur de la casbah ; recrutement des informateurs ; rôle des israélites comme informateurs ; les informateurs après la Toussaint.

Digressions politiques.– (pl. 6) « L'Algérie si » ; paroles de de Gaulle au préfet Vaujour sur l'Algérie en 1969 ; de Gaulle et l'Algérie ; le problème démographique en Algérie ; le problème religieux ; la victoire de Challe aurait été la victoire des colonels.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 17 JANVIER 1977 AU DOMICILE DU PRÉFET VAUJOUR.

-III- (12 AV 20)

Réactions politiques après la Toussaint.– (Plage 1) Rend compte à la métropole de la situation dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre ; mauvaises relations du président du Conseil, Mendès-France, avec René Mayer ; 1^{er} novembre au matin, réunion autour du gouverneur Léonard : bilan et estimations ; sentiment d'un mouvement de vaste ampleur ; soutien des attentats par l'Égypte ; démarches auprès de quelques élus musulmans ; (pl. 2) fermeté de René Mayer ; amertume et fermeté de Jacques Chevallier ; influence américaine sur J. Chevallier ; Chevallier face au sentiment d'une rébellion de vaste ampleur ; (pl. 3) envoi de renforts par la métropole ; conférence du 29 octobre à Constantine avec le général Chérière ; possibilité de se procurer le plan du soulèvement de l'Aurès : échec ; réunion du 1^{er} novembre : débat autour de l'état d'urgence ; Paris ne croyait pas à un soulèvement ; (pl. 4) souci de la protection des populations du bled ; obtient l'augmentation du nombre de cavaliers de communes mixtes ; création des groupes mobiles de police rurale (G.M.P.R.) ; hostilité primitive puis ralliement à la dissolution du mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (M.T.L.D).

Réactions de l'armée.— (pl. 5) Général Cherrrière : analogie avec le soulèvement du Rif ; faible capacité opérationnelle de l'armée ; envoi de renforts militaires dont les parachutistes du colonel Ducournau envoyés dans les Aurès ; général Cherrrière : difficulté et effets pervers du « ratissage » dans les Aurès et en Kabylie ; maladresse de l'intervention dans les Aurès ; condamnation de cette opération par Paris ; J. Vaujour aurait préféré une opération de pacification : note de janvier 1955 ; répression policière des équipes terroristes du 1^{er} novembre.

Réactions de la population algérienne.— (pl. 6) Européens d'Algérie rassurés par l'envoi de renforts militaires ; Paris hostile aux opérations de ratissage : une des causes du départ du général Cherrrière.

Opérations « oranges amères ».— (pl. 7) Plan établi par la P.R.G. avant la Toussaint qui prévoit l'arrestation des personnes dangereuses ; idée de F. Mitterrand de désarticuler la police d'Algérie afin d'écarter les éléments trop « algériens » ; dissolution du M.T.L.D. fait partie de l'opération « oranges amères ».

-IV- (12 AV 21)

(Plage 1) Refuse de déclencher le plan « oranges amères » immédiatement ; s'oppose aux mutations de policiers demandées par F. Mitterrand ; favorable à la création d'un corps unifié de la police ; envoi de policiers appuyés par les milieux de gauche pour remplacer les policiers « algériens » ; poids de Borgeaud sur la police algérienne.

Les méthodes de la police.— (pl. 2) Emploi de méthodes musclées par la police algérienne ; visites dans les commissariats : inexistence

d'objets et de méthodes de torture ; bonne entente entre les juges d'instruction et la P.R.G. ; la polémique Bourdet-Mauriac ; personnalité et action de M^{gr} Duval.

L'islam, l'immigration et l'intégration.– (pl. 3) Intégration dans la communauté française : difficultés posées par l'islam.

Le départ du gouverneur Léonard.– (pl. 4) Léonard considéré par F. Mitterrand comme un policier et non comme un administrateur ; fin de la mission de Léonard ; atouts de Jacques Soustelle pour remplacer Léonard ; nomination de Soustelle ; constitution de l'équipe Soustelle, dont Vincent Monteil, un gaulliste ; entrevue entre Vincent Monteil et Ben Boulaïd ; entrevue avec Vincent Monteil ; rencontres avec Jacques Soustelle ; analyses de Soustelle sur la nouvelle politique algérienne à mener ; arrestation d'un militaire irakien en Kabylie ; situation du mouvement nationaliste dans cette région ; première évolution de Soustelle.

La préparation de la loi sur l'état d'urgence.– (pl. 5) Bourgès-Maunoury prépare la loi sur l'état d'urgence ; situation juridique antérieure des militaires lors des opérations contre les fellaghas.

Les rapports avec Soustelle et le départ du préfet Vaujour.– (pl. 6) Peu de relations directes avec Soustelle ; Soustelle lui retire l'administration pénitentiaire et l'éducation surveillée ; Soustelle prévenu avant son arrivée contre la S.G. ; seul Bourgès-Maunoury et l'armée défendent l'action menée par le préfet Vaujour.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 21 MARS 1977 AU DOMICILE DU PRÉFET VAUJOUR.

-V- (12 AV 60)

Le mouvement nationaliste avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale.– (Plage 1) Fondements idéologiques.

La Deuxième Guerre mondiale en France.– (pl. 2) Importance de l'année 1940 ; la campagne de J.Vaujour en 1940 ; formation d'un commando au 50^e R.I., escarmouches avec les S.S ; convalescence à Brive pendant la « drôle de guerre » ; exode et désordre ; (pl. 3) « deux » Vichy : l'entourage du Maréchal ; (pl. 4) démobilisation et camouflage d'armes ; les compagnons de France.

Le choc de 1940 en Algérie.– (pl. 5) État d'esprit des soldats algériens après la défaite ; état d'esprit de Messali Hadj et de Ferhat Abbas ; (pl. 6) le 8 mai 1945 ; intervention d'un commissaire de police ; répression par le général Duval ; développement du mouvement nationaliste.

Bilan de l'action de la Sûreté.– (pl. 7) Efficacité de l'équipe ; nécessité de confier l'exploitation du renseignement à ceux qui l'ont recueilli ; l'équipe de la P.R.G. en 1953 ; liens de la police algérienne avec le « clan » Borgeaud ; Soustelle appuyé par F. Mitterrand ; rapport de février 1955 remis à Soustelle ; suggère de dresser un barrage sur la frontière tunisienne ; voyage de Bourgès-Maunoury au printemps 1955.

-VI- (12 AV 61)

(Plage 1) Inquiétude : extension de la rébellion ; libération de certains nationalistes ; pénétration et soutien d'éléments étrangers ; le ravitaillement en armes ; la nouvelle politique menée par Soustelle ; faiblesse des moyens militaires ; (pl. 2) proposition faite au préfet Vaujour par des Européens, pour l'assassinat de Ben Bella ; risque d'autodéfense parmi les Européens.

Aux cabinets de Bourgès-Maunoury et de Gilbert-Jules.– (pl. 3) Responsable de la Sûreté nationale pour l'Algérie au cabinet du ministre de l'intérieur ; fonctionnement des cabinets ministériels ; surveillance des Algériens en France ; surveillance de l'Assemblée algérienne ; pas de problème d'ordre public posés par les Algériens sauf dans les bidonvilles ; relais terroristes dans les bidonvilles ; importance de la collecte pour le F.L.N. ; (pl. 4) manifestation des Algériens d'octobre 1961 à Paris ; (pl. 5) le drame du métro Charonne ; affrontements F.L.N. et M.N.A. ; le quartier de La Chapelle et les cafés maures ; (pl. 6) conflit de tutelles sur l'Algérie ; évolution de Soustelle ; (pl. 7) le « manifeste des 61 » et la dissolution de l'Assemblée algérienne ; mise sur pied de la SONACOTRAL. : oeuvre sociale et nécessité politique.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 28 MAI 1997 AU DOMICILE DU PRÉFET VAUJOUR.

-VII- (12 AV 92)

La SONACOTRAL.– (Plage 1) Émergence du projet ; conditions de vie des Algériens en métropole ; utilisation des cotisations sociales versées par les travailleurs algériens ; concours du patronat et de la caisse des dépôts ; création d'une société nationale d'économie mixte ; constitution de l'équipe ; acquisition de terrains ; lutte contre la « collecte » ; autonomie de la SONACOTRAL vis-à-vis du ministère de l'intérieur ; absence de rapports avec l'office national de l'immigration.

Les affaires algériennes pendant la SONACOTRAL. (1957-1960).– (pl. 2) Voyage aux Etats-Unis en 1957 ; entretien avec le professeur Robert Neuman, conseiller du président Nixon ; rencontre avec des étudiants ; (pl. 3) venue du professeur Neuman en métropole et en Algérie ; rencontre entre Neuman et Bourgès-Maunoury ; (pl. 4) second voyage du professeur Neuman en 1958 ; rencontre avec le

général de Gaulle (18 avril) ; récit de la conversation avec le général de Gaulle : position sur l'Algérie ; carrière postérieure du professeur Neuman ; (pl. 5) retour sur le voyage aux États-Unis en 1957 ; rencontre avec le journaliste Walter Lippman.

-VIII- (12 AV 93)

(Plage 1) Rencontre secrète avec John Fitzgerald Kennedy ; (pl. 2) bilan du voyage aux États-Unis ; (pl. 3) surpris par les événements de mai 1958 ; inquiétude face aux progrès de la rébellion ; (pl.4) journée du 13 mai 1958 ; (pl. 5) « L'Algérie si » l'armée avait gagné la guerre : sentiments du général de Gaulle en cas de victoire des militaires.

3 K 6. – GÉNÉRAL BERNARD SAINT-HILLIER

BIOGRAPHIE

Né le 29 décembre 1911 à Dôle (Jura)

Formation.– Ancien élève du Prytanée militaire. Engagé volontaire à la sous-intendance militaire de Versailles, pour une durée de six ans au titre de l'E.S.M. de Saint-Cyr le 12 octobre 1931. Nommé sous-lieutenant d'active pour prendre rang le 1^{er} octobre 1933.

Services au rang d'officier.– Affecté au 11^e bataillon de chasseurs alpins le 1^{er} octobre 1933. Promu lieutenant par décret du 22 septembre 1935. Affecté au 1^{er} régiment étranger à compter du 9 janvier 1939. Embarqué à Marseille le 1^{er} février et débarqué à Oran le 3 février 1939. Affecté au Groupement de légion étrangère type « Montagne » (devenu 13^e demi-brigade de légion étrangère le 13 avril 1940) le 3 mars 1940. Débarqué à Marseille en unité constituée le 4 mars 1940. Embarqué à Brest à destination de la Norvège le 23 avril 1940. Débarqué à Ballangen (Norvège) le 5 mai 1940. Prend part à la campagne de Norvège et aux débarquements de Bjervik et de Narvik. Embarqué à Narvik en unité constituée le 8 juin 1940 pour débarquer à Brest le 15 juin. Embarqué à Brest à destination de l'Angleterre le 19 juin 1940. Incorporé aux forces françaises libres et affecté à la 13^e demi-brigade de légion étrangère le 1^{er} juillet 1940. Promu capitaine à titre définitif le 25 août 1940. Prend part à l'expédition de Dakar le 25 août 1940. Dirigé en unité constituée sur l'Afrique équatoriale française le 8 octobre 1940. Dirigé par mer en unité constituée (Brigade française d'Orient) sur le théâtre d'opérations d'Erythrée le 24 décembre 1940. Débarqué en Erythrée

le 15 février 1940. Prend part à la campagne d'Erythrée jusqu'à la prise finale du port de Massaouah. Dirigé sur la Palestine (Camp de Qastinah) en unité constituée le 30 avril 1940. Prend part à la campagne de Syrie à compter du 6 juin 1941, à la campagne de Libye le 24 décembre 1941, puis à la campagne de Tunisie à compter du 20 avril 1943. Le 13 mai 1943 est dirigé sur la Tripolitaine. Promu chef de bataillon à titre temporaire pour prendre rang du 25 juin 1943, devient chef d'état-major de la 1^{re} Division Française Libre.

Services au rang d'officier supérieur.— Dirigé sur la Tunisie le 2 septembre 1943 et rejoint le corps expéditionnaire français en Italie par voie aérienne le 20 avril 1944. Débarqué à Naples le même jour. Embarqué en unité constituée à Tarente le 10 août 1944 pour les opérations de débarquement en Provence. Débarqué à Cavalaire (Var) le 16 août, promu lieutenant-colonel à titre définitif par décret du 30 décembre 1944. Prend le commandement de la 13^e demi-brigade de légion étrangère à compter du 25 mars 1945. Dirigé sur la Tunisie par avion avec son unité constituée le 15 août 1945. Affecté au cabinet du ministre de la guerre pour une mission de liaison et d'inspection mobile d'organisation de l'armée. Quitte alors le commandement de la 13^e demi-brigade de légion étrangère le 31 décembre 1945. Embarqué le même jour à Tunis pour Paris. Affecté au secrétariat général du ministre des armées le 6 avril 1946 puis à l'inspection générale de l'Armée de Terre (état-major) par arrêté ministériel du 10 février 1947. Est admis à l'école supérieure de guerre en 1947 par décision ministérielle le 22 mai 1947 et est détaché pour effectuer divers stages le 16 juin de la même année. Dirigé sur la zone française d'occupation en Allemagne pour y effectuer un stage le 1^{er} août 1947, puis sur l'Algérie pour un second stage le 4 octobre 1948. Affecté à l'état-major général des forces armées « Guerre » à compter du 15 juillet 1949. Promu au grade de colonel pour prendre rang du 3 janvier 1951. Affecté au groupement des services des écoles de l'enseignement militaire supérieur à Paris.

Stagiaire au collège de défense O.T.A.N. à compter du 19 novembre 1951 par arrêté ministériel du 9 novembre. Effectue sa période de commandement en tant que chef de corps au 18^e régiment d'infanterie parachutiste de choc à partir du 16 avril 1952. Est désigné pour continuer ses services en Extrême-Orient par décision ministérielle du 23 avril 1954. Débarqué à Saïgon le 29 juillet et prend aussitôt le commandement du groupement aéroporté n°1. Est affecté au corps français des troupes du Sud-Vietnam, 2^e division d'infanterie nord-africaine à compter du 28 décembre 1954. Est nommé au commandement de la brigade aéroportée d'Extrême-Orient à compter du 16 juin 1955 et jusqu'au 15 septembre de la même année. Quitte Saïgon et regagne Paris le 27 septembre. En congé de fin de campagne jusqu'au 20 novembre 1955. Par arrêté ministériel du 19 décembre 1955 est mis à la disposition du général commandant les troupes aéroportées à Paris, mutation annulée le 21. Est affecté à l'état-major de l'inspection générale de l'infanterie à Paris qu'il rejoint le 2 janvier 1956. Prend les fonctions de chef d'état-major de cette inspection le 15 avril, puis est affecté par ordre ministériel comme « chef du groupe planning inter-armées » à Londres le 8 août 1956. Embarqué vers Chypre le 28 octobre, puis sur un navire de guerre britannique le 4 novembre pour rejoindre Port-Saïd (Egypte) le 7 novembre. Regagne Paris et l'inspection générale de l'infanterie le 24 décembre 1956. Désigné comme auditeur au centre des hautes études militaires le 13 septembre 1957, puis admis comme auditeur à l'institut des hautes études de Défense nationale par arrêté du 15 octobre de la même année. Par arrêté ministériel en date du 10 avril 1958 est nommé chef de l'état-major du corps d'armée de Constantine (10^e R.M.) à compter du 1^{er} mai 1958.

Services au rang d'officier général.— Promu au grade de général de brigade par décret du 31 janvier 1959. Affecté à l'état-major particulier du ministre des armées le 20 février 1959. Regagne Paris

le 5 mars, est nommé chef du cabinet militaire du ministre des armées à compter du 1^{er} avril 1959. Par décret du 12 mai 1960 est nommé commandant de la 10^e division parachutiste à Alger, poste qu'il occupe jusqu'au putsch des généraux. le 28 avril 1961. Mis le même jour à la disposition du ministre des armées (Pierre Messmer), puis provisoirement à la disposition du général commandant en chef les Forces françaises en Allemagne, pour la préparation d'un exercice par ordre général du 19 août 1961. Nommé représentant militaire national français auprès du commandement suprême allié en Europe (SHAPE), par décret du 13 juin 1962. Nommé général de division à titre fictif pour la durée de sa mission. Promu au grade de général de division à compter du 1^{er} avril 1965. Nommé inspecteur technique du personnel des réserves de l'armée de terre et prend ses fonctions le 11 mars 1966. Général de corps d'armée le 1^{er} juillet 1968, il prend les fonctions de commandant de la 3^e région militaire le 1^{er} septembre de la même année. Membre du conseil supérieur de la guerre en 1970 et 1971. Admis dans la 2^e section du cadre des officiers généraux de l'armée de terre à compter du 29 décembre 1971.

OEUVRES

Bir-Hakeim 1942- Sur les traces de la 1^{ère} légion romaine, Prima nomine et virtute, 80 pages, 1992.

« La 1^{ère} D.F.L. au secours de Strasbourg en janvier 1945 », *Revue historique des armées*, n° 3, 1974, pp. 170-200. [Numéro spécial 30^e anniversaire de la Libération].

Parmi les nombreux articles du Général Saint-Hillier publiés dans le bulletin trimestriel de l'Amicale de la 1^{ère} D.F.L., on peut consulter ceux mentionnés ci-dessous :

- « La D.F.L. dans la campagne de Tunisie », *Bir-hakeim...l'Authion*, bulletin trimestriel de l'amicale de la 1^{ère} D.F.L., n° 148, avril 1993.
 « La Brigade française d'Orient », *ibid.*, n° 152, avril 1994.
 « La campagne d'Italie et le débarquement en Provence », *Ibid.*, n° 153, juillet 1994.
 « La 1^{ère} D.F.L. dans les Alpes au printemps 1945 », *Ibid.*, n° 156, mars 1995.
 « La guerre de Syrie », *Ibid.*, n° 159, octobre 1995.
 « La campagne de Norvège », *Ibid.*, n° 160, décembre 1995.
 « La bataille pour Colmar », *Ibid.*, n° 166, juillet 1997.

ÉTAT DES SERVICES

01.10.1933	Sous-lieutenant au 11 ^e B.C.A.
01.10.1935	Lieutenant au 11 ^e B.C.A.
09.01.1939	Lieutenant au 1 ^{er} régiment étranger.
03.03.1940	Lieutenant au groupement de légion type « Montagne » devenant le 13 avril 1940 la 13 ^e demi-brigade de légion étrangère, campagne de Norvège.
25.08.1940	Capitaine à la 13 ^e D.B.L.E. A rallié les F.F.L., expédition de Dakar, campagnes d'Erythrée, de Syrie, de Libye et de Tunisie.
25.06.1943	Chef de bataillon en Tripolitaine.
30.12.1944	Lieutenant-colonel, chef d'état-major de la

	1 ^{re} D.F.L.
03.01.1951	Colonel à l'état-major général des forces armées « Guerre ».
01.02.1959	Général de brigade, chef de l'état-major du corps d'armée de Constantine.
12.06.1962	Général de division à titre fictif pour la durée de sa mission au SHAPE.
01.04.1965	Général de division.
01.07.1968	Général de corps d'armée, commandant la 3 ^e région militaire.
29.12.1971	Admis dans la 2 ^e section.

COMMUNICATION : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 3 FEVRIER 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

- I - (12 AV 22)

Le choix de la carrière des armes et les années de formation. –
 (Plage 1) Les raisons du choix de la carrière des armes : l'expérience militaire de son père dans l'armée d'Orient et d'Afrique ; son entrée à Saint-Cyr : les brimades, les instructeurs ; (pl. 2) son affectation au 11^e B.C.A. à Gap et son expérience de quatre années d'éclaireur-skieur ; (pl. 3) le 1^{er} régiment étranger : les raisons de son engagement dans un régiment de légion étrangère en janvier 1939 ; (pl. 4) sa réaction devant le déclenchement du conflit en août 1939 ; (pl. 5) sentiment de

l'officier d'active devant une longue période d'inaction qui suit jusqu'au mois de février 1940.

Naissance et formation de la 13^e demi-brigade de légion étrangère. – (pl. 6) Départ sur le théâtre d'opérations en Europe avec un bataillon de marche de volontaires du groupement de légion étrangère type « montagne » en voie de formation ; la Finlande et les unités russes sont les objectifs de cette nouvelle unité commandée par le colonel Magrin-Vernerey ; liens du jeune lieutenant Saint-Hillier avec le futur Monclar ; les 1^{er} et 2^e bataillons de la 13^e demi-brigade de légion étrangère ; composition de la demi-brigade ; personnalité du prince géorgien Amilakvari ; réaction après l'armistice signé entre les Russes et la Finlande ; entraînement et préparation au combat dans le camp du Larzac, puis à Belley (Ain) ; le départ pour Brest et la perception du matériel et des tenues vestimentaires adaptées au climat finlandais ; précision à propos de la tentative d'embarquement avec la 13^e D.B.L.E. à Oran du capitaine Koenig, embarqué finalement et clandestinement dans la section du lieutenant Saint-Hillier, et retrouvé à Brest.

La campagne de Norvège. – (Pl. 7) Embarquement à Brest à destination de Namsos ; les légionnaires honoraires de Magrin-Vernerey (l'amiral Marquis et l'amiral de Laborde) ; l'escale obligée à Liverpool due à une voie d'eau ; premiers contacts avec les Anglais et la cuisine anglaise ; rembarquement sur le *Ville d'Alger* venant de Namsos avec à son bord des officiers de chasseurs alpins qui n'avaient pas pu débarquer ; refus de rengagement dans l'unité de Monclar ; remise en état du navire ; entraînement au tir sur le pont du bâtiment ; jonction en Écosse avec le 1^{er} bataillon qui avait dû à son tour effectuer un changement de bateau ; le capitaine de Bollardière et la fête de Camerone ; le manque de préparation évident dans l'expédition de Norvège ; (pl. 8) le débarquement le 5 mai 1940 à Harstad dans l'île d'Inoy ; la prise en charge par un

double commandement britannique, terrestre (général Mackesie) et maritime (amiral Lord Cork) : deux visions différentes des opérations à mener ; les propositions de débarquement du général Béthouart ; (pl. 9) les nécessités d'un débarquement militaire ; les bataillons de chasseurs alpins déjà sur place et les raisons de leur épuisement et de leur relève ; (pl. 10) les Allemands de Dietl débarqués et bloqués à Bjervik et à Narvik ; les forces allemandes en présence ; les renforts au cours de la campagne ; les missions données à la 13^e à partir de Bjervik ; les débarquements de vive force à Bjervik ; l'improvisation dans les opérations de débarquement ; des matériels de débarquement inadaptés ; les objectifs du 2^e bataillon ; le problème du débarquement des chars ; progression vers le camp d'Evelgard, puis vers la cote 220 ; capture de 10 avions pris dans la glace sur le lac d'Hartvigand ; jonction des deux bataillons ; intervention de la Luftwaffe ; les livres de Rommel trouvés en Tripolitaine en 1942 et relatant la difficile retraite des Allemands au moment de la campagne de Norvège ; les raids de la Luftwaffe et l'intervention des parachutistes : les pertes de la 13^e, le lieutenant Saint-Hillier en appui de la compagnie du capitaine Kovaloff pris à partie par 12 Stukas ; le remplacement du commandant du 2^e bataillon (Guéinchault) par Amilakvari ; (pl. 11) l'ordre de repli et d'évacuation du 24 mai : les raisons du retrait du corps expéditionnaire de Norvège ; l'ouverture du front principal en Belgique et en France et les conséquences morales sur la légion au combat ; les raisons du maintien de l'attaque sur Narvik ; le rôle de la flotte anglaise.

- II - (12 AV 23)

Le débarquement de Narvik et les combats. - (Plage 1) Le plan d'attaque ; les missions et les objectifs de la 13^e D.B.L.E. et des autres unités alliées ; le débarquement du 1^{er} bataillon sur les plages d'Ornesset et la violente réaction allemande ; les forces

allemandes ; le bataillon norvégien Ulmo ; le lieutenant Saint-Hillier, seul élément du 2^e bataillon à avoir débarqué pour accompagner le chef d'état-major du général Béthouart, le commandant Pâris, tué à ses côtés ; les combats sur la voie ferrée et dans les tunnels ; la poursuite sur le fonds du Rombaken Fjord ; les Allemands sont repoussés à 10 kilomètres de la frontière suédoise ; le repli et l'embarquement sur des navires anglais, le 6 juin ; les pertes de la 13^e demi-brigade à l'issue des combats ; la cérémonie aux morts du 30 mai à Narvik ; les contacts avec la population ; le départ de Narvik et la reprise de la ville par les Allemands le 11 juin 1940 ; le communiqué allemand après le départ du corps expéditionnaire.

Le retour en France.— (pl. 2) Arrivée à Brest le 14 juin 1940 ; les difficultés de l'organisation du réduit breton ; la mission de reconnaissance du colonel Magrin-Vernerey sur la Rance ; la proposition faite à la légion de déposer les armes à Dinan ; refus et retour sur Brest le 18 juin au soir dans une ambiance de sabotage général ; la 13^e D.B.L.E. à la recherche d'un navire pour partir ; les conditions d'embarquement sur le *Pénestin* ; le commandant du *Pénestin* ; le départ sans les officiers de la mission de reconnaissance.

L'arrivée en Angleterre.— (pl. 3) Le débarquement la veille de Mers-El-Kébir et l'acheminement près de Liverpool à Trentham Park : retrouvailles avec le 1^{er} bataillon de légion et toutes les unités du général Béthouart ; débats et discussion sur l'avenir ; retour depuis Jersey de Koenig, d'Amilakvari et de Magrin-Vernerey après leur entrevue avec le général de Gaulle à Londres ; liens du capitaine Koenig avec le général de Gaulle ; l'état d'esprit des différents officiers de la 13^e D.B.L.E. en attente à Londres : la scission des deux bataillons : le 1^{er} bataillon du commandant Boyer-Ressès retourne au Maroc ; (pl. 4) jugement et sentiments personnels sur la

campagne de Norvège et sur la débâcle en France.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 14 FEVRIER 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL

Le séjour en Angleterre. – (page 5) Rappel des thèmes abordés lors de l'entretien précédent ; la prise en charge des Français libres lors de leur arrivée en Angleterre : les anciens du corps expéditionnaire de Norvège et les Bretons de Brest rassemblés à Arrow Park, les isolés à l'Olympia ; à Arrow Park rassemblement sous les ordres du général Béthouart ; la propagande du général Béthouart et du capitaine Faure : un retour en France pour remonter le moral des Français ; le général Lelong prône lui aussi le rapatriement vers le Maroc ; 10 000 hommes sont ainsi rapatriés ; ne restent à Londres que 1 500 à 2 000 volontaires autour du général de Gaulle ; le général de Gaulle passe en revue les seuls éléments de la légion ; première rencontre avec de Gaulle et profonde déception du lieutenant Saint-Hillier ; (pl. 6) les arguments des rapatriés ; le choix de de Gaulle et le choix de la clandestinité des volontaires français libres : prise du pseudonyme « Jean de Vienne » ; (pl. 7) l'organisation dans la vie quotidienne pendant les deux mois du séjour (1^{er} juillet-30 août 1940) et les entraînements dans la campagne anglaise face à une éventuelle opération de parachutage ; les effectifs des Français libres.

La création de la 1^{re} Brigade de Légion française le 2 juillet 1940. – (pl. 8) Devant l'accroissement de l'effectif des Français libres, le général de Gaulle envisage la création d'une brigade : les changements de noms pour éviter des représailles, les raisons de son choix ; raisons, missions et objectifs de cette B.L.F. : le ralliement de l'Afrique équatoriale et de l'Afrique occidentale pour asseoir une

nouvelle souveraineté politique ; pour cette expédition d'Afrique de Gaulle crée cette brigade.

L'expédition de Dakar. – (pl. 9) Les mouvements de ralliement au général de Gaulle dans le Pacifique et en A.E.F. avant le départ de l'expédition : la 13^e D.B.L.E. en a eu connaissance quand elle embarque pour Dakar ; l'importance des ralliements de l'A.E.F. puis de l'A.O.F. dans la politique africaine de de Gaulle ; (pl. 10) naissance et invention du terme « gaulliste » ; réflexion sur les sens opposés de gaulliste et vichyste ; la personnalité du général de Gaulle ; (pl. 11) le départ le 30 août pour Dakar ; la préparation de l'expédition de de Gaulle et Churchill ; la stratégie de de Gaulle : la progression par voie de terre ; les renforts envoyés par Vichy vers Dakar ; (pl.12) manœuvres et premiers engagements devant Dakar ; échec de la mission parlementaire conduite par l'amiral Thierry d'Argenlieu ; sentiments du capitaine Amilakvari sur le débarquement ; échec de l'opération de rechange sur Rufisque.

- III - (12AV29)

(Plage 1) Sous estimation de la fermeté du gouverneur Boisson ; Mers-el-Kébir et ses conséquences sur la réaction des vichystes de Dakar et sur les sentiments des marins ; malgré l'échec du ralliement, le lieutenant Saint-Hillier garde toute sa confiance en la personne du général de Gaulle ; (pl. 2) le départ pour l'Afrique équatoriale française ; sur les deux bateaux, présence d'aviateurs (futurs pilotes des groupes Lorraine et Alsace), de chars de combats, de fusiliers marins, de la 101^e compagnie du train, du service de santé, d'une compagnie franche du Rif, etc.

L'affaire du Gabon. – (pl. 3) Situation difficile et sans grand résultat des colonnes Parant et Dio descendant sur Lambaréné ; de Gaulle et la mise sur pied d'un corps expéditionnaire pour résoudre le

problème du Gabon ; les raisons de cette opération confiée à la légion ; (pl. 4) l'opération sur Libreville dirigée par Koenig et Leclerc ; (pl. 5) naissance du légendaire serment de Koufra : le serment du Tchad ; (pl. 6) le refus de certains officiers de combattre d'autres Français et la position du capitaine Saint-Hillier : devant remplacer le commandant Koenig comme chef d'état-major de Monclar, doit rester et ne participe pas à cette expédition ; le retour et l'accueil des participants à Yaoundé ; réflexion sur l'engagement dans la France libre ; (pl. 7) bilan et sentiment sur ces deux épisodes de la France libre.

La campagne d'Erythrée. – (pl. 8) Le départ pour l'Erythrée, retardé par l'affaire du Gabon ; la brigade française d'Orient : composition, renfort des bataillons de marche constitués dans les états ralliés ; l'acheminement vers le Soudan anglo-égyptien, la seule escale à Durban, difficulté de la traversée jusqu'au débarquement à Souakim ; (pl. 9) les forces françaises libres qui ont précédé la B.F.O. dans les combats : le bataillon de marche n° 3 du Tchad et son engagement à Kub-Kub, l'escadron de spahis marocains du capitaine Jourdier ; (pl. 10) la situation générale en Erythrée, les forces en présence, l'objectif de Keren, les combats du bataillon de marche n° 3 en février 1941 ; (pl. 11) l'engagement de la B.F.O., le 7 mars 1941 à Chélamet : marche d'approche difficile et problème de ravitaillement, premiers contacts avec le 2^e bataillon de la brigade, attaque victorieuse du Grand Willy, attaque de l'Engiahat et causes de son échec ; (pl. 12) le commandement de la brigade à la veille de la seconde attaque de l'Engiahat et l'arrivée du lieutenant-colonel Génin ; après l'échec de l'Engiahat, Saint-Hillier reprend le commandement de la 2^e compagnie, Génin se rapprochant de Monclar et de Cazaud, son adjoint ; (pl. 13) la seconde attaque de l'Engiahat et la manoeuvre d'exploitation, les raisons de l'échec de la première attaque ; (pl. 14) le renfort de la 3^e compagnie du bataillon d'infanterie de marine, la revue du général de Gaulle dans

l'Oued des Singes au nord de Kéren, la poursuite en direction de Massaouah, la 101^e compagnie du train ; (pl. 15) la progression des compagnies d'avant garde de Saint-Hillier et de Lamaze jusqu'aux lignes de défense de Massaouah ; (pl. 16) considérations sur le numéro à donner à la demi-brigade de légion étrangère : 13^e ou 14^e ? (pl. 17) l'attaque de Massaouah : les lignes de défense, artilleries anglaise et française, les compagnies Bollardière et Jean de Vienne à l'attaque, la prise du fort de Montecullo, les forts Umberto et Victor-Emmanuel, les raisons d'une conquête rapide.

- IV - (12AV30)

(Plage 1) La prise des avant-postes et des lignes de défense de Massaouah, l'entrée de Monclar dans la ville, la reddition de l'amiral italien, les prisonniers italiens, l'occupation des forts italiens jusqu'au 30 avril 1941 ; (pl. 2) la force de combat du général de Gaulle : la division du général Legentihomme ; composition de la 1^{re} D.F.L. rassemblée au camp de Qastinah (Palestine) après la campagne d'Érythrée.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 21 FEVRIER 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

(Plage 3) Retour sur l'importance de la campagne d'Érythrée et sur les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles elle s'est déroulée : climat, maladies, manque de communication avec la métropole ; conclusions sur la campagne d'Érythrée et sur son impact dans la mémoire collective.

La constitution de la 1^{re} division d'infanterie au camp de Qastinah. – (plage 4) L'accueil des populations locales lors de l'acheminement vers la Palestine, la personnalité des lieutenants Messmer et

Simon ; la constitution de la 1^{re} division d'infanterie à Qastinah : les renforts partis du Cameroun (le bataillon de marche n° 2 et la section de chars de Volvey et Divry), le bataillon de marche n° 1 et le bataillon de marche n° 4, le bataillon d'infanterie de marine de retour de Cyrénaïque et réuni sous les ordres de de Chevigné, le renfort du détachement de spahis du lieutenant-colonel Collet ; (pl. 5) les raisons de la désignation par le général de Gaulle du général Legentilhomme pour prendre le commandement de la division ; parcours et personnalité du général Legentilhomme.

La campagne de Syrie. – (pl. 6) Attitude des généraux de Gaulle et Legentilhomme devant le refus de certains officiers français de mener un combat contre d'autres Français au Levant (Syrie et Liban) ; la situation en Syrie et les raisons d'un engagement armé : la prise de position du maréchal Pétain et la politique de collaboration de Vichy avec les Allemands au Levant (mise en pratique des accords de Paris, pleins pouvoirs du colonel Bourget au Levant, utilisation par les Allemands des bases aériennes de Rayak), les positions respectives des généraux Dentz et Wavell face à une éventuelle guerre en Syrie ; l'action des services secrets contre les intérêts français au Levant ; (pl. 7) les manoeuvres de ralliement à la France Libre dans les États du Levant depuis les actions du général Mittelhauser ; les raisons anglaises d'une intervention au Levant déclenchée finalement par le War Office ; (pl. 8) devant le refus du colonel Monclar de prendre part à cette campagne, le colonel Génin prend le commandement de la brigade ; les raisons immédiates de l'intervention en Syrie et l'objectif de Damas ; composition, état et comportements des troupes de Vichy en Syrie face à la 13^e demi-brigade de légion étrangère ; le contact de la 13^e demi-brigade, devant Damas, avec un détachement de légion étrangère (6^e régiment étranger) : la mission de fraternisation du lieutenant Saint-Hillier et du capitaine Amilakvari ; la supériorité en blindés de l'armée d'armistice ; (pl. 9) les combats et l'entrée dans Damas le 7 juillet,

par les fameux jardins de Damas, labyrinthe propice aux embuscades : le lieutenant Simon y est grièvement blessé avant d'être évacué ; actions des autres éléments alliés dans la bataille de Syrie ; après la prise de Damas, le 23 juin, la crise morale resurgit parmi les combattants, la « secte » du maréchal Pétain ; réflexions sur la campagne de Syrie et sur les unités françaises qui ont fait face à la 13^e demi-brigade.

- V - (12AV31)

La fin de la campagne de Syrie. – (Plage 1) L'action de la légion Arabe de Glubb Pacha à partir du 21 juin, explications sur l'affaiblissement de la résistance des troupes du général Dentz, les ralliements aux forces françaises libres au cours de la bataille et après l'établissement de la convention de Saint-Jean d'Acre ; l'état des pertes dans les deux camps ; l'importance des ralliements au sein des forces françaises libres dans la conduite des campagnes à venir ; l'armistice du 14 juillet 1941, la convention de Saint-Jean d'Acre et la rétrocession aux F.F.L. par les accords de Gaule-Lyttelton ; l'envoi de Monclar dans le Djebel Druze.

La 1^{re} brigade française libre en Libye. – (plage 2) L'intervention du général de Gaulle pour porter la D.F.L. en Libye : le général de Larminat, pressenti d'abord pour prendre la place du général Catroux, est désigné finalement pour mettre au point les divisions « Alpha », divisions à bataillons motorisés et/ou mécanisés, puis de les mettre à la disposition des Britanniques ; composition des brigades françaises libres ; devant le refus britannique de les employer, le général de Gaulle propose alors de les offrir aux Russes ; la formation puis le départ pour le front de l'Est de l'escadrille « Normandie » (future « Normandie-Niémén ») étant un

sérieux avertissement pour les Anglais, une division « Alpha » commandée par le général Koenig est finalement remodelée pour être employée sous le nom de 1^{re} brigade française libre : composition de cette brigade, préparatifs et départ de Syrie le 24 décembre 1941 ; historique du drapeau de la 13^e D.B.L.E. remis à Homs par le général Catroux à Amilakvari, nouveau commandant de la 13^e D.B.L.E. ; le général de Larminat prend le commandement des Forces Françaises du Western Desert, dites Force L (Larminat) et de la première brigade ; la Force L des généraux de Larminat et Leclerc ; l'affectation, le commandement et la composition des brigades françaises libres du 1^{er} janvier 1942 à l'installation à Bir-Hakeim en avril 1942 (arrivée de la 2^e brigade) ; (pl. 3) l'arrivée en Libye et la réaction à l'annonce du premier face-à-face franco-allemand depuis juin 1940 ; situation du réduit allemand de la passe d'Halfaya, et état des forces en présence ; la condamnation à mort pour désertion des officiers de la 13^e D.B.L.E. ; les conséquences de l'entrée en guerre des États-Unis en décembre 1941 ; les combats de la brigade dans la passe d'Halfaya jusqu'à la capitulation allemande du 20 janvier 1942 ; le départ pour la Libye le 29 janvier, vers Méchili en mission d'avant-garde auprès de l'armée britannique ; la rencontre avec la brigade polonaise ; la reprise de l'offensive du général Rommel, la difficulté du repli britannique, les combats d'arrière-garde de la 13^e D.B.L.E. et de la brigade polonaise jusqu'au 3 février, puis la fixation sur une ligne Tobrouk-Bir-Hakeim ; avant de relever la 150^e brigade anglaise la 13^e D.B.L.E. s'attache à accorder l'emploi de son matériel, notamment ses canons de 75 (récupérés en Syrie) au terrain et à la guerre dans le désert.

Bir-Hakeim. – (page 4) Un nouvel objectif pour la brigade : tenir l'extrémité Sud de la ligne de résistance, la position de Bir-Hakeim ; les raisons du choix de la brigade française libre ; les unités présentes à Bir-Hakeim : le bataillon d'infanterie de marine, le bataillon du Pacifique du commandant Broche, les fusiliers-marins

bretons ; l'arrivée sur le site de Bir-Hakeim et les premières impressions ; les premiers travaux de fortification dans le camp de Bir-Hakeim sous les directives du capitaine Gravier, la mise en place d'un système défensif de marais et de champs de mines autour de la position, l'installation sur le site des bataillons de la brigade ; le départ du général de Larminat et la reprise du commandement de Bir-Hakeim par le général Koenig ; les projets de départ des compagnies de reconnaissance du bataillon d'infanterie de marine du commandant Savey et du bataillon du Pacifique.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 30 JUIN 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL

- VI - (12AV105)

La bataille de Bir-Hakeim. – (Plage 1) Portrait et résumé rapide de la carrière du général de Larminat, concepteur du plan d'installation de la 1^{re} brigade sur le site ; (pl. 2) l'organisation défensive de Bir-Hakeim, réalisée par le commandant Gravier autour des points forts des Mamelles, de l'ancien fortin turc et du point fort Est : intérêt des travaux d'enterrement de la brigade, les champs et les marais de mines, le « V » miné ; (pl. 3) les missions et la raison d'être des Jocks colonnes à l'ouest de la position ; (pl. 4) ses missions et ses responsabilités en tant qu'adjoint du lieutenant-colonel Amilakvari, chef de la 13^e D.B.L.E. ; un exemple de situation le jour de l'attaque de la division Ariete, le 27 mai 1942 ; (pl. 5) l'attaque blindée italienne de l'Ariete, pendant que les 15^e et 21^e divisions blindées allemandes, participant à ce mouvement tournant au sud de Bir-Hakeim, foncent vers Tobrouk ; (pl. 6) les points de faiblesse et les difficultés dans le camp retranché de Bir-Hakeim : stocks de ravitaillement limités, les ravitaillements de la compagnie auto du

capitaine Dulau, le moral et la confiance dans les alliés après la destruction de la 150^e brigade anglaise par la division italienne Trieste ; (pl. 7) stratégie allemande de repli et opérations offensives militaires alliées après le 1^{er} juin 1942 : la brigade française reçoit l'ordre de se porter sur Rotunda Signali, vers l'ouest, pour contrer le repli italo-allemand, mais sans moyen de transport, sauf pour le bataillon du Pacifique du colonel Broche qui effectue avec pertes cette mission, la brigade reste à Bir-Hakeim ; (pl. 8) retour sur la composition de la 1^{re} B.F.L. et l'esprit des Français libres ; (pl. 9) le siège de Bir-Hakeim du 2 juin au 10 juin ; (pl. 10) l'évacuation et la sortie de Bir-Hakeim : les raisons du choix de la sortie par la porte du bataillon du Pacifique n° 1 au sud-ouest de la position, la sortie de Koenig conduit par Miss Travers, l'organisation de la sortie, le manque d'effet de surprise, la sortie du capitaine Saint-Hillier et l'arrivée directement au second point de rendez-vous à El Adem ; premiers bilans de l'opération, sentiments et premières conséquences sur la suite des opérations et sur les autres théâtres d'opérations (ravitaillement de Stalingrad) ; les retrouvailles avec les restes de la brigade à El Adem.

- VII - (12AV106)

(Plage 1) Nouvelles considérations sur la sortie de Bir-Hakeim : la journée du 11 juin, le sort de ceux qui ont été faits prisonniers, les premières mesures de Koenig, l'avenir de la 1^{re} brigade et son repli vers le Caire, l'action de la 2^e brigade et son repli.

La réorganisation de la brigade à El Daba. – (pl. 2) Autour de trois bataillons (bataillon de légion étrangère, bataillon d'infanterie de Marine et du Pacifique, bataillon de marche n° 2), le passage à Alexandrie et les contacts avec les marins de la flotte de l'amiral Godfroy, le départ de la compagnie auto du capitaine Dulau et du

bataillon de marche n° 2, la dotation en matériel anglais, l'objectif de la position de l'Himeimat pour octobre 1942.

L'attaque de l'Himeimat dans la bataille d'El Alamein. – (Pl. 3) Le plan d'attaque et la jonction avec la 7^e D.B., les plans et les réserves du général Koenig, les buts de la mission de la 1^{re} brigade ; (pl. 4) l'échec de l'opération et le repli à travers les champs de mines et sous les tirs de l'artillerie italienne, la mort du lieutenant-colonel Amilakvari, et l'évacuation du médecin Lepoivre, les prémonitions d'Amilakvari, les personnalités d'Amilakvari et de son chef d'état-major, Masson ; (pl. 5) les raisons de l'échec de la brigade dans l'attaque de l'Himeimat : le cas du 1^{er} bataillon de Bollardièrre et de son repli sous les ordres du capitaine de la Hautière, l'engagement et le succès du 2^e bataillon dans l'attaque de la position ; (pl. 6) rupture du front allemand dans la bataille d'El Alamein le 4 novembre 1942, le débarquement allié en Afrique du Nord, la coopération de Vichy avec les Allemands ; (pl. 7) la 1^{re} D.F.L. aux lendemains d'El Alamein, en cantonnement à Gambut.

3 K 7. – LIEUTENANT ALBERT DE NUNEZ

BIOGRAPHIE

Né le 25 décembre 1914 à Buenos-Aires, Argentine.
Père français, mère espagnole, domiciliés à Paris depuis 1915.
Études au lycée Janson-de-Sailly puis à l'école nationale des beaux-arts.

Services militaires jusqu'en 1940.— Engagé volontaire par devancement d'appel au 2^e régiment de chasseurs d'Afrique à Mascara. Chef de pièce de canon de 25. Brigadier-chef le 1^{er} juin 1937. Aux armées dans le 2^e escadron. Affecté au dépôt de chasseurs d'Afrique en mars 1940, puis au dépôt mixte des isolés d'Oran (D.M.I.) en août 1940.

Services spéciaux effectués par Albert de Nunez jusqu'en février 1941.— Employé au service général du D.M.I. d'Oran avec mission d'interroger les éléments suspects d'appartenir à des services de renseignements allemands. Janvier 1941 : 1^{re} mission en Espagne, renseignement et transport de fonds pour les réseaux d'évasion en France et le paiement des agents espagnols du S.R. Avril 1941 : mis à la disposition du bureau des menées antinationales, il effectue des missions en France pour récupérer des officiers démobilisés. Présenté aux vice-consuls américains Rounds et Ridgway Knight, il devint leur contact avec Henri d'Astier de La Vigerie et le lieutenant Cordier. Juillet-août 1941 : nouvelle mission en Espagne, paiement des agents et renseignement. Novembre 1941 : mission à Vichy, tente de rallier des officiers démobilisés et préparation de sa mission aux États-Unis. Décembre 1941, février 1942 : remet à des officiers

américains un ensemble de plans et de relevés géographiques dans la perspective du débarquement. L'un de ces officiers, sous le pseudonyme de Lyons, n'était autre qu'Eisenhower.

Services spéciaux et réguliers effectués par Albert de Nunez de décembre 1943 à septembre 1946. – Rentre d'Argentine en décembre 1943. Est affecté en avril 1944 à la direction technique des services spéciaux, sous les ordres du colonel Dullin, section Espagne. Organise avec l'ambassadeur Sangronis le convoyage des évadés de la métropole sur l'A.F.N. Après un passage à l'état-major de la 1^{re} armée, il est affecté à la brigade de choc en novembre 1944, chef de peloton au 4^e commando de France sous les ordres du commandant Henry d'Astier de la Vigerie. Décembre 1944-mai 1945 : remis à la disposition de la direction générale des services spéciaux, bureau Espagne. Envoyé en mission au Brésil, auprès du général François d'Astier, ambassadeur, et en Argentine. Se trouve malgré lui mêlé aux rivalités existantes entre les différents réseaux et notamment entre le B.C.R.A. et le S.R. Adjoint à l'attaché militaire, il était chargé de la surveillance des réseaux allemands qui s'implantaient alors en Argentine.

23 juillet 1946 : démissionne du S.D.E.C.E.

ARCHIVES.

Fonds privé Albert de Nunez, S.H.A.T., cote 1KT 944.

ÉTAT DES SERVICES

13.03.1935	Engagé par devancement d'appel au 2 ^e RCA.
01.06.1937	Brigadier-chef au 2 ^e RCA.

01.06.1939	Maréchal des logis au 2 ^e RCA.
01.08.1940	Service général du D.M.I. d'Oran.
23.12.1941	Démissionnaire.
23.12.1941	Réintégré dans les cadres de l'armée active.
26.12.1943	Arrivé en A.F.N.
21.04.1944	Aspirant : présent à la D.T.S.S.
08.11.1944	Muté brigade de choc, 2 ^e bataillon de choc.
25.06.1945	Nommé sous-lieutenant.
24.07.1945	Remis à la disposition de son arme pour régularisation de situation.
23.07.1946	Démissionnaire. Démission acceptée.
13.03.1963	Rayé des cadres de réserve ; admis à l'honorariat de son grade.

COMMUNICATION : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 28 JANVIER 1997 A BUENOS-AIRES. AU DOMICILE DE M. DE NÚÑEZ.

- I - (12AV24)

Les années de formation et l'engagement au 2^e régiment de chasseurs d'Afrique.- (Plage 1) Origines familiales : triple nationalité ; installation de la famille en Argentine puis en France ; études à Janson-de-Sailly puis à l'école nationale des

beaux-arts ; sentiment bi-national ; opinions politiques et idée très précoce du caractère inéluctable de la guerre ; (pl. 2) engagé par devancement d'appel au 2^e régiment de chasseurs d'Afrique ; choisi volontairement un escadron de tradition : le 1^{er} escadron ; absence d'engagement politique ; manœuvres à Bedeau, instruction militaire bonne : chef de pièce de canon de 25 ; (pl. 3) évocation de la vie militaire avant-guerre à Mascara.

Réflexions générales sur ses états de services. – (pl. 4) La 2^e brigade de choc, considérations générales sur ses E.S.S. et sur son apparente démobilisation du 23 novembre 1941 ; les conditions de son retour en 1943, déjeuner avec le général de Gaulle en décembre 1943.

Premières missions spéciales en Espagne et en France. – (pl. 5) Importance du rôle du père de M. de Nunez dans les missions spéciales réalisées en Espagne ; passe en A.F.N, rejoint le 2^e R.C.A. et Oran ; convocation par le général Charbonneau ; prise de contact avec les membres du 2^e bureau d'Oran ; première mission en France : liste, donnée par le général Weygand, d'officiers devant être contactés.

- II - (12 AV 25)

L'A.F.N., le 2^e bureau d'Oran. – (Plage. 1) Débarquement des alliés en A.F.N., rôle de Noguès ; fait connaissance du lieutenant Schelleberg, de l'abbé Cordier et d'Henri d'Astier de La Vigerie à Oran.

Bonnes relations diplomatiques. – (pl. 2) Conduit M^{gr} Roncalli, nonce apostolique (futur Jean XXIII), auprès de l'ambassadeur d'U.R.S.S. et du général de Gaulle ; proche de Sangronis, alors ambassadeur d'Espagne.

Les missions spéciales et le double jeu.– (pl. 3) Mission en Espagne dès 1940 ; le D.M.I. d’Oran était sous contrôle du 2^e bureau ; attitude de Weygand en A.F.N. et conditions de son rappel par le maréchal Pétain ; le double jeu se fait en permanence au nom du maréchal ; (pl. 4) conseil de guerre en Argentine en 1942 ; (pl. 5) sentiments politiques de Jean-Baptiste Biaggi et d’Henri d’Astier de la Vigerie ; transmission souvent informelle des informations aux Américains ; (pl. 6) le clan d’Astier ; absence presque totale d’analyses politiques ; première mission en France : réside du 20 octobre au 2 novembre à Vichy, hôtel du Parc, pour rencontrer l’ambassadeur argentin et poursuivre ses missions ; digressions à propos des décorations de son fils et des siennes.

ENTRETIENS DU 29 JANVIER 1997 A BUENOS-AIRES, A L’AMBASSADE DE FRANCE.

- III - (12 AV 26)

Missions en France et en Espagne de juillet à décembre 1941.– (Plage 1) Mis en route par le capitaine Faivre du 2^e bureau d’Oran : il appartient alors aussi au réseau Orion ; contacte avec prudence des officiers de l’armée d’armistice ; grand succès de sa première mission en Espagne : paiement des agents et renseignements ; (pl. 2) grande difficulté pour rejoindre l’Espagne et diversité des renseignements obtenus ; (pl. 3) nouvelle situation à Oran à son retour : la majorité des colons est favorable au général Giraud, voire au maréchal Pétain ; opposition de Gaulle-Weygand très préjudiciable ; conséquence catastrophique de Mers-el-Kébir ; responsabilité de l’amiral Gensoul ; double jeu mené par le bureau des menées antinationales à Oran, dualité de ses chefs ; (pl. 4) nouvelles missions en France pour récupérer des officiers démobilisés et faciliter leur passage en A.F.N. ; (pl. 5) nouvelle mission en Espagne en juillet 1941, avec la protection du général Jordana.

HISTOIRE ORALE

- IV - (12 AV 27) *Mission aux États-Unis en décembre 1941 et janvier 1942.*– (Plage 1) Embarquement le 12 décembre 1941 sur l'*Excambion* à destination de New-York ; transmission de plans et d'informations en vue de la préparation du débarquement en A.F.N. ; (pl. 2) débarque aux États-Unis le 24 décembre 1941 : pris en charge par un officier de marine, Vanderbilt, et mis en rapport pour interrogatoire avec Edward Buxton et le major Lyons, en fait Eisenhower ; (pl. 3) emmené sans doute dans les studios de cinéma d'Astoria pour répondre à un certain nombre de questions, surtout d'ordre économique ; (pl. 4) considérations générales sur le mode d'attribution des grades dans les forces françaises libres et sur l'intendance américaine notamment lors de la campagne d'Italie.

Retour en Argentine.– (pl. 5) Après avoir pris quelques contacts avec des Français, s'embarque fin janvier 1942 pour l'Argentine ; (pl. 6) passe en conseil de guerre et régularise sa situation au regard des autorités argentines ; opinion des Argentins partagée entre ceux qui sont pour l'Axe et ceux qui soutiennent les Alliés ; prend contact avec Philippe Larivière, représentant l'attaché militaire gaulliste, dès qu'il a connaissance du débarquement de novembre.

De nouveau en A.F.N. à partir du 26 décembre 1943.– (pl. 7) En attente d'une affectation jusqu'en avril 1944 : rejoint la direction technique des services spéciaux à Alger sous les ordres du colonel Dullin, section Espagne ; rivalités aiguës entre les membres du B.C.R.A. et les anciens des S.R. ; (pl. 8) différentes missions pendant l'année 44 en A.F.N. et en Italie, notamment au titre de la presse aux armées.

- V - (12 AV 28)

La campagne de France et les commandos de choc.– (Plage. 1) Service de presse aux armées, avec Stehlin, Roger Frey et sous le commandement de Barlone ; affecté fin novembre 1944 aux commandos de France ; affaire des lycéens de Janson-de-Sailly ; conditions particulières du débarquement en Provence de ces commandos ; composition hétérogènes desdits commandos ; (pl. 2) blessé à la libération du village de Chaux ; anecdote à propos de deux officiers de l'armée soviétique et des F.T.P. ; relations difficiles entre les F.T.P. et les F.F.I.

Quitte de nouveau l'armée régulière pour les services spéciaux.– (pl. 3) Rejoint le bureau Espagne de la D.G.E.R. sous le commandement d'Henri Ulver ; reprend ses contacts avec l'ambassadeur d'Espagne Sangronis ; (pl. 4) récupéré par Henri d'Astier de la Vigerie pour une nouvelle mission en Amérique du Sud ; mis à la disposition du lieutenant Cuidet, chef de section à la D.G.E.R. de Paris ; arrive, via le Brésil, comme adjoint de l'attaché militaire français à Buenos-Aires, le lieutenant-colonel Vigon ; contacts avec le commandant Mamy de la D.G.E.R. ; par décret du 23 juillet 1946 sa démission est acceptée : est nommé dans le cadre des officiers de réserve ; (pl. 5) premier retour en France en 1959 : aucune trace conservée de ses rapports transmis par Mamy à Paris ; nature des missions et des études qui avaient été transmises.

3 K 8. – GÉNÉRAL GUY HINTERLANG

BIOGRAPHIE

Né le 6 février 1925 à Menton.

Formation et guerre.– Engagé volontaire à l'école de la Garde le 10 mai 1944. Passé aux F.F.I. de la Creuse le 6 juin 1944. Fait prisonnier le 11 du même mois. Interné au camp de Compiègne et déporté à Buchenwald le 21 août 1944. Libéré le 14 avril 1945, rapatrié et en convalescence jusqu'au 7 septembre 1945. Affecté à la 2^e légion de garde républicaine mobile le 17 septembre, titularisé garde puis promu aspirant d'active le 1^{er} octobre 1945. Engagé volontaire pour huit ans au titre de l'école spéciale militaire. Admis à l'E.M.I.A. à compter du 6 mars 1946. Ajourné pour raison de santé, suit les cours de l'E.M.I.A. à partir du 6 janvier 1947, devenue E.S.M.I.A. le 1^{er} juillet 1947. Fait choix de l'arme de l'artillerie métropolitaine. Rejoint l'école d'application de l'artillerie d'Idar-Oberstein.

Services au rang d'officier.– Lieutenant au 401^e R.A.A., puis à compter du 15 avril 1950, au 406^e R.A.A. Suit le stage du cours pratique d'observation aérienne à Wackernheim en juin et juillet 1950. Obtient le brevet d'observateur en avion d'artillerie. Volontaire pour servir dans les T.O.E., est affecté aux forces supplétives des forces françaises du Sud-Vietnam le 17 novembre 1950, et commande le commando 23 P à Loc Ninh jusqu'au 16 mai 1951, puis au 21^e groupe aérien d'observation d'artillerie à Tourane.

INVENTAIRE DE LA SOUS-SERIE 3 K

Détaché à Hué le 15 juillet 1951. Affecté au 2^e groupe d'artillerie du Centre-Annam qui devient le II/69^e R.A.A. le 1^{er} septembre 1952. Capitaine au 15^e R.A. le 5 octobre 1953. Détaché à l'école de spécialisation de l'artillerie antiaérienne à Nîmes. Affecté à l'état-major du commandement des forces terrestres antiaériennes à Paris du 24 août 1954 au 30 juin 1958. Muté au II/403^e R.A.A. zone ouest-oranais. Stage à Arzew du 27 juillet au 11 août 1958. Prend le commandement de la 4^e batterie du II/403^e R.A.A. en Algérie. Détaché à l'état-major de la 12^e D.I. à compter du 14 décembre 1959 comme « officier barrage » au 3^e bureau.

Services au rang d'officier supérieur et général. – Promu chef d'escadron pour compter du 1^{er} octobre 1960. Affecté à l'état-major du commandement des forces terrestres antiaériennes le 1^{er} février 1961 et jusqu'à sa dissolution le 20 mai 1962, puis est affecté à la direction technique des armes et de l'instruction le 1^{er} juin 1962. Prend le commandement du 458^e groupe d'artillerie antiaérienne légère le 1^{er} juillet 1965. Promu lieutenant-colonel le 1^{er} janvier 1967. Lieutenant-colonel à la direction technique des armes et de l'instruction à Paris le 28 avril 1967. Affecté à la D.I.A.I. comme adjoint puis chef de bureau moyens-stages. Participe à une mission interarmées en Indonésie en novembre 1968. Chef de corps du 402^e régiment d'artillerie à Laon le 3 août 1971. Colonel à la délégation ministérielle pour l'armement à compter du 17 août 1973. Affecté à l'état-major du commandement des F.T.A. de la défense aérienne du camp des loges le 1^{er} septembre 1975 comme chef d'état-major et y sert jusqu'à la dissolution de ce commandement le 30 juin 1979. Participe à une mission interarmées en Arabie Saoudite en mai 1977. Obtient le brevet de qualification militaire supérieure. Est affecté au service historique de l'armée de terre le 1^{er} juillet 1979. Est nommé général de brigade dans la 2^e section du cadre des officiers généraux de l'armée de terre le 7 février 1982.

ÉTAT DES SERVICES

10.05.1944	Engagé volontaire à l'école de la garde.
01.10.1944	Promu au grade d'aspirant pour prendre rang à cette date.
01.07.1947	Affecté à l'E.S.M.I.A.
26.10.1948	Lieutenant au 401 ^e R.A.A.
17.11.1950	Affecté aux forces supplétives des forces françaises au Sud-Vietnam.
01.01.1953	Capitaine au 69 ^e R.A.A.
20.06.1953	Affecté au 15 ^e R.A. à La Fère.
25.06.1957	Mission en Tunisie.
01.10.1960	Chef d'escadron à l'E.M.F.T.A.A.
01.01.1967	Lieutenant-colonel à la direction technique des armes et de l'instruction.
01.01.1973	Colonel à la délégation ministérielle pour l'armement.
07.02.1982	Nommé dans la 2 ^e section du cadre des officiers généraux.

COMMUNICATION : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 27 FEVRIER 1997 AU S.H.A.T.

- I - (12 AV 35)

(Plage 1) Origines familiales, importance des valeurs militaires et carrière d'officier de son père : la Grande guerre puis le ministère des armées ; (pl. 2) engagement personnel, sa formation, études à Menton jusqu'au début de la guerre ; (pl. 3) perception précoce des dangers et du caractère inéluctable de la guerre ; vie politique à Menton dans les années d'avant-guerre ; (pl. 4) agitation générale ; importance des livres du général Weygand sur le danger allemand, importance de la ligne fortifiée, situation d'autant plus trouble à cause de la présence de nombreux Italiens ; (pl. 5) période de la déclaration de guerre ; été 1939 ; mobilisation de son père qui prend la direction de la préparation militaire supérieure à Nîmes ; hiver 1939-1940, présence militaire très importante avant leur départ pour l'Est.

- II- (12 AV 36)

Guerre avec l' Allemagne. – (Plage 1) Mai 1940, offensive allemande : départ de Menton ; occupation de la ville par les Italiens ; signature de l'armistice ; (p. 2) poursuit ses études à Nice ; visite à Menton alors zone interdite : politique d'annexion des Italiens, organisation de « marches » sur Nice ; heurts à Nice entre le Service d'ordre légionnaire de Darnand (créé en décembre 1941) et les nationalistes italiens ; (pl. 3) raisons de l'échec ou des limites de cette politique d'annexion qui visait toujours Nice et la Savoie : valeur de la zone fortifiée et signature de l'armistice ; (pl. 4) mai 1941 : fête de Jeanne d'Arc à Nice, manifestation patriotique ; (pl. 5) premiers attentats et actes de résistance ; restrictions alimentaires de plus en plus importantes.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 12 MARS 1997 AU S.H.A.T.

- III - (12 AV 50)

L'occupation.— (Plage 1) Réaction et perception de l'armistice ; attitude anglaise ; (pl. 2) entre en classe préparatoire pour Saint-Cyr : état d'esprit ; (pl. 3) organisation d'un concours général inter-corniche en mai 1943 ; commence une première année en droit ; échec du maréchal Badoglio et retrait des Italiens ; (pl. 4) arrivée des Allemands à Nice et occupation ; Menton redevient français ; (pl. 5) légitimité du gouvernement de Vichy et point de vue sur l'A.F.N. avec Darlan et Giraud ; multiplication des tensions entre Français, présence de Joseph Darnand ; (pl. 6) évacuation par les Allemands des immeubles du front de mer à Nice ; mars 1944, fermeture des facultés de la zone côtière ; reçoit son ordre de mise en route pour rejoindre l'école de la garde ; rejoint la caserne Jourdan à Limoges.

- IV - (12 AV 51)

(Plage 1) 10 mai 1944 arrive à l'école de la garde à Guéret, pour rejoindre un escadron motorisé : nature de l'enseignement à l'école de la garde (ne doit pas être confondue avec les G.M.R.) ; présence de nombreux A.E.T. à l'école ; (pl. 2) 6 juin 1944, l'école passe au maquis qui avait dans la nuit investi Guéret ; attaque de la *Kommandantur* par des escadrons de la garde ; (pl. 3) réaction allemande dès le 8 juin : dispersions des escadrons dans toute la région ; arrestation par les SS (11 juin) ; (pl. 4) transféré vers Limoges à l'hôtel de la Gestapo et regroupé avec des prisonniers venant de Tulle qui font le récit des événements tragiques survenus dans cette ville.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 18 MARS 1997 AU S.H.A.T.

- V - (12 AV 52)

Déportation. – (Plage 1) État d'esprit de la population vis-à-vis de la légitimité du gouvernement de Vichy et du bien-fondé de l'armistice ; perception des positions gaullistes et britanniques ; poids de la menace communiste et effet négatif des premiers attentats individuels commis après juin 1941 ; besoin d'un renouveau intellectuel et moral dans un contexte marqué aussi par l'influence importante du marxisme ; (pl. 2) après Limoges, transfert à Poitiers : enfermé dans l'hôtel de la Gestapo qui est bombardé dans la nuit du 11 au 12 juin ; puis transfert, via Paris, dans une indifférence totale de la population ; (pl. 3) description et organisation du camp de transit de Compiègne et de la très grande variété des types de détenus, dont Albert Sarraut ou l'évêque de Tarbes ; (pl. 4) ignorance totale du sort qui pouvait les attendre, même pendant leur transfert en train ; évacuation du camp de Compiègne (16 août).

- VI - (12 AV 53)

(Plage 1) Bombardement du camp au moment du départ ; tentative infructueuse de la Croix-Rouge pour empêcher le départ du train ; conditions très dures du voyage ; (pl. 2) arrivée au camp de Buchenwald ; différentes étapes, déshumanisation : tonte ; répartition des prisonniers dans différents camps ; conditions de détention ; (pl. 3) bombardement par l'aviation américaine des usines voisines : camp touché ; organisation et géographie des lieux ; (pl. 4) réaction des détenus français et vie quotidienne au « petit camp » de Buchenwald ; (pl. 5) transfert vers un nouveau camp où ils forment un commando de travail pour les mines de sel de potasse ; retour dans un bloc francophone du camp principal ; différentes catégories et hiérarchie entre les détenus.

- VII - (12 AV 54)

(Plage 1) Rapports pas toujours faciles entre certaines nationalités ; direction communiste du camp : affaire Marcel Paul, fondateur de la fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, rôle de cette direction communiste ; (pl. 2) repart pour un second commando de travail : le commando de Leau, destiné à une mine de sel en octobre-novembre 1944 ; nationalités très mélangées dans ce commando, difficultés pour les Français de constituer un corps homogène ; 1 500 personnes, présence de droits communs français (trafiquants, proxénètes, délinquants, voleurs), mauvaise réputation des Français, vol de ration de pain entre prisonniers (question de vie ou de mort) ; (pl. 3) tensions entre Français et Polonais venus de l'insurrection de Varsovie ; arrivée de l'hiver ; croyance naïve en une libération prochaine, ignorance des événements externes ; pas de moyens d'information, contacts avec des travailleurs libres hollandais ; la rumeur d'un accord de libération grâce à la Suède aide à tenir le coup ; avantages et inconvénients du travail dans la mine ; (pl. 4) un Français rassemble les autres car il est *Vorarbeiter*, nature du travail dans la mine ; installation d'usines d'aviation protégées des bombardements ; mortalité effroyable ; (pl. 5) contacts avec des ouvriers civils allemands et avec des prisonniers de guerre français, différence de statut entre prisonniers de guerre et résistants ; les civils français n'ont pas la moindre idée de ce que sont les camps de concentration, personne ne se doute du sort des prisonniers ; (pl. 6) hiver rigoureux, il sort de la mine, construction de canalisations, travail de nuit ; alertes aériennes fréquentes ; tentatives de « planque » à l'infirmerie, visite médicale avec un médecin français déporté, visite avec un médecin SS (en fait un Allemand blessé du front de l'Est) ; typhus et autres maladies véhiculés par les puces et les poux : rasages réguliers mais insuffisants ; camarade de Centrale meurt à cause du typhus, peur de faire partie de la charrette de

cadavres ; (pl. 7) séquelles graves des années après.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 5 MAI 1997 AU S.H.A.T.

- VIII - (12 AV 82)

Libération. – (Plage 1) Retour au commando : prise de connaissance de l'offensive alliée ; bombardements alliés sur les environs ; peu d'hygiène, sous-alimentation chronique ; absence de contacts avec les civils allemands qui les prennent pour des terroristes ; (pl. 2) alliés arrivent : Himmler donne l'ordre de liquider tous les prisonniers ; évacuation du camp sauf les invalides et vieillards, départ sur les routes, exécutions des faibles, malades et traînants ; arrivée de chars russes : Allemands se rendent ; Russes exécutent les SS et les Kapos ; enthousiasme de la Libération ; (pl. 3) chance extraordinaire : convoi US égaré les prend en charge, déportés répartis dans des villages selon leur nationalité ; aboulie du narrateur ; Américains doivent partir alors que les troupes allemandes sont proches, ils emmènent avec eux les déportés les plus malades ; arrivée au camp de Dora transformé en camp de transit ; allez et retour entre le camp de civils et le camp de militaires ; fuite des populations allemandes ; arrivée d'une mission française de rapatriement des prisonniers ; journalistes français alertent Paris ; DC 3 vient les chercher : rapatriement vers la France, arrivée au Bourget ; (pl. 4) enthousiasme, accueil en héros ; séquelles de sa captivité : convalescence ; (pl. 5) affectation à la garde républicaine au fort de Charenton : escadron part pour Marseille ; trafic à Marseille : transit de Nord-Africains et d'Indochinois, milieu interlope (proxénètes, trafiquants) ; arrivée à l'École militaire interarmes de Coëtquidan : promotion nombreuse ; retombe malade.

- IX - (12 AV 83)

Formation militaire. – (Plage. 1) Maladies, conséquences des mauvais traitements ou peut-être d'expériences médicales perpétrées au camp ; sélection des élèves, impact de la réforme de Lattre ; évasion de prisonniers allemands servant à Coëtquidan ; ajournement du narrateur ; (pl. 2) affectation à la 8^e série, section spéciale regroupant anciens déportés, blessés de guerre ou prisonniers de guerre ; statut de résistant n'entraîne aucune jalousie ou rivalité : bon mélange entre les anciens déportés et les autres ; (pl. 3) défilé du 14 juillet ; (pl. 4) évaluation de l'enseignement ; visite du général de Lattre de Tassigny en 1947 et de Montgomery qui fait le récit de El Alamein ; (pl. 5) grèves insurrectionnelles : rappel du contingent, contexte difficile ; stage d'application : dogmatisme de l'artillerie ; manoeuvres ; conférence de Beuve-Méry en 1948, prémices de l'opposition du *Monde* à la guerre d'Algérie ?

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 13 MAI 1997 AU S.H.A.T.

- X - (12 AV 84)

(Plage 1) Influence du R.P.F. en 1947 à Coëtquidan, agitation sociale en 1947, plan bleu contre la menace communiste ; popularité du général de Gaulle parmi les élèves de Coëtquidan ; menace communiste s'estompe, déclin du R.P.F., annulation du plan bleu ; (pl. 2) réflexion et déception sur la nature humaine ; (pl. 3) admiration pour le relèvement allemand ; stage d'application : promu lieutenant, école de Nîmes : ambiance différente de l'E.S.M.I.A., affectation au 401^e d'artillerie ; découverte du canon de 88 ; affecté à la défense de Paris aux batterie antiaériennes ; (pl. 4) se porte volontaire pour l'Indochine ; affecté au 29^e régiment de dragons, réquisition de véhicules civils pour la mise sur pied de l'armée mobilisée ; cartes

de rationnement encore en vigueur en 1947 ; (pl. 5) présence de Ramadier, président du Conseil, lors d'une cérémonie ; stage volontaire dans l'artillerie.

- **XI** - (12 AV 85)

(Plage 1) Mutation à Rouen au 406^e régiment d'artillerie ; plan de réorganisation de la défense antiaérienne : création de nouvelles unités, affecté au 8^e bataillon d'infanterie, départ pour la base de Wakerneim en R.F.A. ; rapports un peu tendus avec les Allemands cinq ans après la guerre ; début de la guerre de Corée : peur d'une extension à l'Europe ; retour en France au centre d'instruction des troupes coloniales en métropole à Fréjus : stage pré-colonial d'un mois.

Départ pour l'Indochine. – (pl. 2) Embarque à Marseille sous la protection des gendarmes et des C.R.S. car les communistes organisent des manifestations et des sabotages ; manifestations indécentes au retour des morts et des blessés ; étape à Mers-el-Kebir, arrêt à Port Saïd ; peur des désertions ; descente à Aden, escale à Singapour ; (pl. 3) arrivée au Cap-Saint-Jacques puis à Saïgon ; prend la tête d'un commando de supplétifs à Lochnin au sud du Vietnam ; rencontre avec le directeur de la plantation, Antoine Lalanne ; zone va de la frontière cambodgienne au col des Trois Frontières ; (pl. 4) recrutement au sein de la population locale : Cambodgiens, Moïs (antagonisme entre les Moïs et les Vietnamiens) : Vietminh et gouvernement vietnamien cherchent à les récupérer ; peu de forces régulières, les assistants de sécurité sont d'anciens soldats ayant servi avec Massu ; (pl. 5) apprentissage sur le terrain : commando à recruter ; contact avec les villages ; difficultés avec les recrues autochtones ; plantation fournit les armes et les uniformes ; (pl. 6) personnalité extraordinaire de Lalanne : ancien sous-lieutenant, fait la chasse aux pirates au Laos

dans la garde coloniale, puis travaille pour une compagnie coloniale, fonde une plantation : les Terres rouge ; devient directeur de la plantation ; Lalanne veut armer les planteurs ; ils doivent participer à la sécurité, contraste avec l'inertie des autres planteurs, certains payent même un impôt « volontaire » au Vietminh ; flotte aérienne de Lalanne.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 24 JUIN 1997 AU S.H.A.T .

- **XII** - (12 AV 103)

(Plage 1) Sous-officiers recrutés comme assistants de sécurité ; les autres planteurs se reposent sur l'armée, voire payent l'impôt révolutionnaire au Vietminh ; personnel autochtone originaire du Tonkin ; Lalanne entretient des liens avec des personnes haut placées ; rencontre entre Albert Sarraut et le général Hinterlang, connu en déportation ; (pl. 2) opération montée par Lalanne et les militaires : créer une liaison entre Saïgon et la plantation ; ligne de chemin de fer Saïgon-Lochnin est réparée ; Lalanne préfère expédier son caoutchouc par avion ; relations ambiguës, voire tendues, avec Lalanne ; (pl. 3) affectation au 21^e groupe aérien d'observation d'artillerie ; arrivée à Tourane, missions de l'aviation : accompagner les troupes, guider l'artillerie, reconnaissances ; bonnes relations entre les différents corps ; avions Morane 500 utilisés ; (pl. 4) missions variées : avion idéal pour les reconnaissances, appareils pourvus de carabines et de grenades au phosphore ; mission principale : le renseignement ; considérations sur le climat ; (pl. 5) zone agitée, opérations déclenchées par les Français ; le Vietminh dispose de régiments entiers ; débarquement de tirailleurs marocains ; (pl. 6) déclenchement de l'opération Myosotis au nord du Centre-Vietnam, opération catastrophique, but : encercler les régiments vietnamiens ; le général Hinterlang est présent à Fu Bai.

- XIII - (12 AV 104)

(Plage 1) Villages vides, attaque surprise des Vietminhs contre le 3^e régiment de tirailleurs marocains : perte de 70 hommes, chef de bataillon fait prisonnier par les Vietminhs, appareil touché par des rafales : échec cuisant de l'opération Myosotis ; changement de commandement.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 1^{ER} JUILLET 1997 AU S.H.A.T .

(Plage. 2) Occupation japonaise en 1945 ; les planteurs entretiennent de bonnes relations avec les autochtones ; Français désarmés par les Japonais, amiral Decoux en résidence surveillée ; septembre 1945 : retour des troupes françaises à Saïgon, l'amiral d'Argenlieu envoie Sédile sur place : mauvais rapports Sédile-Decoux ; (pl. 3) composition du personnel engagé : effectifs composés pour moitié de Moïs, tournées dans les villages, recrues d'origine cambodgienne ; existence de villages entiers de Cambodgiens au Vietnam ; rencontre avec une recrue Tiam, descente au village pour engager des recrues ; (pl. 4) affectation au 21^e d'artillerie à Hué ; présence forte du catholicisme dans le delta du Tonkin, coexistence du catholicisme et du bouddhisme ; base aérienne au sein de la cité impériale, missions : accompagnement de troupes, reconnaissances aériennes, accompagnement des convois du Laos, ravitaillement ; (pl. 5) mission de reconnaissance à vue : rencontre avec un bataillon vietminh en colonne par deux, bombardement à la grenade au phosphore ; impuissance à neutraliser les Vietminhs car chasse aérienne trop éloignée ; rapport au 2^e bureau ; reconnaissance aérienne empêche une tentative d'embuscade ; repérage d'une compagnie vietminh à l'exercice ; découverte de villages déserts ; (pl. 6) maladies touchent les militaires français, mission au nord du Vietnam : antagonisme et

hostilité entre Vietnamiens du nord, du centre et du sud ; nombreux Vietnamiens dans l'armée française ; familles des soldats vietnamiens les suivent, problème logistique ; froid intense surprend les militaires français vêtus de toile.

- XIV - (12 AV 109)

(Plage 1) Arrivée à Haïphong : troupes françaises espionnées par le Vietminh ; climat, accident d'avion évité de justesse ; détaché au Centre-Annam ; (pl. 2) opération française contre régiments vietminhs 95 et 101 ; marine française inefficace : tirs d'artillerie atteignent les troupes françaises ; régions de dunes, deux opérations importantes en 1952 : opérations « Caïman » et « Sauterelle » sous la direction du général Leblanc et du général de Linarès : débarquement de forces amphibies sur les côtes, secret bien gardé, succès total : le régiment vietminh 101 perd 3 000 hommes ; (pl. 3) échappe à un accident d'avion ; (pl. 4) création du D.A.O.A. (détachement aérien d'observation d'artillerie), prolongation de séjour de six mois, mission d'observation sur les hauts plateaux, passage d'Ankhé, Vietminhs déclenchent des opérations ; manque de matériel et en particulier d'hélicoptères ; (pl. 5) fin du séjour en Indochine ; dévaluation de la piastre ; embarquement sur le *Pasteur*, débarquement à Marseille le 10 juin 1953.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 8 JUILLET 1997 AU S.H.A.T.

- XV - (12 AV 110)

Regard d'ensemble sur l'Indochine. – (Plage 1) Discours mal perçu du général Juin à Hué en 1953 : décalage avec les attentes des militaires servant en Indochine ; les grades et les fonctions, à tous les échelons, sont sans rapport ; utilisation massive de troupes nord-

africaines parfois mal encadrées, tensions entre les officiers français et les troupes coloniales ; refus du gouvernement d'envoyer les appelés ; (pl. 2) décalage important des points de vue entre civils et militaires en Indochine.

Formation complémentaire. – (pl. 3) Retour en métropole en 1953, affectation à Nîmes à l'école de spécialisation d'artillerie antiaérienne ; stage pour former des capitaines instructeurs, affectation à la caserne de Reuilly ; (pl. 4) absence d'intérêt pour la C.E.D. ; rivalités entre artillerie de campagne et artillerie antiaérienne ; nécessité d'avoir des avions pour guider les tirs ; correspondance avec les différents bureaux.

- XVI - (12 AV 111)

(Plage 1) Officier d'état-major traditionnel, mission : former des spécialistes du radar, tâches de protection plus que de défense ; campagnes de 1944 et 1945 donnent une mauvaise idée de l'artillerie antiaérienne : défense antiaérienne négligée ; (pl. 2) fonctions d'instruction, collaboration avec le général Morin ; (pl. 3) 1958 : départ pour l'Algérie ; auparavant inspection en Tunisie : présence française à Bizerte ; radars français en service : surveillance des mouvements des avions ravitaillant le F.L.N. ; arrivée en Algérie en juillet 1958 : affectation aux batteries radars ; stage à Arzew au centre d'instruction de pacification et de contre-guérilla ; mai 1958 : décomposition politique du pouvoir en place, manifestations de gauche contre les parachutistes ; perçoit vivement une menace communiste et soviétique ; retour au pouvoir du général de Gaulle ; (pl. 4) rejoint sa batterie ; rédige une étude sur la défense des barrages ; nécessaire démultiplication des postes : zones à patrouiller ; affectation au 12^e d'infanterie : quadrillage du territoire ; personnel clé envoyé au Texas pour formation ; (pl. 5) infiltrations ennemies durant la

nuit ; centre de renseignement et de direction des interceptions ; il assure la liaison avec le P.C.

3K9. – MADAME MARIE-THÉRESE O’NEILL

BIOGRAPHIE

Née le 2 août 1903 à Bièvres, elle est speakerine sur une radio nationale à Paris quand arrive au pouvoir le maréchal Pétain. Rencontre à l'école de Cavalerie de Meknès (Maroc), en 1941, le capitaine Marc O'Neill qui devient son époux le 20 mars 1944. C'est avec lui qu'elle s'engage dans la résistance dès le mois de mai 1942. Le lieutenant-colonel O'Neill est tué en opérations en Algérie en juillet 1956

Résistante et agent de liaison : seconde et assiste Marc O'Neill au cours de la période 1943-1944 au sein du maquis de Lorris (forêt d'Orléans, Loiret), maquis affilié au réseau des forces combattantes. Après la guerre elle travaille à la base O.T.A.N. d'Orléans comme interprète-traductrice.

ARCHIVES

Fonds privé lieutenant-colonel O'Neill, 1KT 958.

COMMUNICATION : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 28 FEVRIER 1997 AU DOMICILE DE MADAME O'NEILL A FLEURY-LES AUBRAIS.

INVENTAIRE DE LA SOUS-SERIE 3 K

- I - (12AV37)

Formation du couple O'Neill et engagement dans la résistance. – (plage 1) Circonstances de la première rencontre du témoin avec son futur époux à Meknès à l'école de cavalerie en 1942 ; décision de prendre part à la résistance et départ pour la France en avril 1942 ; sentiment du capitaine Marc O'Neill sur la situation militaire de la France depuis la défaite de 1940 ; le retour en France le 29 avril 1942 et l'affectation à la direction du matériel : possibilité de faire passer du matériel de l'autre côté de la zone de démarcation, notamment avec la complicité de François Lehideux, ministre sous Pétain et directeur général de la société des usines Renault ; (pl. 2) la situation de Mme O'Neill à Meknès en 1942 ; réflexion sur la décision de regagner la France pour prendre part aux mouvements de résistance ; premiers contacts avec M. Rouzé de l'organisation civile et militaire (O.C.M.) et nomination à Paris.

Les premières missions en tant que responsable des maquis zone Nord. – (pl. 3) La clandestinité et la couverture civile de la direction du matériel ; les missions de contact avec Londres notamment et le rôle d'agent de liaison du témoin ; les relations avec le War Office et le colonel Buckmaster ; la mission de mise en contact avec « Morvan » (François Mitterrand) place du Trocadéro ; réflexion sur la place de François Mitterrand dans la Résistance ; les grandes figures de l'O.C.M. en zone Nord : Touny, Claude de Bessac, les agents du War Office ; le danger de la Gestapo.

Le départ pour le département du Loiret en mars 1944. – (pl. 4) Les premiers contacts avec les éléments du Loiret dès juin 1943, les raisons du changement géographique ; O'Neill devient délégué militaire régional (D.M.R.) de la région P. 2 en mars 1944 (départements du Loiret, Loir-et-Cher, Cher et Eure-et-Loire) ; les délégués militaires départementaux ; le rôle du D.M.R. ; (pl. 5)

l'action de Mme O'Neill dans la réussite du parachutage de Vitry-aux-Loges, parachutage destiné au maquis de Vitry.

Le maquis de Lorris. – (pl. 6) Sa constitution à partir des éléments rescapés de l'attaque allemande du 17 juillet 1944 et d'autres groupes isolés (groupe des cyrards du lieutenant Albin Chalandon), la composition du maquis, le P.C. du colonel M. O'Neill dans la ferme isolée de Belle Sauve ; (pl. 7) les rapports avec l'organisation de résistance de l'armée et les francs-tireurs et partisans ; les « groupes volontaires, ouvriers, paysans », créés par Marc O'Neill et Jacques Le Roy-Ladurie, ancien ministre de l'agriculture sous Vichy, son aide et sa participation au maquis de Lorris ; (pl. 8) le commandement du maquis sur le terrain : le capitaine Albert (Passet), le lieutenant Albin et le chef régional F.F.I. - P. 2, le commandant François d'Aboville ; un effectif total de 400 à 500 hommes qui en fait la première force de résistance dans le département du Loiret.

L'arrestation et l'exécution du Feldkommandant d'Orléans, le général von Unkerman, le 7 août 1944. – (pl. 9) L'agent double féminin Annik a rendez-vous avec le général allemand à Solterre, dans une ferme, en pleine forêt. Cette rencontre, connue du maquis, est l'occasion de faire prisonnier le général allemand ; une embuscade est tendue à l'inspecteur de la Gestapo et à la dizaine de *Feldgendarmes* qui l'accompagnent. Mais les événements ont obligé les maquisards à dépasser le but poursuivi et à abattre le général von Unkerman.

Les conséquences et l'attaque allemande du 14 août 1944. – (pl. 10) Circonstances de l'attaque du 560^e régiment SS, la liaison avec le P.C. de Belle Sauve (colonel O'Neill, Mme O'Neill, commandant d'Aboville), une compagnie de gendarmes mobiles de réserve en renfort du groupe de garde du P.C.

La Libération de Châteauneuf et d'Orléans. – (pl. 11) En attente à l'arrière, puis remonte sur Orléans une fois la ville libérée ; premiers contacts difficiles avec des éléments américains ; arrivée à Orléans et installation à la préfecture pendant un mois ; période de réorganisation intense malgré la présence très proche des Allemands de l'autre côté de la Loire ; chargée de traverser la Loire pour prendre contact avec le maire d'un village de l'autre rive ; rencontre avec M. Le Troquer, ministre de l'intérieur, personnalité que le témoin alla trouver plus tard à Paris, à Matignon, à la fin du mois d'août 1944, pour lui demander la libération de François Lehideux.

Le départ d'Orléans le 23 août au soir et la remontée vers Paris. – (pl. 12) La liaison établie le 24 août par le commandant d'Aboville avec le colonel Dio de la 2^e D.B, le projet avorté de la prise de Fresnes grâce à l'intervention de Mme O'Neill ; la présence du général Valin et de Maurice Clavel dans le convoi remontant vers Paris.

- II - (12 AV 38)

La libération de Paris, la prise de l'école militaire et du ministère des affaires étrangères. – (Plage 1) L'ambiance générale dans Paris libéré, l'entrée dans Paris par la porte d'Orléans, le regroupement du maquis sur le Champ-de-Mars, et la prise de contact avec le colonel Noiret qui donne pour mission au colonel O'Neill d'aller prendre l'école militaire : récit détaillé de cette action ; (pl. 2) la prise du ministère des affaires étrangères confiée à la compagnie Albin : Mme O'Neill encore une fois se trouve devant les bâtiments du ministère ; (pl. 3) le colonel O'Neill, n'ayant pas eu l'autorisation de faire défiler son maquis sur les Champs-Élysées en même temps que le général de Gaulle, refuse de se rendre aux cérémonies de l'Élysée et fait défiler son maquis le lendemain sur les Champs-

Elysées avant de regagner Orléans, le 27 août 1944.

Le retour à Orléans. – (pl. 4) O'Neill y reçoit l'ordre de remonter sur Paris pour participer à une réunion de tous les délégués militaires régionaux de France : il y reçoit le commandement du 2^e régiment de hussards ; le devenir des maquisards qui pour la plupart forment le 5^e escadron du 2^e hussards ; le maquis fait mouvement vers l'Italie jusqu'à Cagnes ; les mauvaises relations de O'Neill avec ses supérieurs hiérarchiques le font rappeler sur Paris et on lui retire le commandement du 2^e hussards ; (pl.5) considérations sur l'emploi des armes pendant la résistance ; réflexion d'ensemble du témoin sur cette période vécue de la résistance, sur l'esprit de la résistance, et sur la place des femmes dans la résistance.

3 K 10. – COLONEL SERGE-HENRI PARISOT

BIOGRAPHIE

Né le 16 décembre 1909 à Paris.

Formation.– Corniche Saint-Louis à Paris. Engagé volontaire à la mairie de Versailles le 16 décembre 1927 au titre de l'école spéciale militaire. Nommé sous-lieutenant d'active pour prendre rang le 1^{er} octobre 1929.

Services au rang d'officier.– Affecté au 24^e bataillon de chasseurs alpins le 1^{er} octobre 1929. Affecté au 1^{er} régiment étranger le 1^{er} mai 1932 à Sidi-Bel-Abbès. Affecté au 2^e régiment étranger à Meknès le 16 août 1932. Affecté à l'E.S.M. comme professeur de géographie le 15 septembre 1935. Affecté au commandement de la 1^e compagnie du 53^e B.C.A. le 23 août 1939. Opérations dans les Alpes du 3 septembre au 25 octobre 1939. Opérations dans la Hardt du 26 octobre 1939 au 9 février 1940. Expédition de Norvège du 12 avril au 29 juin 1940. Débarquement au Havre le 29 mai 1940. Opérations en Seine-inférieure à compter du 30 juin 1940. Fait prisonnier à Yvetot le 11 juin 1940. Évasion. Se présente au général commandant la place d'armes de Vichy le 13 juillet 1940. Affecté au commandement du canton militaire d'Ossun le 17 juillet 1940. Affecté à la délégation française auprès de la commission d'armistice à Turin le 18 août 1940. Affecté à l'état-major de la subdivision de Casablanca le 24 mai 1941. Affecté à l'état-major de la division de Marrakech le 28 septembre 1942. Affecté au 5^e régiment de tirailleurs marocains à Oudjda le 20 novembre 1942. Affecté au service de la sécurité militaire de Tunisie le 25 avril 1943.

Affecté à l'état-major du général commandant en chef (direction de la sécurité militaire) le 25 août 1943.

Services au rang d'officier supérieur.— Muté à la section 25.7 de la D.G.E.R. puis S.D.E.C.E. Nommé attaché militaire et de l'air à Bucarest le 22 juin 1948. Affecté aux services centraux du S.D.E.C.E. le 3 novembre 1950. Affecté aux service de propagande pour le recrutement des militaires de carrière le 13 mars 1951. Passé au service des relations nationales du cabinet du secrétaire d'État le 15 février 1952. Auditeur à la 3^e session du collège de défense de l'O.T.A.N. le 22 janvier 1953. Prend les fonctions de chef de corps du 22^e B.C.A. le 7 septembre 1953. Désigné pour le Maroc le 15 septembre 1955, puis pour l'Algérie le 7 janvier 1956. Affecté au 3^e R.E.I. le 27 février 1956. Affecté au service de renseignements opérationnels le 7 avril 1956. Affecté au centre d'instruction du 126^e R.I. à Brive-la-Gaillarde le 1^{er} mai 1958. Prend les fonctions de chef de corps du 94^e R.I. le 21 septembre 1958 et de chef du secteur de Khenchela le 27 décembre 1958. Affecté à la compagnie administrative n° 1 à Versailles le 1^{er} avril 1960. Affecté au détachement de liaison de Stuttgart le 1^{er} juin 1960.

ÉTAT DES SERVICES

01.10.1929	Sous-lieutenant au 24 ^e B. C. A.
01.10.1931	Lieutenant au 24 ^e B.C.A.
25.06.1938	Capitaine.
25.12.1943	Chef de bataillon.
01.01.1950	Lieutenant-colonel.
07.09.1953	Chef de corps du 22 ^e B.C.A.

02.10.1956	Colonel.
21.09.1958	Chef de corps du 94 ^e R.I.

COMMUNICATION : RÉSERVÉE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 4 MARS 1997 AU DOMICILE DU COLONEL.

- I - (12AV39)

(Plage 1) choix de la carrière militaire, origine familiale.

La carrière du général Henri Parisot (1881-1963). – (pl. 2) Élève de l'école spéciale militaire ; antécédents militaires familiaux ; esprit de revanche ; école supérieure de guerre ; officier d'ordonnance du général Foch ; affecté au 4^e bureau à la déclaration de guerre ; commandements pendant la guerre ; état-major du général Foch à la mi-1918 ; officier de liaison auprès de l'armée italienne après Caporetto ; relations amicales avec un certain nombre d'officiers italiens ; rappelé par Foch ; commandement d'un régiment d'infanterie au Havre ; envoyé au centre des hautes études militaires (C.H.E.M.) ; attaché militaire à Rome en 1934 ; affecté à la 15^e division motorisée en 1939 ; envoyé d'urgence à Rome en janvier 1940 ; signature des armistices de Rethondes et de Villa Incisa ; vice-présidence de la délégation française d'armistice à Turin et chef de la section « Terre » ; démission après l'invasion de la zone libre par les Allemands ; le général Juin lui décerne la plaque de grand officier de la légion d'honneur après la guerre.

Les années de formation du colonel Parisot : de Saint-Cyr à Saint-Cyr. – (pl. 3) Corniche Saint-Louis et école spéciale

militaire ; volonté de se battre et de partir pour les théâtres d'opérations extérieures ; affecté au 24^e B.C.A. commandé par le chef de bataillon Béthouart ; découverte de la montagne ; (pl. 4) départ pour le 2^e régiment étranger d'infanterie au Maroc ; opérations contre les Chleuhs dans le Tirghist au printemps 1933 ; travaux de piste et combats ; (pl. 5) candidature pour le poste de professeur de géographie à l'E.S.M. ; instructions des réservistes pendant l'été.

La campagne de 1939-1940. – (pl. 6) Commandant d'une compagnie de voltigeurs au 53^e B.C.A. à Chambéry à l'été 1939 ; Béthouart commande alors la demi-brigade ; départ pour les Basses-Vosges en avant de la ligne Maginot ; rares contacts avec les Allemands ; conditions de vie difficiles ; formation au type polaire dans le Jura ; embarquement à Brest et débarquement à Namsos en Norvège ; général Béthouart chef du corps expéditionnaire interallié ; stationnement à Namsos pendant trois semaines sans contact avec l'ennemi ; rembarquement pour l'Écosse puis au Havre ; combats en France contre des unités blindées ; fait prisonnier puis évasion à Béthune ; descente à vélo jusqu'à Vichy ; refus de rejoindre l'armée d'armistice et acceptation de diriger un canton militaire à Ossun ; état d'esprit à Vichy.

La résistance à l'action des commissions d'armistice italiennes et allemandes. – (pl. 7) Affectation à Turin à la commission d'armistice franco-italienne auprès du général Parisot ; à la section «Alpes» puis au cabinet du général Parisot ; gêne des officiers italiens vis-à-vis des Français ; efficacité de la résistance aux volontés italiennes et directives de Vichy en ce sens ; utilisation du «risque» d'une invasion gaulliste en A.F.N. auprès des Italiens et des Allemands ; nombreux incidents avec les Italiens ; (pl. 8) brève affectation au 5^e régiment de tirailleurs marocains puis appelé à Alger par le commandant Paillole ; mélange d'officiers spécialistes

des services spéciaux et de non-spécialistes ; rencontres à Turin et au Maroc avec le général Weygand ; connaissance de la venue de Jean Rigault au Maroc avant le débarquement ; satisfaction de la venue du général Giraud en A.F.N.

Les services spéciaux.– (pl. 9) brève affectation à l'état-major de la subdivision de Casablanca ; entretien avec le général Béthouart qui lui propose d'entrer dans les services spéciaux ; travaille et prend la direction d'un poste de surveillance de la délégation allemande d'armistice ; écoutes de la délégation allemande ; le général Noguès était tenu au courant de ces activités ; surveillance du consul général allemand à Casablanca ; complicités et tolérance pour les gaullistes ; contacts du général Béthouart avec les « consuls » américains ; Béthouart mis tardivement au courant du débarquement américain ; une trentaine d'officiers prévenus ; résistance des marins au débarquement américain ; pertes élevées des deux côtés ; situation inconfortable des officiers mis dans la confiance ; reproches et punitions infligées par le général Noguès aux officiers ayant aidé les Américains.

- II - (12AV40)

(Plage 1) Demande à partir pour la Tunisie ; suit la 8^e armée britannique.

Un agent double : le réseau « Gilbert ».– (pl. 2) Présentation d'un officier français contacté par les Allemands pour les informer des préparatifs de débarquement ; intoxication des Allemands ; arrestation d'un membre du P.P.F. de l'équipe de « Gilbert » ; puis arrestation de tous les membres P.P.F. de Tunisie ; intoxication des Allemands quant au débarquement en Sicile ; en Italie ; « Gilbert » utilisé encore lors de l'offensive

allemande dans les Ardennes ; collaboration avec les Anglo-américains ; représentant du commandant Paillole auprès des armées alliées en Sicile et en Italie ; chef de poste chargé du secteur « Méditerranée » à Rome.

Mission en Albanie en 1944.– (pl. 3) Présence de deux missions anglaises et américaines à Tirana ; arrivée du commandant Parisot à Tirana au moment de la libération ; audience d'Enver Hodja ; évacuation de 25 « malgré-nous » ; plan des puits de pétrole.

Chef de poste en Italie.– (pl. 4) Capture de Joseph Darnand ; obtient de lui la livraison du trésor de la milice à Tirana ; (pl. 5) fusion des services spéciaux de l'armée d'Afrique et des gaullistes ; intégration sans difficultés d'officiers de réserve du B.C.R.A. dans le service du commandant Parisot ; type de renseignements à la fin de la guerre : les « collaborateurs » ; (pl. 6) exfiltration du ministre fasciste Bottai ; engagement de Bottai dans la légion étrangère : sa campagne de France ; retour à la vie civile et début de carrière politique après la guerre.

Les services spéciaux après la guerre.– (pl. 7) Prend la direction du secteur « Europe-Sud » aux services centraux à Paris ; recherche de renseignements sur l'avancée du communisme en Europe ; part comme attaché militaire en Roumanie en 1948 ; effets du départ du colonel Paillole de la D.G.E.R. ; difficulté générale du renseignement en Roumanie ; progrès de la soviétisation ; importance du renseignement économique et difficulté de faire du renseignement militaire ; expulsion par les Roumains en 1950 ; découverte des plans de vols des avions soviétiques soutenant la guérilla communiste en Grèce ; « dressage » des enfants grecs par les communistes ; mainmise de l'église orthodoxe sur l'église uniata.

Retour en France.– (pl. 8) Affecté au service de propagande de

l'armée ; puis au collège de défense de l'O.T.A.N ; composition et fonctionnement du collège de défense ; affecté au commandement du 22^e B.C.A. à Nice ; départ avec le bataillon pour le Maroc oriental.

Création du service de renseignement opérationnel (S.R.O.) en Algérie. – (pl. 9) Affecté avec le bataillon en Kabylie ; puis affecté au 3^e R.E.I. ; chargé de monter le service de renseignement opérationnel (S.R.O.) « Algérie-Sahara » à la demande du général Lorillot en 1956 ; caractère hétérogène des membres du service.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 20 MARS 1997 AU DOMICILE DU COLONEL.

- III - (12 AV 55)

Le commandement du 22^e B.C.A. – (Plage 1) Débarquement du 22^e B.C.A. à Oran ; état d'esprit des chasseurs « rappelés » ; mission de maintien de l'ordre au Maroc oriental ; départ du bataillon pour la grande Kabylie ; opérations à ski ; opérations de ratissage.

Le S.R.O. – (pl. 2) Affectation temporaire au 3^e R.E.I. ; création du S.R.O. avec des éléments divers ; organisation du S.R.O. ; bonnes relations entre les unités opérationnelles et le S.R.O. ; difficulté de faire du renseignement hors de l'Algérie ; collaboration avec la P.R.G. ; effets de l'arrivée du général Massu à Alger ; (pl 3) double traversée du Sahara ; affectation au 126^e R.I. à Brive-la-Gaillarde ; création d'un organisme d'interrogation des prisonniers : le C.C.I. commandé par le colonel Simoneau ; instruction du régiment à Brive.

Le secteur de Khenchela. – (pl. 4) Chef de corps du 94^e R.I. et commandant du secteur de Khenchela ; autorité sur le sous-préfet et bons rapports avec lui ; stage à Arzew ; importance et succès de l'action psychologique ; mise en place des « commandos de

chasse » avec des éléments français et musulmans ; pas de difficulté avec les appelés ; secteur pacifié lors du départ du colonel Parisot ; les unités de fellaghas rencontrées sont de la taille de la section ; importance du discours du général de Gaulle en septembre 1959 ; rencontre avec le général Challe lors des barricades ; regroupement des Européens à Khenchela ; peu de contacts entre les appelés et les Européens ; nécessité d'une action commune des pieds-noirs et des militaires.

L'éloignement hors de l'Algérie : l'O.A.S.– (pl. 5) Éloignement en France sans affectation ; chef du détachement de liaison avec l'armée allemande à Stuttgart ; les officiers allemands comprennent sa position vis-à-vis de l'Algérie ; voyage à Madrid et contact avec les colonels Argoud et Lachéroy ; évasion d'Argoud et accueil en Allemagne ; soutien donné au colonel Argoud pendant sa « tournée des popotes » en Allemagne ; représentant du général Salan en Allemagne ; surveillance par la *Kriminalpolizei* ; quatre brigades françaises sur six sensibles à l'action du colonel Parisot ; « embourgeoisement » des officiers français en Allemagne ; pense que les F.F.A. pourraient s'interposer entre les gaullistes et l'O.A.S. ; ambiguïté de la position du général Vanuxem ; le colonel Parisot n'est pas averti du putsch.

Arrestation, jugement et détention.– (pl. 6) Arrestation et internement à Landau puis à Baden-Baden ; grève de la faim et interrogatoire sans succès ; la majorité des brigades françaises ne sont pas inquiétées par les enquêteurs ; interné à la prison de la Santé avec les « droits communs », puis avec les « politiques » ; le général Weygand et un député-maire musulman appelés comme témoins lors du procès ; émouvante déposition de Weygand ; vingt ans requis et condamnation à huit ans ; refus d'aller à Tulle, détenu à Rouen ; n'a pas obtenu l'autorisation de se rendre aux obsèques du général Parisot, son père.

- IV - (12AV56)

(Plage 1) L'autorisation de se rendre aux obsèques du Général Parisot est refusée ; libéré en 1965 par anticipation ; transféré à la Santé peu de temps avant sa libération ; tentative d'évasion à Rouen.

L'affaire Bottai. – (pl. 2) L'utilisation des ennemis par les services spéciaux.

Projet de passage du général Parisot en A.F.N. – (pl. 3) Arguments en faveur de la venue du général Parisot ; approbation du projet par le commandant Paillole et le général Georges ; hostilité prévisible des milieux gaullistes.

3 K 11. - GÉNÉRAL JEAN COMPAGNON.

BIOGRAPHIE

Né le 26 octobre 1916 à Saint-Germain-en-Laye.

Les années de formation.— Engagé volontaire le 1^{er} octobre 1934. Admis comme élève à l'école spéciale militaire. Affecté à l'école d'application de la cavalerie en 1936. Affecté au 4^e régiment de hussards le 21 juillet 1937. Promu lieutenant en 1938.

Les années de guerre.— Blessé le 5 juin 1940. Affecté au 2^e régiment de dragons par dissolution du 4^e hussards le 1^{er} septembre 1940. En poste sur la ligne de démarcation jusqu'en octobre. Affecté au 1^{er} régiment étranger de cavalerie au Maroc en novembre 1940. Dirigé sur le front tunisien en décembre 1942. Rejoint le Maroc en mars 1943.

Les années de guerre : les campagnes de France et d'Allemagne.— Affecté à l'État-major de la 2^e D.B. en janvier 1944. Débarqué à Grandcamp le 28 juillet 1944. Prend le commandement d'un escadron de chars du 12^e régiment de cuirassiers en novembre 1944. Blessé à deux reprises. Affecté au 501^e R.C.C. le 23 avril 1945.

L'Indochine.— Débarque à Saïgon le 19 octobre 1945 : prend le commandement des unités blindées du groupement de marche de la 2^e D.B. le 15 février 1946. Blessé le 6 mars 1946.

Les états-majors.— Affecté au 1^{er} hussards, détaché à l'état-major de l'inspection des troupes aéroportées à Paris à compter du 5 mai

1947. Désigné pour suivre le stage de base aéroportée à Fort Bening aux États-Unis en janvier 1948. Affecté à l'état-major de l'inspection des troupes aéroportées puis au comité permanent de Londres à compter du 1^{er} novembre 1948. Chef d'escadrons en 1951, stagiaire à l'E.S.G. en 1953.

L'A.F.N. – Affecté à l'état-major du commandement supérieur des troupes de Tunisie le 25 avril 1955. Promu lieutenant-colonel en octobre 1956 : rejoint le 1^{er} hussards en Algérie, dont il prend le commandement le 21 janvier 1958. Affecté au cours supérieur interarmées à Paris à compter du 1^{er} février 1962.

Les États-Unis et l'Allemagne. – Attaché militaire auprès de l'ambassade de France à Washington à compter du 1^{er} août 1962. Août 1965, affecté comme sous-chef d'état-major du général commandant en chef les forces françaises en Allemagne à Baden-Oos, puis comme chef d'état-major.

Les grands commandements et les missions en Afrique. – Nommé général adjoint au général commandant la 8^e division, nommé commandant de la 2^e brigade mécanisée le 1^{er} septembre 1968. Nommé adjoint au général gouverneur militaire de Paris, commandant la 1^{re} région militaire en septembre 1970. Octobre 1971 : nommé commandant de la 11^e division parachutiste, puis commandant de la 3^e région militaire en novembre 1973. Prend rang et appellation de général de corps d'armée le 1^{er} avril 1974. Admis dans la 2^e section à compter du 27 octobre 1976.

OEUVRES

Les plages du débarquement, Rennes, Ouest-France, 1978.
« Normandie 44. Victoire stratégique », *Revue historique des*

armées, juin 1979, n°2, pp. 112-153.

« La légion étrangère dans la campagne de Tunisie 1942-1943 », *Revue historique des armées*, 1981, n° spécial, pp. 185-216.

« Les armes chimiques. I : rappel historique. II : aspects techniques et militaires. », *Revue de Défense Nationale*, juillet 1983, pp. 119-129 et août-septembre 1983, pp. 135-152.

« Carnet de route du 2^e escadron du 12^e cuirassiers. La charge sur Strasbourg, 20-23 novembre 1944 », *Revue historique des armées*, 1984, n°3, pp.40-54.

« Le général Frère (1881-1944) », *Armée-Défense*, novembre-décembre 1984, pp. 13-15.

« Six juin 1944, débarquement en Normandie, victoire stratégique de la guerre, Rennes, Ouest-France, 1984.

ÉTAT DES SERVICES

01.10.1936	Sous-lieutenant.
25.09.1938	Lieutenant au 4 ^e hussards.
25.06.1943	Capitaine au 1 ^{er} R.E.C.
01.01.1951	Chef d'escadrons, comité de Londres.
01.10.1956	Lieutenant-colonel à l'état-major du commandement supérieur des troupes de Tunisie.
01.10.1959	Colonel au 1 ^{er} régiment de hussards.
01.09.1966	Général de brigade, chef d'état-major du général C.C.F.F.A.

01.06.1971	Général de division, adjoint au général gouverneur militaire de Paris.
01.04.1974	Général de corps d'armée, commandant de la 3 ^e région militaire.

COMMUNICATION : SANS RÉSERVE.

ENREGISTREMENT RÉALISÉ LE 4 AVRIL 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

- I - (12 AV 68)

L'enfance et la formation prémilitaire.— (Plage 1) Naissance en pleine guerre en 1916 ; petite enfance, caractère déterminant de cet après-guerre et unicité du monde ancien combattant ; caractère particulier de cet après-guerre par rapport à la seconde guerre ; étude des périodes 1920-1930, 1930-1940 et 1945-1955, supériorité du sentiment patriotique sur les opinions politiques ; (pl. 2) influence du milieu familial : ambiance anciens combattants ; famille d'officiers, dont son père qui fut de 1926 à 1933 à Vesoul, colonel d'un régiment de cavalerie ; (pl. 3) perception très précoce du danger allemand ; montée en puissance de l'armée allemande bien avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler ; (pl. 4) premiers contacts avec la vie militaire ; considération pour les sous-officiers ; mécanisation des unités montées dès 1930-1931 (motorisation de la cavalerie) ; (pl. 5) nature de l'enseignement reçu ; valeurs familiales, laïcité et religion ; bonne préparation à la vie civique, raisons de son engagement.

ENREGISTREMENT RÉALISÉ LE 18 AVRIL 1997 AU DOMICILE PARISIEN

DU GÉNÉRAL.

- II - (12 AV 71)

Les années de formation. – (Plage 1) Suivi de l'actualité, influence du père militaire ; échec à Saint -Cyr la première fois, entrée à Sainte- Geneviève ; 6 février 1934 passe inaperçu ; principes moraux et spirituels ; (pl. 2) formation des chefs de guerre à Saint Cyr ; petite promotion : trente à l'escadron ; rencontre avec Leclerc ; forte discipline ; modernisation de la cavalerie ; pas de suivi de l'actualité malgré la gravité des événements ; (pl. 3) Front populaire semble faible face à Hitler : aveuglement et pacifisme des Français ; Saint-Cyr : lacunes de l'enseignement, dichotomie entre techniques de guerre et mentalité, mécanisation tardive de l'armée allemande selon lui ; hommage rendu par Leclerc à Daladier ; (pl. 4) Saumur : état d'esprit des élèves et apprentissage du travail avec la troupe ; instruction motorisée poussée : automitrailleuse pour la cavalerie, chars pour l'infanterie ; rivalité cavalerie-infanterie ; (pl. 5) rang de sortie médiocre : affecté au régiment de Rambouillet, mauvaise réputation du régiment (proximité du Lido) ; inactivité : parvient à monter à Auteuil ; (pl. 6) départ envisagé en Syrie mais guerre éclate avant, certains capitaines sont trop âgés, erreur du commandement, 30 hommes sous ses ordres alors qu'il est encore mineur.

ENREGISTREMENT RÉALISÉ LE 23 JUIN AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

- III - (12 AV 101)

Déclaration de guerre. – (Plage 1) Départ en Syrie annulé ; lieutenant au 4^e hussard à Rambouillet ; la guerre n'est pas une surprise : réarmement allemand commence dès 1925 ; événements de Pologne, mobilisation ; mentalité

nouvelle : guerre inévitable ; 27 août 1939, départ de Rambouillet
arrivée à Sedan le lendemain ; travaux de défense ; (pl. 2) 3
septembre déclaration de guerre ; arrivée à Hargarten près de la
Sarre le 11 Septembre
1939 : mission d'observation ; 15 septembre, relève ; incompréhension
des ordres et des manoeuvres militaires ; doute et déception face
au haut-commandement ; (pl. 3) drôle de guerre : travaux défensifs
du 23 septembre au 8 octobre 1939 ; 8 octobre 1939 au 20 janvier
1940 : travaux défensifs à Uchizy ; 22 janvier au 2 mars
1940 : instruction des hommes ; 2 mars au 10 mai : le régiment se
déplace face à la frontière du Luxembourg, peur des pillages,
mission : atteindre des objectifs au Luxembourg en cas d'attaque
allemande ; bon moral ; connaissance de la note du colonel de
Gaulle sur l'armée mécanisée diffusée auprès des militaires ; (pl. 4)
10 mai 1940 : Luxembourg occupé par les Allemands ; premier
combat le 12 mai : ordre de repli, relève par les fantassins ; 14
mai : repasse la ligne Maginot ; hommes se battent bien ; (pl. 5)
marche en arrière près de Neuroy-le-Sec ; marche en dentelle
correspondant aux positions allemandes, retard sur les Allemands,
ignorance totale de la situation ; mouvements de nuit ; 30
mai : arrivée à Hodingue ; brigade mécanique engagée, combats sur
la Somme.

3 K 12. – COLONEL DOMINIQUE MAGNANT

BIOGRAPHIE

Né en 1914 à Loches (Indre-et-Loire).

Formation.– Ancien élève de l'école polytechnique (1934), ingénieur diplômé de l'école polytechnique de Zurich, délégué régional pour l'Aquitaine de la ligue française pour les auberges de jeunesse.

Les années de guerre, la campagne de 1939-1940.– Mobilisé en 1939 au sein du 310^e régiment d'artillerie coloniale portée. Blessé le 15 juin 1940, et évadé le 2 juillet de la même année.

Les années de guerre, le mouvement des auberges de jeunesse.– Conseiller technique auprès du secrétaire général de la jeunesse à Vichy et président des auberges françaises de jeunesse pour la zone Sud de 1940 à 1942. Démissionne de ces deux postes en août 1942 devant l'intensification des mesures anti-juives.

Les années de guerre, la résistance.– Reprend son métier d'ingénieur en septembre 1943 à Salindres, et devient membre actif du maquis de Salindres. Chef militaire F.F.I. du Gard en août 1944 jusqu'à la libération d'Alès.

Les années de guerre, la campagne d'Alsace.– Commandant du bataillon des Cévennes constituant en partie la brigade légère du Languedoc, elle-même rattachée à la 1^{re} armée, en septembre 1944.

INVENTAIRE DE LA SOUS-SERIE 3 K

À l'état-major de la 1^{re} armée en janvier 1945, comme adjoint du colonel Rebatet, pour l'opération d'amalgame des F.F.I. À l'état-major de la 1^{re} armée à Karlsruhe, puis à Lindau comme chef de la section chimie.

Les fonctions post-militaires du colonel Magnant.– Chef du service de la production industrielle du pays de Bade, puis directeur de l'économie et des finances du pays de Bade à Fribourg de 1945 à 1949.

Directeur de la chimie aux houillères du Nord et du Pas-de-Calais de 1950 à 1956. Directeur scientifique du groupe Nobel de 1957 à 1972, puis directeur de l'union des industries chimiques de 1972 à 1978. Président de la ligue française pour les auberges de jeunesse de 1978 à 1985.

OEUVRES

La bataille d'Alès, août 1944, 29 pages.

Le bataillon des Cévennes, septembre 1944 - février 1945, décembre 1996, 49 pages.

ARCHIVES

Fonds privé, colonel Dominique Magnant, S.H.A.T., cote 1 KT 865

ÉTAT DES SERVICES

1936	Sous-lieutenant.
1938	Lieutenant, campagne de 1939-1940 au 310 ^e

	régiment d'artillerie coloniale portée.
août 1944	Commandant F.F.I, bataillon du Gard, puis bataillon des Cévennes
janvier 1945	Chef d'escadrons à l'état-major de la 1 ^{re} armée, section F.F.I, puis chef de la section chimie à Karlsruhe, et à Lindau.
Octobre 1968	Colonel de réserve.
Décembre 1974	Colonel honoraire.

COMMUNICATION : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 10 MARS 1997 AU DOMICILE DU COLONEL MAGNANT A SCEAUX

- I - (12.AV.41)

Les années de formation.– (Plage 1) Les années de l'entre deux-guerres à Bordeaux et le séjour en Allemagne à Cologne : découverte du mouvement des auberges de jeunesse, et découverte du programme nazi d'Hitler lors d'une réunion politique ; (pl. 2) l'entrée à polytechnique ; premiers contacts avec le mouvement de Marc Sangnier, fondateur de la ligue française des auberges de jeunesse en 1930, sous l'instigation du fondateur mondial Richard Chirman : buts et principes de ce mouvement, personnalités de Marc Sangnier et de Arne Bjornson Langen ; cause du retard de ce mouvement en France par rapport à la situation en Allemagne, en Norvège ou en Suède ; moyens, buts et principes du mouvement développé par Marc Sangnier en France ; création d'un second mouvement d'auberges de la jeunesse, le centre laïque des

auberges de jeunesse (C.L.A.J.) ; (pl. 3) l'adhésion à la ligue française au poste de délégué régional à Bordeaux jusqu'en 1934 ; (pl. 4) l'école polytechnique puis l'école polytechnique fédérale de Zürich, la découverte de l'idéologie de Marc Sangnier, la rencontre avec Denise Voisin qui va devenir son épouse.

La campagne de 1939-1940. – (pl. 5) La mobilisation en août 1939, au sein du 310^e régiment d'artillerie coloniale portée ; sentiment sur l'armée française en 1939 et sur la débâcle en mai 1940 ; (pl. 6) pendant la drôle de guerre, se porte volontaire pour le corps expéditionnaire en Norvège puis pour le corps expéditionnaire en Finlande ; ses missions de renseignement après le 10 mai 1940 ; (pl. 7) blessure et arrestation du 15 juin 1940, rassemblement dans une colonne de prisonniers, condamnation à être fusillé sur le champ pour acte de rébellion, le camp de transit à Romilly, l'évasion le 2 juillet 1940 vers le sud de la France.

Le retour à la vie civile et le mouvement des auberges de jeunesse en zone Sud. – (pl. 8) Retour à la vie civile comme prisonnier évadé : installation autour de Grenoble, reprise de contact avec une usine de Kulhmann dans la zone Sud (Condrieu) ; (pl. 9) reprise de contact avec Marc Sangnier resté à Paris à la tête des auberges de jeunesse de la ligue française et celles du centre laïque qui venait d'être démembré par les autorités allemandes ; Marc Sangnier lui confie la direction des auberges pour la zone Sud, contact avec Vichy et le secrétariat général à la jeunesse dont il devient le conseiller technique ; reconstitution des auberges de jeunesse pour la zone Sud par la fusion des deux principaux mouvements (C.L.A.J. et L.F.A.J.) ; une nouvelle école de formation : l'école des parents aubergistes ; le partenariat avec les autorités du premier Vichy, Georges Lamirand, secrétaire général à la jeunesse et Louis Garrone, directeur de la formation des jeunes ; travail en commun avec l'école des cadres d'Uriage en avril 1941, « le miracle d'Uriage ».

- II - (12AV42)

(Plage 1) Les mouvements de jeunesse qui ont abouti à la création de l'école des cadres d'Uriage ; le mouvement ajiste divisé : les auberges françaises de la jeunesse et les camarades de la route ; relations avec les autres mouvements de jeunesse, scoutisme, compagnons de France, jeunesse agricole catholique ; l'équipe d'Uriage autour de Pierre Dunoyer de Segonzac, Hubert Beuve-Méry, Jacques Lesourne ; l'équipe autour de Dominique Magnant ; la place de Marc Sangnier dans la nouvelle organisation.

Vers la rupture avec Vichy. – (Plage 2) La nouvelle organisation face au durcissement des autorités à Vichy avec l'arrivée de Pierre Laval, Georges Pélorson, Abel Bonnard ; personnalité de Georges Pélorson, nouveau secrétaire général à la jeunesse, désireux de faire une jeunesse nazie ; entrevue avec Georges Pélorson qui propose l'exclusion des juifs des auberges de jeunesse ; à l'issue de cette rencontre démission de ses postes de conseiller technique et de président de l'A.L.F.A.J., remplacé à ce poste par Henri Bonnel ; le déclin progressif du mouvement ajiste et des mouvements de jeunesse en général.

Retour au métier d'ingénieur. – (Plage 3) L'usine Péchiney de Saint-Auban de juillet 1942 à août 1943 ; l'usine Péchiney de Salindres, près d'Alès en septembre 1943.

Réflexions sur les auberges de jeunesse. – (Plage 4) Regards sur cette période de réorganisation du mouvement des auberges de jeunesse sous Vichy, et sur la réalité du mouvement en cette fin du XX^e siècle ; réflexions sur Marc Sangnier, président d'honneur du M.R.P. et sur les présidents de l'association après la guerre.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 11 MARS 1997 AU S.H.A.T.

Le groupe de Salindres.— (Plage 5) L'arrivée à l'usine Péchiney de Salindres et la découverte d'un groupe de résistance armée en septembre 1943 : présentation des activités de l'usine, premiers contacts avec le groupe de résistance animé alors par Louis Paul, adhésion à ce groupe, se trouve être le seul officier dans ce groupe, rencontre avec le résistant Pierre Jouvenne, futur président de Péchiney ; les opérations du groupe ; la personnalité de Michel Bruguier, chef départemental F.F.I. ; l'évolution vers la résistance armée au printemps 1944 avec l'arrivée d'un conseiller militaire dans ce groupe : Yves Magnant, réfractaire du S.T.O. et rescapé du maquis de la Grande Chartreuse.

Le maquis de Salindres.— (Plage 6) La formation d'un maquis issu de ce groupe dans le hameau de Panissière ; l'attaque à l'explosif d'un dépôt de locomotives ; le minage d'une route ayant conduit à la destruction d'une automitrailleuse et la saisie de la première arme de guerre ; représailles et dénonciation d'un membre du maquis ; déménagement du maquis en urgence vers la vallée du Martinet ; la participation de la population ; les ralliements continus au maquis ; le 14 juillet 1944 au village des Martinet ; la concurrence avec les F.T.P., notamment ceux du capitaine Boulestin, et l'impossibilité de travailler en commun.

- III - (12AV 43)

Les F.F.I. du Gard et la bataille d'Alès.— (Plage 1) La mise en place des corps francs de la libération dans le Gard : refus des

F.T.P. ; (pl. 2) l'intégration de l'état-major F.F.I. le 5 août 1944 comme chef d'état-major départemental : raisons de cette nomination ; les F.T.P. et le maquis Aigoual-Cévennes ne sont pas subordonnés à son commandement : raisons de cette situation ; l'emprise communiste sur l'état-major F.F.I., mais pas sur les troupes ; (pl. 3) les raisons d'une bataille à Alès : la manoeuvre de repli allemand du Sud-Ouest vers la vallée du Rhône, un carrefour de communications devenu important pour les Allemands ; l'objectif est de prendre et de verrouiller Alès avant les Allemands ; la préparation pour la bataille d'Alès et les nombreuses difficultés dans la mise en place du dispositif F.F.I ; (pl. 4) les grands moments de la bataille d'Alès, à partir du 21 août : combats de la Madeleine, les liaisons radio alliées, l'utilisation de l'aviation alliée contre les colonnes allemandes, le combat de Saint-Christol ; le concours important des gendarmes et l'apport des compagnies de C.F.L. ; le contact avec la 1^{re} armée ; (pl. 5) conclusions sur la bataille d'Alès, sur le comportement des éléments F.T.P. pendant et après la libération du Gard et du Languedoc et sur le maquis Aigoual-Cévennes ; évocation de la suite de son parcours au sein du bataillon des Cévennes, de l'état-major de la 1^{re} armée en France puis en Allemagne occupée.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 17 MARS 1997 AU S.H.A.T.

- IV - (12AV49)

Le bataillon des Cévennes, septembre-décembre 1944. – (Plage 1) Après la libération du Gard, l'heure des choix : rentrer chez soi ou continuer la guerre en prenant le commandement du bataillon des Cévennes ; (pl. 2) réorganisation des forces de la résistance dans le groupement mobile du Sud-Ouest sous les ordres du colonel Schneider ; l'attitude des F.T.P. et celle des C.F.L. dans la formation des bataillons de volontaires, notamment dans la formation du

bataillon des Cévennes ; la possibilité d'une troisième voie : l'engagement individuel dans l'armée régulière venue d'Afrique ; (pl. 3) le recrutement de volontaires pour le bataillon des Cévennes, le rassemblement et l'instruction du bataillon à Nîmes de septembre à octobre 1944 ; (pl. 4) la constitution de la brigade légère du Languedoc ; (pl. 5) le départ du bataillon de Nîmes pour Dijon le 4 octobre et la rencontre avec le colonel Schneider et le lieutenant-colonel Thomas ; Gilbert de Chambrun, chef régional de la résistance, choisit Thomas pour commander cette brigade ; personnalités de Chambrun et de Thomas ; (pl. 6) période d'inaction et d'affaiblissement pour le bataillon du mois d'octobre au mois de novembre 1944 après prélèvement de ses hommes pour la constitution d'un groupe de commando et d'une batterie d'artillerie, volonté du colonel Thomas de rattacher sa brigade directement au général de Lattre ; la visite des généraux de Gaulle, de Lattre, et de Churchill au camp du Valdahon, la fille de Churchill devient la marraine de la brigade du Languedoc ; (pl. 7) l'engagement dans les combats, le combat de Réchésy du 24 novembre 1944, combat de Hunningue ; réflexion sur les différences entre les combats et les combattants de 1939-1940 et ceux de 1944-1945 ; les raisons de la mise en sommeil de la brigade à partir du 1^{er} décembre 1944 ; (pl. 8) les circonstances et les causes de son départ de la brigade du Languedoc le 26 décembre 1944 : la mésentente totale avec le colonel Thomas ; Thomas est relevé de son commandement en février 1945.

L'état-major de la 1^{re} armée. – (pl. 9) Le passage à l'état-major de la 1^{re} armée auprès du colonel Rebatet, responsable de l'opération dite amalgame des F.F.I. : mission de cette section, les inspections des unités F.F.I. de la 1^{re} armée, les limites de l'absorption dans la 1^{re} armée ; participation à la constitution de la mission militaire aux affaires allemandes à Paris, qui préparait les cadres et une structure de gouvernement militaire dans l'hypothèse d'une occupation

partielle de l'Allemagne ; affecté en mars 1945 à la section chimie de l'état-major de la 1^{re} armée pour en prendre la direction : missions de cette section dans la zone française d'occupation.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 21 MARS 1997 AU S.H.A.T.

- V - (12AV57)

La section chimie de l'état-major de la 1^{re} armée. – (Plage 1) Circonstances de son arrivée à la tête de la section chimie à l'état-major de la 1^{re} armée en mars 1945 ; la zone française d'occupation en Allemagne (Bade-Sud, Wurtemberg, Palatinat et partie de la Rhénanie) ; (pl. 2) objet de cette mission exercée dans le cadre de la 1^{re} armée : exploration et neutralisation de tous les secteurs de la chimie allemande ; les moyens de cette mission dépendant à Paris de la mission militaire pour les affaires allemandes présidée par Jacques Rueff ; (pl. 3) l'entrée en Allemagne, la prise en charge de prisonniers évadés et de déportés trouvés errants dans les villes dévastées, la découverte d'un pays totalement ravagé par l'aviation alliée, à Darmstadt, Francfort, Cologne ; progression dans cette zone avec la 1^{re} armée ; (pl. 4) rapports avec les directeurs et les chercheurs de laboratoires et d'écoles liés à l'industrie chimique, la chasse aux savants.

- VI - (12.AV.58)

(Plage 1) Rapports avec les Allemands et les anciens nazis pendant ces années d'occupation et création de l'organisation des fonctionnaires résistants en Allemagne, organisation dont il devient le président ; (pl. 2) les fonctionnaires résistants et les fonctionnaires

vichyssois dans l'administration française en Allemagne ; appui de Koenig, commandant en chef, d'Emile Laffon, administrateur général, et des gouverneurs de province, anciens résistants ou compagnons de la libération ; (pl. 3) rapports de la section avec le service des réparations et avec d'autres missions de chercheurs et d'industriels venues de France ; réparations et pillages ; le comportement des Américains ; (pl. 4) l'itinéraire de la section chimie de Tübingen à l'installation auprès de l'état-major de la 1^{re} armée à Karlsruhe puis à Lindau, l'installation de la section ; le choix du site de Lindau ; (pl. 5) l'état-major de la 1^{re} armée, « l'interrègne » du général de Lattre et sa politique de prestige ; (pl. 6) la mission militaire pour les affaires allemandes laisse la place au gouvernement militaire de la zone française d'occupation installé à Baden-Baden et articulé autour des Länder (Bade-Sud, Wurtemberg-Sud, Palatinat, Sarre, Rhénanie) dirigés par des délégués supérieurs (gouverneurs) ; ce gouvernement militaire dépend à Paris du commissariat général des affaires allemandes et autrichiennes dirigé par Alain Poher ; rapports entre le général Koenig, commandant en chef, et Emile Laffon, administrateur général ; rapports entre les anciens résistants et les administrateurs civils ; (pl. 7) personnalités des délégués supérieurs du pays de Bade-Sud ; le départ de la section chimie et la décision de prendre part à l'administration d'un land, les raisons du choix du Land de Bade ; devient chef du service de la production industrielle du pays de Bade ; l'installation à Fribourg.

La direction de l'économie et des finances du pays de Bade.— (pl. 8) Au cours de l'année 1947, devient directeur de l'économie et des finances du pays de Bade en remplacement d'Edmond Dobbler ; (pl. 9) l'organisation des fonctionnaires résistants en Allemagne : principes et missions de cette organisation ; l'émergence du concept de l'Europe unie face à la politique d'annexion de la Sarre et de la Rhénanie menée par le

général de Gaulle ; sentiment de la population allemande sur un rapprochement franco-allemand ; (pl. 10) de l'administration directe au retrait progressif : les premières mesures du plan Marshall en 1948, la création de la zone anglo-américaine en 1947, la mise en place des rouages politiques allemands : mairie de Fribourg, présidence du gouvernement de Bade (M. Vollep).

- VII - (12AV59)

Le cabinet d'Alain Poher. – (Plage 1) L'autorité morale de l'organisation des fonctionnaires résistants ; la visite d'Alain Poher, commissaire général aux affaires allemandes et autrichiennes, en Allemagne, le nomme conseiller technique à son cabinet en 1949, chargé des nominations des hauts fonctionnaires, des délégués régionaux ; (pl. 2) le retour à la carrière d'ingénieur chimiste après septembre 1949, aux houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; y devient chef du service de chimie jusqu'en 1956 ; retour et bilan sur quatre années d'occupation et de travail en Allemagne, sur Alain Poher et l'Europe unie.

Regards et réflexions sur 20 années de carrière militaire et politique. – (pl. 3) Réflexions sur la personnalité de Marc Sangnier, sur l'idéologie communiste dans la résistance et en Allemagne occupée, sur la personnalité du général de Lattre ; regards sur l'armée française de 1939 et sur celle de 1949.

3 K 13. – GÉNÉRAL ALBÉRIC VAILLANT

BIOGRAPHIE

Né le 14 février 1915 à Paris (5^e).

Formation. – Préparation au concours d'entrée à Saint-Cyr à Saint-Louis, puis engagé volontaire pour huit ans au titre de l'école spéciale militaire le 1^{er} octobre 1935. Nommé sous-lieutenant pour prendre rang le 1^{er} octobre 1937.

Services au rang d'officier. – Affecté au 146^e régiment d'infanterie de forteresse le 1^{er} octobre 1937, à la 9^e compagnie de fusiliers-voltigeurs le 1^{er} janvier 1938. Affecté au camp du Bau Saint-Jean (3^e bataillon du 146^e R.I.F.), puis au camp de Gimming en décembre 1938, avant d'être affecté à l'ouvrage d'Einseling le 25 août 1939. Promu au grade de lieutenant le 1^{er} octobre. Commande l'ouvrage de l'Einseling du 5 mars 1940 au 2 juillet 1940.

Interné en Allemagne, à l'Oflag XB, Nieuburg-sur-Weser, du 2 juillet 1940 au 24 septembre 1941. A cette date s'évade et est repris en Belgique le 2 octobre 1941. Est reconduit à l'Oflag XB et s'en évade définitivement le 3 décembre 1941. Arrivé au centre de démobilisation de Limoges est affecté au dépôt commun des régiments étrangers le 26 décembre. Embarque pour Oran en février 1942. Arrive au P.C. de Bel-Abbès pour être affecté à la 11^e compagnie du 3^e bataillon à Aïn-Sefra. En Afrique du Nord jusqu'à la dissolution du 1^{er} régiment étranger d'infanterie. Affecté au dépôt commun des régiments étrangers le 1^{er} juillet 1943 et, désigné pour renforcer la 1^{re} D.I., est dirigé sur Tunis pour intégrer le 2^e bataillon de la 13^e demi-brigade de légion étrangère. Embarque avec cette unité à Bizerte pour débarquer à Naples le 20 avril 1944. Prend part

aux opérations du Garigliano, Pontecorvo, Rome et Radicofani. Débarque à Cavalaire le 30 août 1944 et prend part aux combats de Belfort. Nommé capitaine le 25 septembre 1944, participe aux opérations menées sur le front des Alpes-Maritimes de mars à mai 1945. Rembarque à Toulon le 8 août à destination d'Alger puis séjourne à Bizerte du 13 août 1945 au 15 février 1946. A cette date embarque avec la 13^e D.B.L.E. à destination de l'Indochine. Prend part aux combats de Vinh-Loc (Cochinchine), y est blessé et est évacué sur l'hôpital 415 à Cholon le 22 juin 1946. Rapatrié sur la métropole en août 1946 pour un congé de convalescence. Affecté au cabinet du commandement en chef français en Allemagne en février 1947. À l'issue du concours est admis à l'école d'état-major en octobre 1948 puis est mis à la disposition du général commandant supérieur des forces terrestres en Indochine. Débarque à Saïgon le 31 décembre 1949 et est affecté à l'état-major de la zone frontière Nord-Est (Langson), comme chef du 3^e bureau. En novembre 1950 est muté à la 153^e compagnie de quartier général. Le 1^{er} juillet 1951 est mis à la disposition du commandement des forces terrestres du Nord-Vietnam et rejoint la 71^e compagnie de quartier général, cabinet du maréchal de Lattre, adjoint du colonel Beauffre. Est promu chef de bataillon le 1^{er} octobre 1951.

Services au rang d'officier supérieur. – Affecté au 3^e bataillon de la 13^e D.B.L.E. pour en prendre le commandement du 5 novembre 1951 au 12 avril 1952. À cette date est rapatrié sur Paris pour un congé de fin de campagne jusqu'en août 1952. Affecté alors à la délégation française du groupe permanent du pacte atlantique à Washington de septembre 1952 à octobre 1955. Affecté à l'état-major des forces armées, comme adjoint au chef du bureau du délégué à l'action psychologique le 17 mars 1956. En fonction au service d'action psychologique de la défense nationale et des forces armées à Paris du 28 mai 1956 au 1^{er} octobre 1957. Affecté à cette date à l'école supérieure de guerre comme stagiaire jusqu'en juillet

1958. Promu lieutenant-colonel en décembre 1957, est affecté à l'état-major de la 19^e division d'infanterie à Bône (C.A. de Constantine) comme renfort pour le 5^e bureau. Devient chef du 3^e bureau du corps d'armée de Constantine, mais ne le rejoint pas. Est réaffecté à l'E.S.G. qu'il rejoint le 12 janvier 1959. Par décision ministérielle du 4 juin 1959 rejoint l'état-major de la 13^e D.I. (10^e région militaire) le 11 août pour en devenir le chef à partir du 5 janvier 1960. En juin rejoint le cabinet du ministre des armées (service d'information et d'études). Jusqu'en décembre 1960 effectue 5 missions en Algérie. Promu au grade de colonel en octobre 1960, prend le commandement de la 13^e D.B.L.E. du 1^{er} février au 11 juillet 1961. Prend le commandement du secteur de Sidi-Bel-Abbès et du 1^{er} régiment étranger le 15 juillet 1961. Quitte le commandement du secteur de Sidi-Bel-Abbès en septembre 1962 pour continuer à assurer le commandement du 1^{er}R.E. Gagne Aubagne avec son régiment en octobre 1962. En août 1963 est affecté à l'état-major du commandement des forces alliées Centre-Europe à Fontainebleau.

Services au rang d'officier général.— Nommé au grade de général de brigade le 1^{er} juillet 1965, prend ses fonctions d'attaché militaire auprès de l'ambassade de France à Bonn le 10 août 1965. Commandant de la 3^e division blindée à Fribourg le 20 juillet 1968. Promu général de division le 1^{er} mars 1969, est nommé inspecteur de l'infanterie à compter du 27 juillet 1970, devient général de corps d'armée en juillet 1971. Général d'armée en février 1973, est nommé inspecteur général de l'armée de terre le 1^{er} mai de cette même année. Maintenu dans ces fonctions jusqu'à son admission dans la 2^e section du cadre des officiers généraux de l'armée de terre le 15 février 1976. Membre du conseil supérieur de l'armée de terre pour les années 1972 et 1973 et membre de droit pour les années 1973, 1974, 1975 et 1976.

ÉTAT DES SERVICES

01.10.1937	Sous-lieutenant au 146 ^e R.I.F.
01.10.1939	Lieutenant au 156 ^e R.I.F. commandant de l'ouvrage de l'Einseling.
25.09.1944	Capitaine au 2 ^e bataillon de la 13 ^e demi-brigade de légion étrangère.
01.10.1951	Chef de bataillon, commande le 3 ^e bataillon de la 13 ^e D.B.L.E. en Indochine.
31.12.1957	Lieutenant-colonel, stagiaire à l'école supérieure de guerre.
01.10.1960	Colonel au service d'information et d'études du ministère des armées.
01.07.1965	Général de brigade à l'état-major du commandement des forces alliées Centre-Europe.
01.03.1969	Général de division, commandant la 3 ^e division blindée à Fribourg.
01.07.1971	Général de corps d'armée, inspecteur de l'infanterie.
01.05.1973	Général d'armée, inspecteur général de

	l'armée de terre.
15.2.1976	Admis dans la 2 ^e section

COMMUNICATION : RÉSERVÉE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 3 AVRIL 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

- I - (12AV62)

Le choix de la carrière des armes et les années de formation.— (Plage 1) Les raisons de son engagement : la tradition familiale et le risque d'une guerre imminente avec l'Allemagne ; (pl. 2) admis à Saint-Cyr en 1935 après une préparation à Saint-Louis ; jugement sur l'esprit de l'école et sur l'instruction militaire de cette promotion Lyautey ; perception du danger allemand au cours de ces années 1935-1937.

La campagne de France sur la ligne Maginot.— (pl. 3) Le choix de l'infanterie de forteresse ; caractéristique du régiment de forteresse, et notamment du 146^e R.I.F. en cantonnement près des ouvrages de la ligne Maginot ; spécificité du secteur fortifié de Faulquemont : comporte cinq petits ouvrages, Laudrefang, Téting, Bambesch, Kerfent, et l'Einseling, le plus petit ouvrage de la ligne Maginot ; (pl. 4) les derniers mois du temps de paix, derrière la ligne Maginot 1938-1939 : commande une compagnie de fusiliers-voltigeurs ; moyens, capacité et emploi des troupes d'intervalle (entre les ouvrages) ; les équipages de casemates et l'apport de la marine ; (pl. 5) le déclenchement des hostilités, la mobilisation, la

drôle de guerre, le rôle de la ligne Maginot, la constitution, au mois de septembre 1939, dans le secteur de Faulquemont, d'un régiment de marche envoyé au pied de la ligne Siegfried ; (pl. 6) la vie quotidienne des 66 hommes dans l'ouvrage de l'Einseling à partir de septembre 1939 ; (pl. 7) organisation et armement de l'ouvrage ; (pl. 8) les circonstances de sa nomination au commandement de l'ouvrage en août 1939 ; formation de l'équipage de l'ouvrage ; la place de l'ouvrage dans l'organisation du système défensif du secteur ; les différents échelons de commandement : la compagnie d'ouvrage, le bataillon, le sous-secteur du colonel Milon, le secteur de Faulquemont du général de Girval, le général d'armée Requin ; les conditions de vie pendant la drôle de guerre ; le rôle dissuasif de la ligne Maginot qui fixe au total 18 divisions allemandes ; (pl. 9) l'ordre de décrochage général des armées le 13 juin 1940 : réactions et sentiments devant l'ordre de repli des troupes d'intervalle le 13 juin, des casemates le 15, puis des équipages d'ouvrages le 17 juin ; l'attaque allemande du 14 juin dans la trouée de la Sarre, point faible de la ligne Maginot ; réaction devant l'ordre d'abandon de la ligne Maginot puis devant le déclenchement de l'attaque allemande obligeant les équipages à défendre leur ouvrage ; le drame de l'ouvrage de La Ferté ; l'avantage de l'ouvrage de l'Einseling dans une attaque par l'arrière ; réaction allemande devant l'ordre de décrochage des casemates ; une solidarité s'établit alors entre les différents ouvrages du secteur restés isolés ; le maintien en activité des deux casemates abandonnées de l'Einseling ; (pl. 10) l'attaque du 21-22 juin 1940 : l'attaque de l'ouvrage du Bambesch, la sortie d'une équipe de l'Einseling vers le Bambesch pour repérer les canons Flak au profit de Laudrefang et de Bambesch, la reddition du Bambesch, l'attaque du Kerfent, l'attaque sur l'Einseling-Sud le 22 juin, l'aide et l'appui de Laudrefang dans la résistance de l'Einseling, le moral de l'équipage de l'ouvrage, Laudrefang devient alors la cible principale des Allemands le 23 juin.

- II - (12 AV 69)

(Plage 1) État et missions de l'Einseling après l'attaque du 23 juin jusqu'à l'armistice du 25 juin 1940 ; (pl. 2) l'armistice et le cessez-le-feu du 25 juin : les réactions, le déroulement de la reddition aux troupes allemandes, le refus de livrer l'ouvrage sans ordre du commandement français, la sortie de l'équipage et la période d'attente jusqu'au 2 juillet quand l'équipage est fait prisonnier ; (pl. 3) réaction devant la captivité, huit jours après l'armistice, le rassemblement des prisonniers du secteur de Faulquemont et le départ pour l'Allemagne ; (pl. 4) regards sur cette campagne de 1940, sur l'efficacité et la réelle utilité de la ligne Maginot, réponse aux critiques relatives à l'effort fait sur la ligne Maginot au détriment de l'aviation et des chars de combats ; (pl. 5) réflexions sur les points forts et les points faibles de l'ouvrage de l'Einseling, réflexions sur la fortification apprise à Saint-Cyr et celle pratiquée à l'Einseling en 1939-1940, réflexions sur son avenir dans l'armée au moment du départ pour la captivité.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 10 AVRIL 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

Les premiers temps de la captivité. – (Plage 6) Le regroupement des prisonniers vers Saint-Avold, puis Sarrelouis : l'état d'esprit des prisonniers des ouvrages de la Ligne Maginot, les soldats de 1940 ; le départ pour l'oflag XB, les conditions du voyage ; l'arrivée dans le camp et l'émergence d'une idée d'évasion ; (pl. 7) le camp de Nieuburg-sur-Weser : l'accueil, l'organisation du camp, la hiérarchie des prisonniers, les hommes de confiance, le regroupement en unité dans les chambres, la vie quotidienne du prisonnier, les conférences et les cours, les débats sur la politique de

collaboration du maréchal Pétain, l'ambiance générale entre les prisonniers.

- III - (12 AV 70)

(Plage 1) Les groupements politiques dans l'Oflag XB.

La première évasion. – (pl. 2) Deux difficultés, la sortie du camp et la sortie d'Allemagne ; la préparation de l'évasion : la confection d'un déguisement, la mise de côté d'une somme d'argent et de provisions et l'acquisition d'un plan ; la sortie du camp nourrie par les expériences et les échecs précédents, la solution d'un passage par les barbelés ; le sous-lieutenant Estiaux se joint à l'évasion ; le choix de l'endroit et de l'heure pour une évasion réussie ; les dix jours en Allemagne nazie après la sortie du camp le 24 septembre 1941, en direction de la Belgique, l'arrivée à Eupen (Belgique) et l'arrestation par la *Feldgendarmarie* ; le retour à l'Oflag XB et la solution d'une évasion future en solitaire.

La seconde évasion du 3 décembre 1941. – (pl. 3) Les préparatifs, l'évasion par les barbelés en profitant d'une alerte dans le camp, la traversée de l'Allemagne, l'entrée en France, le passage en zone libre ; (pl. 4) l'accueil et l'avenir en zone libre d'un soldat prisonnier en 1940 et évadé d'Allemagne : premiers contacts avec le ministère de la Guerre, la politique de Weygand.

L'affectation en février 1942 à la Légion étrangère à Sidi-Bel-Abbès. – (pl. 5) Accueil, nature des sentiments de la Légion, personnalité du chef du 3^e bataillon du 1^{er} R.E. à Aïn-Sefra, réflexions sur la fidélité au maréchal Pétain et sur le double jeu du général Weygand, le statut difficile du soldat de 1940, prisonnier évadé d'Allemagne en 1942 dans l'armée d'Afrique.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 22 AVRIL 1997 AU DOMICILE DU GÉNÉRAL A PARIS.

- IV - (12 AV 72)

Le 1^{er} régiment étranger de février 1942 à juin 1943. – (Plage 1) Affectation au 3^e bataillon en garnison à Aïn-Sefra en février 1942, réaction à l'annonce de cette affectation, accueil par le chef de corps du 1^{er} étranger et par les légionnaires ; (pl. 2) les relations avec les anciens du 6^e étranger ayant combattu en Syrie ; (pl. 3) le régiment de février à novembre 1942 : les missions, le commandement, l'attachement au maréchal Pétain, les filières de désertion des légionnaires vers les unités F.F.L. ; (pl. 4) le 1^{er} R.E. à partir du débarquement de novembre 1942 : premiers flottements dans le bataillon en garnison à Colomb-Béchar, dissolution du 1^{er} bataillon et retour à Sidi-Bel-Abbès ; ne pouvant participer à la formation du 1^{er} régiment de marche et indigné par une fidélité excessive au maréchal Pétain, est affecté en renfort à la 1^{re} division d'infanterie, au sein de la 13^e D.B.L.E.

La 13^e demi-brigade de légion étrangère. – (page 5) Circonstances de l'affectation à la 13^e D.B.L.E : fusion Giraud-de Gaulle, les troupes F.F.L. quittent la 8^e armée britannique pour être réunies aux troupes françaises en Tunisie, le rôle et l'action du général Giraud dans cette fusion, l'accueil réservé au renfort de Sidi-Bel-Abbès par les cadres et les légionnaires de la 13, les hiérarchies internes de la demi-brigade, impressions sur les officiers de la 13, le moral et l'état d'esprit de la 13 en septembre 1943, les filières de désertion, le climat de méfiance entre la demi-brigade et la maison mère à Sidi-Bel-Abbès ; (pl. 6) l'affectation au 2^e bataillon dans une compagnie de mitrailleuses et la préparation à la campagne d'Italie : jusqu'en avril 1944, période d'entraînement et d'instruction sur le nouveau matériel livré par les Américains ; forces et faiblesses de la 13^e

demi-brigade à la veille de son embarquement pour l'Italie.

La campagne d'Italie.— (pl. 7) L'intégration de la 13^e D.B.L.E. au corps expéditionnaire français en Italie du général Juin ; la place de la 13 dans un C.E.F.I. essentiellement giraudiste ; l'action de la 13 en réserve au Garigliano, au Monte Leucio ; en repos à Rome le 6 juin 1944, réaction de la demi-brigade et réaction personnelle à l'annonce du débarquement allié en Normandie ; les derniers combats en Toscane, à Bolsena et à Radicofani à la tête d'une compagnie de mitrailleuses du 2^e bataillon commandé par de Corta ; (pl. 8) regards sur la campagne d'Italie, sur le plan du général Juin et sur l'action du corps expéditionnaire, rapports et contacts avec la population italienne, évolution de l'état d'esprit des légionnaires de la 13^e D.B.L.E., l'engagement différé du 2^e bataillon dans le débarquement de la 13, premières impressions en terre française le jour du débarquement.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 6 MAI 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

- V - (12AV73)

Le débarquement en Provence.— (Plage 1) Les raisons de l'engagement différé du 2^e bataillon de la 13^e D.B.L.E, le capitaine Martinelli, remplaçant le chef de bataillon Morel blessé et évacué au Monte Leucio, cède le commandement de la compagnie au lieutenant Vaillant ; (pl. 2) rappel des conditions de combats durant la campagne d'Italie ; (pl. 3) sentiments sur la non-participation au débarquement en Provence avec le premier échelon le 15 août 1944 ; les conditions du débarquement et les contacts avec les populations libérées ; les missions du 2^e bataillon, la remontée vers Lyon puis Dijon atteinte le 12 septembre 1944 ; les plans divergents du général de Larminat et du général de Lattre.

Le front des Vosges.– (page 4) Les raisons de la rapidité avec laquelle la 1^{re} D.F.L. a atteint les Vosges, le regroupement de la 13^e D.B.L.E. sous le commandement du colonel Bablon, les contacts avec les F.F.I., l'arrêt devant les Vosges et les difficultés de l'acheminement de la logistique, les missions données à la 13^e D.B.L.E. autour de Belfort, retour à la guerre de position et premiers engagements en forêt de Courchaton, après avoir été blessé l'évacuation du front le 21 septembre 1944 ; la période de convalescence à l'hôpital du Val-de-Grâce jusqu'au retour au front le 7 janvier 1945 ; (pl. 5) le retour à la demi-brigade en janvier 1945 et les changements apparus au sein de la 13^e D.B.L.E. : les éléments du bataillon ukrainien intégrés à la demi-brigade en octobre 1944, l'évolution des rapports avec le général de Lattre et le moral des légionnaires après la campagne des Vosges.

Les combats en Alsace et la mise en réserve de la 1^{re} D.F.L.– (page 6) La reprise du contact avec le 2^e bataillon, l'engagement de sa compagnie dans le combat du bois d'Illhausern les 24-25 janvier 1945 et les lourdes pertes à l'issue de ce combat ; les raisons de l'échec ; (pl. 7) la mise en réserve de la demi-brigade après la campagne d'Alsace : réaction à l'annonce d'un envoi dans les Alpes et la non-participation à la campagne en Allemagne, la demande de détachement de la 1^{re} armée effectuée en février par deux officiers de la 1^{re} D.F.L., le cantonnement de la D.F.L. jusqu'en mars 1945, la réorganisation de la 13^e D.B.L.E., résumé de l'action de la demi-brigade qui va être engagée en Italie.

La campagne d'Italie et la fin de la guerre.– (page 8) Objectifs et missions de la 13^e D.B.L.E., la redécouverte des secteurs fortifiés, la valeur combative des Allemands et les difficultés des combats au col de Ventabren et aux casemates de la Gonella, le choix tactique d'isoler les éléments de la demi-brigade ; (pl. 9) la journée du 8 mai

1945 et les frictions avec les troupes américaines ; (pl. 10) l'achèvement de la guerre et le retour à Bizerte, la démobilisation.

Conclusions générales et bilan sur cinq années de guerre. – (page 11) Retour sur les combats dans la ligne Maginot, sur la grande émotion de l'évasion de l'Oflag XB et sur le combat d'Illhausern ; impressions laissées par les personnalités du lieutenant-colonel Saint-Hillier et du chef de bataillon Simon ; retour sur le débarquement américain en Afrique du Nord ; sentiment sur son avenir personnel le 8 mai 1945.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 15 MAI 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

- VI - (12 AV 86)

La reconstitution de la demi-brigade et son départ pour l'Indochine en février 1946. – (Plage 1) Le retour de la 13^e D.B.L.E. en Tunisie à Bizerte et l'accueil du général Mast, la revue des effectifs, la nature des renforts donnés à la demi-brigade en vue de sa reconstitution pour son départ vers l'Indochine, sous le commandement du colonel Bablon, le départ en février 1946 ; (pl. 2) l'arrivée le 10 mars 1946 à Saïgon et l'accueil de l'Amiral Thierry d'Argenlieu, retour sur les trois semaines de traversée en bateau, la dispersion du régiment en compagnie à travers la Cochinchine ; (pl. 3) l'installation de la compagnie Vaillant, les premières missions de prise en main de la population et les premières impressions sur ce pays et sur les actions menées par le général Leclerc et par l'Amiral d'Argenlieu ; (pl. 4) les opérations de ratissage dans le secteur de la plaine des Joncs contre les Japonais et le Vietminh, la présence de l'élément chinois en Cochinchine, les réunions de commandants de compagnie et la mise en commun des renseignements, les moyens disponibles face aux actions de guérilla, de subversion et de pacification ; (pl. 5) les

combats de Vinh Loc, l'évacuation sur Saïgon (hôpital de Cholon) en juin 1946 et le rapatriement en métropole, au Val-de-Grâce en août 1946.

Le cabinet du commandant en chef français en Allemagne en février 1947. – (Plage 6) Le départ pour le cabinet du général Koenig au poste d'aide de camp à la place du capitaine Bourdis, fonctions et missions de l'aide de camp, l'accueil du général Koenig à Baden-Baden, personnalité et parcours de Koenig ; (pl. 7) les relations entre le général Koenig et l'administrateur civil Emile Laffon, les contacts avec les fonctionnaires résistants et les fonctionnaires venus du régime de Vichy ; (pl. 8) les premiers effets des mesures du plan Marshall, les conséquences de la création de la zone anglo-américaine, la préparation au concours d'entrée à l'école d'état-major.

L'école d'état-major. – (plage 9) Buts et principes de l'école, nature de l'enseignement qui y est dispensé, stages et cours théoriques, discours tenus par les instructeurs au sortir de cinq années de guerre, réflexions sur l'enseignement et l'instruction.

- VII - (12 AV 87)

Deuxième séjour en Indochine : l'évacuation de Cao Bang et de Langson. – (Plage 1) L'affectation aux troupes coloniales à la sortie de l'école d'état-major, puis à l'état-major de la zone frontière Nord-Est à Langson comme chef du 3^e bureau : l'arrivée à Saïgon, histoire et réputation de la route coloniale n°4 (R.C.4), ambiance générale au Tonkin au moment de l'affectation, la remontée de Saïgon à Langson, rôle de la zone frontière et de la R.C.4 ; (pl. 2) l'arrivée dans la zone frontière Nord-Est, premières impressions et premiers contacts avec le colonel Constant, commandant de la zone, les raisons du choix de Langson comme P.C. de la zone, tableau de la situation à son arrivée : les problèmes du ravitaillement de Cao Bang

et l'abandon des convois par la route pour le choix d'un ravitaillement par avion depuis Hanoï, l'isolement de la garnison de Dongkhé ; (pl. 3) les premières mesures prises à la tête du 3^e bureau en janvier 1950, la prise de Dongkhé, le général Alessandri et le colonel Constant veulent tenir tête mais le retrait de Cao Bang, voulu par le général Carpentier à Saïgon, est déjà en préparation ; (pl. 4) l'urgence de l'évacuation de Cao Bang, le plan de l'opération Thérèse d'octobre 1950 : le renfort du groupement du lieutenant-colonel Charton envoyé à Cao Bang, après avoir réalisé la jonction avec la colonne Lepage en attente à Dongkhé, doit ramener cette unité sur Thatkhé ; la prise de Dongkhé par les Vietminhs la veille du déclenchement de l'opération et ses conséquences sur le déroulement de l'opération ; la conduite des opérations depuis le P.C. de Thatkhé ; l'intervention du 1^e B.P.E. et du groupement Labaume en renfort des deux colonnes ; la retraite vers Thatkhé et le désastre de l'opération ; (pl. 5) la réaction du haut-commandement et le repli de Thatkhé vers Langson, les raisons de l'échec de l'opération ; (pl. 6) la situation à Langson aux lendemains du désastre de Cao Bang, l'hésitation du colonel Constant et l'ordre d'évacuation de Langson du général Alessandri ; (pl. 7) l'évacuation de Langson pour Tien Yen au débouché de la R.C.4 , l'avenir de la zone frontière du Nord-Est à la fin de l'année 1950, l'arrivée du général de Lattre, les fonctions provisoires de chef de cabinet du général Carpentier à qui doit succéder le général de Lattre en novembre 1950.

Le cabinet du général de Lattre. – (page 8) L'arrivée du général de Lattre et de son état-major, le général Cogny, les colonels Allard et Beaufre, le départ pour le palais Norodom, le colonel Beaufre le prend alors comme officier adjoint ; la première réunion du général de Lattre pour attribuer les rôles et les fonctions de chaque membre de son cabinet, personnalité du général de Lattre, la création de l'état-major interarmées et des forces terrestres (E.M.I.F.T.) coiffé

par le colonel Allard, la présence du général Salan comme adjoint opérationnel ; les premières mesures de sanctions du général de Lattre ; les missions auprès du colonel Beaufre, cerveau de de Lattre, et les premiers contacts avec de Lattre ; la méthode de Lattre, la reprise en main et le nouvel élan donné par l'arrivée du nouveau commandant en chef ; la personnalité du colonel Beaufre ; avec le départ de Beaufre, volonté de prendre un commandement : devient chef du 3^e bataillon de la 13^e D.B.L.E.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 22 MAI 1997 AU DOMICILE DU GÉNÉRAL.

- VIII - (12 AV 88)

Le commandement du 3^e bataillon de la 13^e D.B.L.E. en Indochine.—

(Plage 1) L'accueil du colonel de Castries commandant le groupement intégrant le 3^e bataillon, retour sur les modifications tactiques après la bataille de Vietri ; l'arrivée au P.C. du bataillon et le départ immédiat pour les opérations sur Cho Ben ; les combats de Cho Ben ; le départ sur Hoa Binh au sud-ouest d'Hanoi et les raisons de ce mouvement ; (pl. 2) la place et l'enjeu du camp retranché d'Hoa Binh dans le delta tonkinois, commandé par le colonel Clément, puis par le colonel Ducournau, l'installation à Hoa Binh, l'attente et les premiers contacts avec le Vietminh, les combats du 2^e bataillon de la 13^e D.B.L.E, l'installation des compagnies à Hoa Binh ; (pl. 3) l'évacuation du camp retranché d'Hoa Binh : l'isolement et l'encerclement de la position, effets et conséquences de la mort de de Lattre sur le moral, la préparation et la sortie du camp retranché, le décrochage final avec une compagnie hmong et le P.C. du 3^e bataillon, le franchissement de la rivière Noire, la mission de sacrifice du 3^e bataillon ; (pl. 4) le regroupement des unités après l'évacuation et le repli vers le delta, l'indifférence de la population de Hoa Binh, bilan et conclusion sur ce nouveau repli et sur la montée en puissance des troupes

vietnamiennes ; (pl. 5) les opérations de nettoyage dans la zone du delta : l'opération Mercure ; (pl. 6) le départ d'Indochine en avril 1952 : regards sur la campagne d'Indochine, sur son issue possible, et sur la politique menée par le général de Lattre.

La délégation française au Standing Group.— (Plage 7) Les circonstances de l'affectation au groupe permanent de l'O.T.A.N., intérêt du poste, la découverte du rôle des États-Unis dans la politique française ; (pl. 8) composition de la délégation française menée par les généraux Ely puis Valluy, composition du Standing Group, missions et travail quotidien de la délégation, pouvoirs du groupe permanent par rapport à l'état-major atlantique ; (pl. 9) les débats autour de la C.E.D., et du réarmement de l'Allemagne, rapports avec les autres délégations, jugements sur la place des États-Unis dans les commandements militaires intégrés.

- IX - (12 AV 89)

(Plage 1) Personnalité des généraux Ely et Valluy ; (pl. 2) la perception du désengagement progressif de la France des commandements intégrés de l'O.T.A.N., l'émergence du dossier de l'arme atomique, les contradictions et les limites d'une armée nouvelle moderne ; (pl. 3) bilans et conclusions des trois années passées aux États-Unis.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 5 JUIN 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

Le service d'action psychologique de la défense nationale.— (Plage 4) Les raisons du choix de cette affectation en mars 1956 ; l'état de l'action psychologique en 1956, ses limites

découvertes dans le conflit algérien, le rôle de l'armée et l'action psychologique en Algérie, les super-puissances et la guerre d'Algérie, la théorie du général de Gaulle pour l'Algérie, le rôle des « intellectuels de gauche » ; (pl. 5) l'accueil du colonel Lachéroy, responsable du service, la structure du service ; les missions en tant qu'adjoint du colonel Lachéroy ; les rapports avec le ministre de la défense, M. Bourguès-Maunoury, les contacts avec les journalistes, action psychologique et dissuasion atomique.

- X - (12 AV 95)

L'école supérieure de guerre et le premier séjour en Algérie. – (Plage 1) L'importance de cette école dans une carrière militaire, les objectifs pédagogiques de cette école, les conséquences des événements de mai 1958 sur le déroulement de la scolarité : dissolution de la promotion en juin 1958 et envoi de l'ensemble des stagiaires en Algérie en renfort dans des bureaux d'action psychologique (5^e bureaux) ; (pl. 2) ne rejoint pas le 5^e bureau de la 19^e division d'infanterie à Sétif, mais devient chef du 3^e bureau du corps d'armée de Constantine du général Olié et du chef d'état-major, le colonel Saint-Hillier ; les missions à la tête du 3^e bureau : les opérations de surveillance sur le barrage tunisien ; l'arrivée du général Challe et la participation aux premières opérations du plan Challe ; (pl. 3) le retour à l'école de guerre en janvier 1959 pour terminer la deuxième année, les échanges d'expérience des stagiaires et le nouveau départ pour l'Algérie.

Le deuxième séjour en Algérie en qualité de chef d'état-major de la 13^e division d'infanterie. – (Plage 4) L'arrivée à Méchéria (Oranie) en août 1959 ; l'accueil et la personnalité du commandant de la division, le général Crépin ; le barrage sur la frontière marocaine ; (pl. 5) l'implantation F.L.N. dans le secteur Sud-Oranais

après les opérations du plan Challe ; (pl. 6) les missions autour du barrage ; le départ du général Crépin et son remplacement par le général Mirambeau flanqué de son adjoint opérationnel, Bigeard ; (pl. 7) l'attitude de la 13^e D.I. pendant la semaine des barricades : la volonté du général Mirambeau d'envoyer Bigeard comme porte-parole du commandant en chef auprès de la population d'Alger pour rétablir le contact, l'inquiétude et les soupçons du général Gambiez commandant le corps d'armée d'Oran face à un éventuel complot, la visite auprès d'un chef de corps soupçonné de comploter ; la relève du général Mirambeau et son remplacement par le général Ginestet, l'envoi en Afrique noire de Bigeard ; (pl. 8) le remplacement du général Challe par le général Crépin ; le retour à Paris en juin 1960 pour être affecté au service d'information du cabinet du ministre des armées.

Le service d'information et d'études du ministère des armées.— (pl. 9) La première mesure en tant que chef de ce service en juin 1960 : suppression de l'action psychologique et des 5^e bureaux par une note que ni le C.E.M.A., ni le C.E.M.A.T., ni le directeur de cabinet de Pierre Messmer n'ont voulu signer ; le voyage en Algérie avec le général de Gaulle à Aïn-Temouchent (Oranie), et le discours du général tenu aux officiers pendant cette tournée des popotes ; (pl. 10) les relations avec le ministre des armées, Pierre Messmer ; (pl. 11) la fin de l'action psychologique et des 5^e bureaux, le rôle des 5^e bureaux dans les événements d'Alger en janvier 1960 et avril 1961.

Le commandement de la 13^e D.B.L.E.— (Plage 12) L'arrivée à la 13^eD.B.L.E, l'état d'esprit de l'unité devant le problème algérien et l'incompréhension du discours du général de Gaulle.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 18 JUIN 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

- XI - (12 AV 96)

Le commandement de la 13^e D.B.L.E. – (Plage 1) La prise de contact avec la demi-brigade en mars 1961 ; les missions de la demi-brigade dans les Aurès depuis février 1961 : les opérations Dordogne, Isère et les limites du plan Challe ; l'organisation interne de la 13^e D.B.L.E. ; (pl. 2) les premiers indices des événements du mois d'avril 1961 : les comportements des généraux Ducournau, Gouraud (commandant du corps d'armée de Constantine) et Gambiez en visite au P.C. du régiment, le départ en permission de Ducournau la veille du putsch ; (pl. 3) l'arrivée à Bougie la veille du déclenchement du putsch, réaction et premières mesures de chef de corps devant l'annonce du putsch : entretien téléphonique avec le général Challe le 22 avril, l'échauffement des officiers supérieurs, la demande de partir en mission sur le barrage tunisien pour éloigner d'Alger son unité alors au repos ; refuse de marcher sur Alger, les hésitations puis l'accord du corps d'armée de Constantine, l'annonce du départ sur le barrage à Souk-Ahras le jour de l'échec du putsch ; (pl. 4) les lendemains du putsch : les raisons du maintien de la cohésion au sein de la 13^e D.B.L.E., la réorganisation des unités dans trois brigades, retour sur l'attitude du général Gouraud, les raisons de l'échec du putsch ; (pl. 5) l'envoi du régiment à Souk-Ahras, l'action de la 13^e D.B.L.E. en renfort de protection à Constantine lors d'une manifestation montée par le F.L.N. et interdite par le préfet ; (pl. 6) les opérations sur le barrage tunisien.

- XII - (12 AV 97)

(Plage 1) L'action et les missions de la demi-brigade dans le secteur dit du bec de canard, l'état d'esprit des officiers supérieurs, l'attitude du colonel Brothier et du commandant en second du 1^{er} régiment étranger et ses conséquences dans le déroulement du putsch d'avril 1961 ; (pl. 2) la fin du commandement de la 13^e D.B.L.E. en juillet

1961 et les raisons du départ pour le 1^{er} régiment étranger.

Le commandement du 1^{er} régiment étranger, de Sidi-Bel-Abbès à Aubagne. – (Plage 3) La situation et l'avenir de la légion étrangère en juillet 1961, l'accueil du chef de corps, les premiers contacts avec les cadres du régiment restés en place et l'organisation de la maison mère de Sidi-Bel-Abbès ; (pl. 4) premières mesures et principaux dossiers de juillet 1961 à mars 1962 : l'administration, l'instruction des légionnaires et les problèmes posés par l'O.A.S. dans le secteur de Sidi-Bel-Abbès ; (pl. 5) l'action et la pression de l'O.A.S. sur la légion, sur le chef de corps et sur son épouse ; les divers projets et complots O.A.S. dont celui d'attaque aérienne du quartier Viénot ; (pl. 6) l'annonce du départ d'Algérie de la légion étrangère en juin 1962 et les raisons du choix d'une implantation dans le Sud de la France : les contacts avec l'inspection de la légion (général Lefort) et le ministre des armées, l'essaimage des régiments de légion à travers le monde et le choix d'Aubagne pour y installer la maison mère et le 1^{er} R.E.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 23 JUIN 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

- XIII- (12 AV 99)

(Plage 1) La visite de la future caserne à Aubagne, le choix de la Corse pour accueillir la partie instruction de la légion ; (pl. 2) le sort des Européens de Sidi-Bel-Abbès et l'action de l'O.A.S. dans le domaine du renseignement ; (pl. 3) l'arrivée de l'ordre de départ et le départ progressif : le démontage et le transfert du monument aux morts de Bel-Abbès, le défilé du F.L.N. devant le quartier Viénot, l'agitation des Européens, la poursuite du déménagement de plus de 5 000 hommes ; (pl. 4) le maintien et le renforcement des traditions du régiment à Aubagne : la création d'un musée du souvenir autour

des corps du général Rollet, du Prince Aage de Danemark et du légionnaire Zimmeman ; (pl. 5) le départ définitif de Sidi-Bel-Abbès et la cérémonie d'adieux du 24 octobre 1962, la destruction du fanion du capitaine Borelli ; (pl. 6) le changement de structures et de missions du 1^{er} régiment étranger installé à Aubagne ; l'installation difficile pendant l'hiver 1962 au camp de la Demande, l'accueil de la population d'Aubagne ; (pl. 7) la journée du 30 avril 1963, centenaire de Camerone et inauguration du monument aux morts ; la continuité de l'engagement à la légion et du recrutement à Aubagne ; la fin du commandement du régiment le 1^{er} août 1963.

L'état-major du commandement des forces alliées en Centre Europe.— (Plage 8) Les raisons de cette nouvelle affectation à Fontainebleau dans les structures de l'O.T.A.N. au poste de chef du bureau opérations de l'armée de terre, sous le commandement du général Crépin ; les grands débats du théâtre Centre-Europe entre 1963 et 1965 ; (pl. 9) les prémices du désengagement français des commandements intégrés de l'O.T.A.N., la réaction des alliés, la place de la France dans les structures atlantiques après 1966.

Attaché des forces armées auprès de l'ambassade de France à Bonn.— (Plage 10) Les circonstances de cette affectation au poste d'attaché militaire, l'intérêt d'un tel poste dans une Allemagne en plein essor, les principaux interlocuteurs de l'attaché militaire, le travail quotidien de l'attaché militaire : ses contacts avec le général Massu, commandant des forces françaises en Allemagne et avec les autorités militaires soviétiques.

Le commandement de la 3^e division blindée à Fribourg en juillet 1968.— (Plage 11) L'arrivée à la division à la succession du général de Corta ; composition de la division ; l'instruction au sein des trois brigades mécanisées de la division qui perçoivent les nouveaux chars A.M.X. 30 ; les problèmes avec les alliés nés du désengagement

français de l'O.T.A.N.

- **XIV**- (12 AV 100)

(Plage 1) L'emploi en réserve opérationnelle de la 3^e D.B. au sein du 2^e C.A., le jumelage avec des unités allemandes et américaines ; les contacts avec les autres divisions stationnées à Trêves et à Landau, avec le général Hublot commandant la 1^{re} armée, l'indépendance du commandement du corps de bataille français, les contacts avec la population locale ; (pl. 2) les manoeuvres de la division liées à l'emploi éventuel de l'arme nucléaire ; (pl. 3) enseignements et expériences retenus lors de cette période de commandement, regards sur la modernisation de l'armée, sentiments sur le départ du général de Gaulle.

Les postes d'inspection.— (Plage 4) Les circonstances de sa nomination, par le C.E.M.A.T., au poste d'inspecteur de l'infanterie au cours de l'année 1970 ; (pl. 5) missions principales et travaux quotidiens de l'inspecteur de l'infanterie, dépendant directement du C.E.M.A.T. et non plus du ministre des armées, les grands dossiers de l'infanterie au cours de ces années 1970 ; (pl. 6) succède au général Simon au poste d'inspecteur général de l'armée de terre en 1973, dépendant directement du ministre des armées ; missions et rôle de l'I.G.A.T. ; les personnalités des ministres Robert Galley, Jacques Soufflet et Yvon Bourges, le passage en 2^e section en 1976.

Regards sur 41 années de carrière militaire.— (plage 7) Considérations sur les personnalités des généraux Brosset, commandant de la 1^{re} D.F.L., de Lattre, Crépin, sur ses commandements effectués à la tête de grandes unités et sur ses liens privilégiés avec la légion étrangère.

3 K 14 . – CAPITAINE MAURICE STEISS

BIOGRAPHIE

Né le 22 février 1919 à Avallon (Yonne).

Formation.– Pupille de la nation. Engagé par avancement d'appel au 4^e régiment d'infanterie à Auxerre, le 5 avril 1939.

Les débuts de la guerre.– Sergent le 1^{er} avril 1940, est fait prisonnier le 29 mai 1940. S'évade d'Allemagne le 2 mars 1942.

La résistance.– Rejoint le maquis de l'Ain le 6 juin 1942. En juillet 1942, Maurice Steiss entre au groupe « Pioda » où il est chargé de la propagande dans l'Ain. Chef du secteur Cristal 5 début 1943. De juillet à septembre 1943, recrute des résistants parmi les réfractaires au service du travail obligatoire. En septembre 1943, est nommé chef de secteur de l'Armée secrète de Nantua. Participe à des opérations militaires à Trébillet le 12 juillet 1944 et à Cret-Mathieu le 21 juillet 1944. Puis, prend part à la libération de son secteur du 2 au 27 août 1944.

Après la Libération – Engagé volontaire le 1^{er} octobre 1944, il rejoint le 3/99^e régiment d'infanterie alpine le 1^{er} décembre 1944. Lieutenant le 1^{er} août 1944, sous-lieutenant de réserve le 1^{er} juin 1945, est affecté au 159^e régiment d'infanterie alpine stationné en Autriche occupée le 14 avril 1946. Rejoint la vie civile le 2 juillet 1946.

Capitaine honoraire en 1963.

COMMUNICATION : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 6 AOUT 1997 AU S.H.A.T

- I - (12 AV 112)

La Deuxième Guerre mondiale. – (Plage. 1) Affectation au 4^e régiment d'infanterie d'Auxerre, traversée de la ligne Maginot, autobus militaires attaqués par les Allemands, retraite lamentable ; peur de la cinquième colonne, exode des civils, infériorité de l'armée française, supériorité de l'aviation allemande ; chars allemands momentanément stoppés par les canons et les grenades françaises à Jembloux, armée anglaise se replie en détruisant les ponts, réticence à embarquer des Français avec eux ; général Juin capitule, défilé humiliant des prisonniers français devant les généraux allemands.

La captivité en Allemagne. – (pl. 2) Désespoir des soldats français arrêtés, ils sont loués à des paysans allemands ; son patron est un ancien de Verdun, captivité en Allemagne dans de bonnes conditions, intimité et excellents rapports avec les civils allemands, les catholiques allemands semblent hostiles à Hitler, adhésion au nazisme par peur, par opportunisme ou par conformisme ; Allemands hostiles à l'envoi de leurs enfants sur le front, contraste avec le fanatisme des jeunes totalement conditionnés : les *Hitlerjugend*, les enfants dénoncent leurs parents.

L'évasion. – (pl. 3) Évasion lors d'une fête, rencontre avec un garde-frontière, arrestation et retour au camp ; jugement devant un tribunal, 21 jours de cachot, sévices et humiliations infligés par les Kapos allemands ; (pl. 4) deuxième tentative d'évasion impliquant 27

prisonniers, capture des évadés quelques minutes après la fuite, envoi dans un autre camp ; présence d'autres nationalités dans le camp : Polonais, Belges ; excellents rapports avec les Polonais malgré l'abandon de la Pologne par la France ; traitement particulièrement dur des Allemands envers les prisonniers russes ; (pl. 5) nouvelle tentative d'évasion à trois, un garde allemand est poignardé par l'un des prisonniers qui est repris puis fusillé ; regagne la France grâce à l'aide de nombreux civils hollandais.

- II - (12 AV 113)

(Plage 1) Retour dans sa famille, absence de papiers d'identité, sous-préfet lui promet des papiers ; retour sur l'incompétence du commandement durant l'offensive allemande.

L'action dans la Résistance. – (pl. 2) Les Allemands le recherchent toujours pour l'assassinat d'une sentinelle allemande, les fonctionnaires de Vichy le couvrent ; réputation de « dur » ; des résistants velléitaires le contactent ; un vrai chef de la résistance le contacte afin d'aider les réfractaires du service du travail obligatoire à rejoindre le maquis, il collecte argent, vivres et vêtements ; (pl. 3) unification de la résistance sous l'égide du général Delestraint au sein de l'Armée secrète ; Romans-Petit prend le contrôle des maquis de l'Ain ; les réfractaires au S.T.O. doivent passer par des camps de triage avant de rejoindre le maquis, le résistant communiste « Mystère » s'occupe de la sélection des jeunes maquisards ; tentative des nazis d'infiltrer le maquis, présence d'officiers au sein du maquis ; l'*Intelligence Service (IS)* les aide, les Anglais parachutent du plastic, des mitrailleuses et des grenades pour leurs opérations de sabotage, (pl. 4) les autorités de Vichy prennent peur, les gendarmes refusent de déloger le maquis avec lequel ils ont d'excellents rapports, la milice et les troupes

allemandes cherchent à les débusquer, adoption de la tactique de guérilla : attaque puis repli ; réseau d'informateurs pour les résistants parmi les facteurs, les gardes-champêtres, les gendarmes et les cheminots ; présence de bandits au sein de la résistance, en particulier d'anciens républicains espagnols qui pratiquent le racket et l'assassinat, la propagande de Vichy en profite pour présenter les résistants comme des voleurs et des gangsters ; (pl. 5) Romans-Petit décide d'organiser un grand défilé à Oyonnax lors du 11 novembre 1943, gendarmes les aident, 140 maquisards défilent encadrés par des officiers et des gendarmes, slogan : « Les vainqueurs de demain à ceux de 1914-1918 », émotion intense de la population, enthousiasme et joie des civils ; les Allemands arrivent trop tard ; retentissement international du défilé d'Oyonnax.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 7 AOUT 1997 AU S.H.A.T .

- III - (12 AV 114)

(Plage. 1) Attaque sur le Creusot, bombardements alliés frappent les civils, recours aux résistants pour faire sauter les usines et les transformateurs de l'usine ; Grande-Bretagne aide particulièrement le maquis de l'Ain car il est structuré, efficace, dirigé par des militaires ; terrain d'atterrissage pour les avions alliés, largage de matériel et de vivres en containers, aide des paysans qui prêtent leurs chariots ; (pl. 2) relations entre les réseaux, contact de Maurice Steiss avec les socialistes et les communistes, ces derniers veulent recevoir des armes mais refusent d'être placés sous le commandement de Romans-Petit : Steiss reprend les armes et les uniformes, mauvais rapports entre les F.T.P. et Romans-Petit ; les Anglais sont hostiles aux communistes français ; le général Delestraint condamne les attaques isolées d'Allemands car elles entraînent des représailles terribles contre les civils : incendies, exécutions d'otages, viols ; présence de soldats mongols dans

l'armée allemande, ce sont des prisonniers soviétiques retournés, ils se distinguent par leurs pillages ; des Russes blancs de l'armée Vlassov intégrés de force à l'armée allemande désertent et rejoignent la résistance ; après la guerre, les soldats russes sont renvoyés en U.R.S.S. ; (pl. 3) les résistants répugnent à engager le combat contre les groupes mobiles de réserve (G.M.R.), accords ponctuels entre les G.M.R. et les maquisards pour organiser de faux combats ; tensions entre les maquisards issus de l'armée et ceux venus du civil : les premiers s'étonnent du manque de discipline des seconds ; mépris des militaires pour la guérilla perçue comme peu noble et lâche ; (pl. 4) attaque d'une colonne allemande ; références théoriques de la guérilla française sont issues de l'expérience des braconniers et des gardes des eaux et forêts, ignorance totale des exploits de Tito et des partisans russes ; les paysans ravitaillent le maquis par le système des bons de réquisition à rembourser après la libération ; faux billets venus de Grande-Bretagne ; (pl. 5) les représailles des Allemands contre les civils ne font que souder la population à la résistance, danger d'héberger des résistants ; différence entre la *Gestapo* et la *Wehrmacht* ; échec des tentatives d'échange de prisonniers entre le maquis et la *Gestapo* ; (pl. 6) reddition de prisonniers allemands vers la fin de la guerre : cent soldats mongols exécutés par la résistance qui ne leur pardonne pas leurs exactions ; rôle des sédentaires ou pères tranquilles qui renseignent le maquis ; Suisse a une attitude ambiguë : elle accueille quelques résistants, mais les Suisses ont de très bons rapports avec l'Allemagne, double jeu des Suisses.

- IV - (12 AV 115)

(Plage. 1) Bataille de Trébillet, détail des opérations, description des armements, combats dans les tunnels, attaque allemande sur Nantua, chars détruits à la grenade, attaques et contre-attaques ; refus des Allemands de négocier, ils se servent de civils français comme

boucliers humains ; (pl. 2) les troupes allemandes sont disparates ; bataille de Cret-Mathieu ; pas de troupes américaines dans son secteur ; soldats allemands se réfugient en Suisse, intervention des Suisses qui interdisent qu'on tire sur leurs territoires ; (pl. 3) mépris envers les résistants de la dernière heure engagés en août 1945, les F.T.P. cherchent à contrôler les villes, pas de règlements de comptes dans son secteur, affaire des femmes tondues coupables de « collaboration horizontale », exécutions sommaires perpétrées par les F.T.P., destructions d'usines commises par les F.T.P., Steiss en est accusé à tort, il est disculpé par les gendarmes ; il est mal reçu par certains, car il n'est pas de Nantua, comités d'épuration composés de résistants tardifs ; (pl. 4) popularité de de Gaulle ; arrestation de Romans-Petit, on l'accuse de mener grand train, d'être trop lié à la Grande-Bretagne, de jouer les préfets ; les partis politiques de droite et de gauche ont peur qu'il leur fasse de la concurrence, échec de sa carrière politique ; (pl. 5) raisons et conséquences de l'arrestation de Romans-Petit ; sentiment d'inutilité de l'expérience acquise : guérilla rejetée par les écoles militaires aurait permis aux Français de comprendre les méthodes du Vietminh et du F.L.N., pourtant Romans-Petit fait des conférences et écrit des livres sur la guérilla.

3 K 15. – COLONEL PAUL PAILLOLE

BIOGRAPHIE

Né le 18 novembre 1905 à Rennes.

Formation.– Corniche au lycée Garibaldi (Marseille). Engagé volontaire pour 8 ans au titre de l'école spéciale militaire le 1^{er} octobre 1925. Promu sous-lieutenant le 1^{er} octobre 1927.

Services au rang d'officier.– Affecté au 17^e R.T.A. en octobre 1927 puis au 21^e R.T.A. le 1^{er} janvier 1929. Admis à l'école des officiers de gendarmerie de Versailles le 7 octobre 1930. Stagiaire au 7^e régiment de chasseurs le 1^{er} avril 1931. Affecté à la 3^e G.R.M. comme lieutenant de gendarmerie le 25 juin 1931. Affecté à l'administration centrale de la guerre le 1^{er} décembre 1935. Affecté au 5^e bureau de l'E.M.A. le 3 octobre 1939.

Services au rang d'officier supérieur.– Affecté à l'état-major particulier de la Garde le 1^{er} juin 1942. Placé en congé d'armistice le 25 décembre 1942. Rejoint l'A.F.N. par l'Espagne. Affecté à l'état-major du commandant en chef le 3 janvier 1943. Directeur de la sécurité militaire (D.S.M.) le 25 avril 1943. Rejoint l'échelon de la Sécurité militaire à Paris le 26 août 1944. Démission le 20 novembre 1944. Mis en non-activité pour infirmité temporaire le 25 décembre 1945. Rayé de l'armée active sur sa demande et promu colonel le 30 septembre 1945.

OEUVRES

Paul Paillolle, *L'Homme des services secrets. Entretiens avec Alain-Gilles Minella*, Paris, Julliard, 1995.

Paul Paillole, *Services spéciaux (1935-1945)*, Paris, Robert Laffont.
 Paul Paillole, *Notre espion chez Hitler*, Paris, Robert Laffont, 1985.
 Participation au Larousse de la deuxième Guerre Mondiale.

ARCHIVES

Fonds privé, colonel Paul Paillole, S.H.A.T., cote 1K 545

ÉTAT DES SERVICES

01.10.1927	Sous-lieutenant.
01.10.1929	Lieutenant.
25.06.1936	Capitaine.
25.12.1941	Chef d'Escadron.
25.06.1945	Lieutenant-colonel.
30.09.1955	Colonel (r).

COMMUNICATION : RÉSERVÉE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 28 AOUT 1997 AU DOMICILE DU COLONEL.

-I- (12 AV 116)

La campagne de France. – (Plage 1) conditions du départ de Paris en juin 1940 : le désordre ; impréparation du repli ; les archives se trouvent à la Ferté-sous-Jouarre sous le contrôle du colonel Georges

Malraison ; affectation du colonel Schlessler dans une unité blindée au début de la campagne ; l'ensemble des activités de contre-espionnage (C.E.) incombe désormais au capitaine Paillole ; départ vers le sud : visions de l'exode ; jonction avec le colonel Rivet à la Charité-sur-Loire ; perte du contact avec les informateurs ; conservation d'un lien radio avec les Anglais pendant toute la guerre grâce au capitaine Arnaud ; un des anciens du service, Gasser, travaille auprès du général Weygand.

Conceptions du contre-espionnage.— (pl. 2) Les idées du colonel Schlessler et du capitaine Paillole ; le contre-espionnage défensif n'est pas la tâche prioritaire du service de contre-espionnage ; importance fondamentale du contre-espionnage offensif ; difficulté du travail de pénétration.

La défaite.— (pl. 3) Les services convaincus de la défaite grâce à Gasser dès le 11 ou 12 juin ; rétablissement des liaisons avec certains bureaux de centralisation des renseignements (B.C.R.) ; évacuation des archives et du personnel au camp de La Courtine, puis vers les caves de Roquefort ; le colonel Rivet envoie le commandant Navarre à Bordeaux, qui y apprend que le gouvernement va demander un armistice ; arrivée des services à Bazas : réactions à la démarche du général de Gaulle le 18 juin ; repli au séminaire de Bon-Encontre ; prestation de serment devant le monument aux morts : décision de poursuivre clandestinement le combat.

Organisation des services dans la clandestinité.— (pl. 4) Le commandant Navarre réfléchit à une organisation clandestine pour le service de renseignement (S.R.) ; le commandant d'Alès rejoint les services de contre-espionnage ; le capitaine Paillole réfléchit à une organisation clandestine pour le C.E. ; mise en place de la couverture des « Travaux ruraux » (T.R.) ; installation du colonel Malraison

avec les services administratifs au château de Brax ; destruction d'une partie des archives ; maintien de contacts sous diverses formes avec les réservistes qui sont rendus à la vie civile ; difficultés de la réorganisation du S.R. ; personnalité du colonel Schlessler : rôle majeur et durable dans l'organisation des structures de défense ; différence d'état d'esprit au S.R. entre le personnel du service central et celui des postes ; rôle de la personnalité de Navarre ; le service de contre espionnage plus rapidement efficace que le S.R. ; personnalité du lieutenant-colonel Perruche ; situation du contre espionnage clandestin vis-à-vis du gouvernement de Vichy ; le capitaine Paillole décide un cloisonnement absolu entre le S.R. et le contre espionnage.

-II- (12 AV 117)

(Plage 1) Effectifs du réseau T.R.; statuts des membres du réseau ; nature des ressources financières ; à la différence du S.R. le réseau T.R. ne connaît pas de difficultés financières ; genèse de l'idée des bureaux des menées antinationales (B.M.A.) : Rivet et l'exemple de la *Reichswehr* ; la commission d'armistice de Wiesbaden autorise les B.M.A. ; Rivet confie les B.M.A. au commandant d'Alès ; il obtient du contrôleur général des armées un décret, signé par Pétain, confiant des fonds aux B.M.A. d'où sont extraits les fonds des services clandestins.

L'organisation du réseau travaux ruraux (T.R.) à l'été 1940. – (pl. 2)
Réunit ses officiers à Bon-Encontre le 1^{er} juillet 1940 et signe la note de service créant les T.R. ; souhaite une organisation souple pour pouvoir renouer avec les agents de pénétration et seconder Kléber ; les postes T.R. sont installés à proximité des postes de Kléber ; état détaillé du dispositif : localisation et responsables des cinq postes T.R. ; envoi du capitaine Doudot, avec les archives de la campagne de France et celles de l'immédiat avant-guerre, à

Alger ; le réseau T.R. est le seul service d'État à disposer d'archives concernant la sécurité ; organisation et objectifs de l'*Abwehr* en France.

Information et liaisons.— (pl. 3) Difficulté de recruter des informateurs ; la couverture des T.R. n'est efficace que jusqu'à la fin de 1941 ; déficience des transmissions en France ; organisation par le poste de Toulouse de filières d'évasions et d'acheminement des courriers ; utilisation des pays neutres ; importance des réseaux dépendant du poste du capitaine Pourchot de Berne ; le S.R. fait du renseignement dès l'entre-deux-guerres dans le domaine industriel et économique ; les destinataires des renseignements : le lieutenant-colonel Baril et les Alliés ; nature des rapports avec les attachés militaires américains à Vichy ; utilisation des valises diplomatiques ; importance de la valise de Lisbonne ; les liaisons radios ne permettent de passer que des messages courts aux Alliés.

Les débuts du réseau des travaux ruraux (T.R.) : les projets stratégiques allemands.— (pl. 4) Rétablissement des contacts avec les agents de pénétration ; les agents de pénétration au sein de l'*Abwehr* informent les T.R. de l'abandon de *Seelöwe* : Hitler reporte alors ses efforts sur la Méditerranée ; le projet d'invasion de Gibraltar ; une équipe de l'*Abwehr* se rend en Espagne pour étudier l'opération ; mission confiée par Hitler à l'amiral Canaris pour négocier avec Franco ; négociation difficile ; les rapports entre Franco et l'amiral Canaris ; après l'échec des négociations, Hitler décide de préparer l'invasion en Russie ; informations transmises au fur et à mesure aux Alliés.

Les Bureaux des menées antinationales (B.M.A.).— (pl. 5) Mise en place des B.M.A. : missions et recrutement ; le rôle des B.M.A. est mal compris.

Michel Garder. – (pl. 6) Importance du poste de Paris.

-III- (12 AV 118)

(Plage 1) Carrière militaire de Michel Garder ; Gasser recommande Garder au capitaine Paillole ; le poste T.R 113 bis : Garder prend contact avec les milieux russes à Paris ; le manque de précautions perd Garder ; manque de formation d'officiers recrutés après 1940 ; arrestation ; déportation à Auschwitz ; responsabilité du colonel Paillole.

Les transmissions et le danger des décryptements. – (pl. 2)
L'efficacité du décryptement allemand ; nécessité parfois de transmettre les messages en clair, par la radio.

La lutte contre la pénétration de l'Abwehr en A.F.N. – (pl. 3) Doudot envoyé pour une mission de renforcement au Maroc ; nombreuses arrestations d'agents de l'Abwehr en A.F.N. ; surveillance des commissions d'armistice allemandes et italiennes ; le capitaine Breitel du poste de Rabat rencontre au Maroc espagnol en 1942 les colonels Eddy et Donovan de l'OSS ; envoi du capitaine Allemand au Maroc ; le commandant Niel et le capitaine Lacat du S.R. air en Tunisie organisent les liaisons clandestines avec Malte dès 1941 ; le capitaine Paillole prélève certains officiers de postes T.R. ou B.M.A. pour renforcer les postes d'A.F.N. ; le capitaine d'Hoffelize transféré du poste de Toulouse à Dakar, y forme le futur général Labadie ; volonté d'organisation de la sécurité militaire ; lieutenant-colonel Chrétien responsable de l'A.F.N. et lieutenant-colonel Labadie à Dakar ; situation en Indochine : domination du S.R. intercolonial.

L'Abwehr et la Légion étrangère. – (pl. 4) L'Abwehr cherche à recruter des agents de pénétration dans la Légion étrangère ; les

centres de « criblage » de la Légion à Marseille et à Sidi-bel-Abbès sont en relation avec les postes T.R.

L'armée, la sécurité et la surveillance du territoire.— (pl. 5)
L'utilisation de la loi de 1849 sur l'état de siège par les militaires en A.F.N. ; la responsabilité des militaires dans le domaine de la sécurité ; le commandant Paillole exige en 1943 d'avoir autorité sur la surveillance du territoire (S.T.) ; entretien en juillet 1940 avec le contrôleur général Castaing, chef de la S.T. ; le colonel Rivet obtient alors le maintien de la S.T. en zone libre et en A.F.N. ; Darlan y place le capitaine de vaisseau Rollin ; le commandant apprend en 1943 par le général Menzies que Rollin travaillait pour l'*Intelligence service* (IS) depuis 1935 ; en 1943, le commandant Paillole obtient le contrôle de la S.T., crée la sûreté aux armées et une école de police ; obtient les mutations qu'il souhaite et gère de façon autonome les fonds secrets ; ceux-ci sont alimentés en partie par l'argent fourni par l'Abwehr à leurs agents de pénétration.

Le recrutement des membres du réseau « travaux ruraux ».— (pl. 6)
Nécessité en 1940 de recruter des officiers non-spécialistes du contre-espionnage ; le recrutement du capitaine Gatard pour le poste de Limoges ; arrestation et exécution ; les possibilités de recrutement en 1940 varient beaucoup selon les régions ; l'acheminement du courrier des postes en zone libre se fait par la gendarmerie grâce à M. Chasserat.

-IV- (12 AV 119)

(Plage 1) Les courriers vers l'A.F.N. sont acheminés par M. Viret ; le transfert de documents en Algérie.

Les liaisons avec l'Intelligence Service (IS).— (pl. 2) Les liaisons radios du capitaine Arnaud utilisées par Kléber et les T.R. ; présence

d'un officier anglais, le capitaine Garrow auprès des T.R. ; liaison radio propre des T.R. avec Alger et les Anglais ; échec des liaisons radios permanentes entre « Éole » et les postes T.R. ; possibilité d'utiliser le poste du commandant Bertrand ; celui-ci est chargé, avec des spécialistes Espagnols et Polonais, et en collaboration avec les Anglais, du décryptement d'Énigma ; éparpillement de l'équipe en novembre 1942 ; les Allemands ont sous-estimé la qualité du décryptement d'Énigma ; l'équipe française est expédiée en A.F.N. où un réseau d'écoutes est reconstitué ; perte des contacts avec le centre d'écoutes Énigma anglais à partir de ce moment-là ; infiltration de la troupe de Joséphine Baker par le capitaine Abtey ; François Mitterrand hébergé en 1943 par Abtey qui le fait convoyer à Londres.

Organisation du 2^e bureau en 1940. – (pl. 3) Partie clandestine et officielle ; le lieutenant-colonel Baril est le destinataire des renseignements recueillis par Kléber et T.R. : le capitaine Cazin d'Honnincthun organise les écoutes sur la Gestapo de Vichy.

Le poste S.R. de Lyon. – (pl.4) Mise en place à Lyon par le commandant Lombard d'une école de S.R. ; le capitaine Paillole y fait des conférences.

Le camouflage du matériel (C.D.M.). – (pl. 5) Le commandant Mollard vient demander la protection des services T.R. ; manque de pratique de la clandestinité au sein de ce réseau ; l'*Abwehr* II en connaissait bien l'organisation ; la résistance intéressée avant tout par les armes de poing ; le capitaine Bonnefous est chargé de prendre contact avec Aubrac pour prévoir des distributions d'armes ; installation du C.D.M. à Marseille ; aide apportée par T.R. au C.D.M.

Les groupes d'auto-défense (G.A.D.). – (pl. 6) Une réunion à Vichy

au printemps 1941 dans le bureau du colonel du Vigier décide de la création des groupes d'auto-défense (G.A.D.) ; le capitaine Jacques Lambert s'installe au poste de commandement de T.R. et organise le recrutement ; le colonel Schlessler apporte son aide ; arrestation des cadres de l'organisation à la fin de l'année 1941 ; protestation des Allemands et limogeage de (du) Vigier ; mise en sommeil des G.A.D., noyau de l'organisation de résistance de l'armée (O.R.A.).

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 2 SEPTEMBRE 1997 AU DOMICILE DU COLONEL.

-V- (12 AV 120)

Le camouflage du réseau « travaux ruraux ».— (Plage 1) Le ministère de l'Agriculture fournit des documents nécessaires à la couverture ; installation du poste de commandement dans une villa à Marseille ; les arrestations au sein du réseau à la fin de l'année 1941 fragilisent la couverture ; entrée dans la clandestinité complète en 1942 ; abandon de la villa Éole au printemps 1942 ; maintien de la dénomination de T.R.

Le choix de Marseille.— (pl. 2) Attaches personnelles du capitaine Paillole dans la ville de Marseille ; obtient la mutation du commissaire de police Osvold, spécialiste du contre-espionnage à la tête de la police marseillaise ; bons rapports avec les membres de la Sûreté ; la position de Marseille facilite les liaisons avec l'A.F.N. ; les archives sont transférées de Brax à Toulon ; Vichy interdit leur transfert en A.F.N. ; le capitaine de vaisseau Nomura accepte de les cacher à la prison maritime ; présence des frères Recordier à Marseille ; le professeur Maurice Recordier cache des membres du réseau T.R. dans son hôpital ; Marcel Recordier est un ami personnel d'Henri Frénay et le met en relation avec Jean Moulin en décembre 1941.

Le dispositif légal de répression de l'espionnage.— (pl. 3) Le capitaine Paillole cherche à faire accepter la notion de trahison au profit de l'ennemi par les autorités civiles et militaires dans les deux zones ; organisation de la justice militaire ; relations de la justice militaire avec les B.M.A. ; les rapports avec l'administration préfectorale sont plus complexes ; entretien en juillet 1940 avec le contrôleur Castaing qui est réservé ; l'intervention du colonel Rivet et du directeur de la sûreté nationale permettent le maintien de la S.T. en zone libre et en A.F.N. ; Darlan remplace Castaing par le capitaine de vaisseau Rollin ; relations de T.R. avec les différentes brigades de surveillance du territoire ; le maintien du régime de l'état de siège accorde toujours la primauté à l'autorité militaire en ce qui concerne le contre-espionnage ; Rollin fait signer un décret transférant cette responsabilité au ministère de l'intérieur ; à la fin de l'année 1941 Rollin convoque le capitaine Paillole.

-VI- (12 AV 121)

(Plage 1) Rollin demande au capitaine Paillole une plus grande discrétion ; Rollin se retire en Angleterre à partir de 1943 ; procédure policière et judiciaire dans les cas de contre-espionnage ; les rapports avec les commissaires de la S.T. restent bons ; les contacts entre T.R. et la S.T. n'existent pas officiellement ; seuls les B.M.A. sont autorisés officiellement à travailler avec la S.T. ; inexistence de relations entre T.R. et la police, sauf à Marseille ; la justice militaire détache auprès de T.R. le commandant Giboulot pour instruire les affaires ; obligation d'attirer les suspects en zone libre pour procéder aux arrestations ; le cas d'Henri Devillers en avril 1942 ; celui du britannique Cole ; les décisions des exécutions capitales doivent être signées par Pétain ; le procureur du tribunal de Riom était un ancien chef de poste à Lille ; Henry Corvisy, directeur des affaires criminelles et des grâces

appuie les demandes d'exécutions auprès du chef de l'État ; transfert des cas les plus délicats en A.F.N. où il y a une plus grande liberté d'action ; le cas de l'espion Silberstein, transféré en A.F.N., condamné à mort à Oran, relâché sous la pression allemande ; second procès en 1946 et acquittement.

Les sources de renseignement.— (pl. 2) La source MAD ; (pl. 3) destinée et disgrâce du colonel Lahousen à partir de 1943 ; (pl. 4) la source « Françoise » ; (pl. 5) la source K ; le colonel Paillole n'apprend qu'après la guerre la dénonciation de la source par René Bousquet aux Allemands ; valeur des informations recueillies ; rôle joué par Combaux ; importance et valeur des concours individuels pour le travail de contre-espionnage.

-VII- (12 AV 122)

(Plage 1) Organisation du mouvement « Combat » ; deux périodes dans l'organisation des mouvements de résistance avant et après 1942.

La coopération avec le S.R. air.— (pl. 2) Organisation du S.R. air avant la défaite ; des représentants du S.R. air sont présents dans les postes S.R. ; le S.R. air détache une équipe d'officiers dirigés par le capitaine Mayeur auprès du colonel Schlessler ; création de services spécifiques en matière de C.E. sur le modèle des B.C.R. ; après la défaite, Ronin en relation avec le lieutenant-colonel Alfred Heurtaux, est prêt à reprendre la lutte ; en zone occupée Ronin organise le S.R. air clandestin avec Heurtaux ; en zone libre, le général Bergeret appuie son action ; le capitaine Paillole recrute Sérot et l'envoie dans le poste de Limoges pour prendre la direction du T.R. aviation.

Lafont, successeur du commandant Paillole à la tête de T.R.— (pl. 3)

Formation du capitaine Roger Lafont, provenant d'un poste S.R., en matière de C.E. ; grande expérience dans le domaine de la recherche du renseignement.

Les groupes d'auto-défense (G.A.D).– (pl. 4) Recrutement du capitaine Lambert avant la guerre pour la protection des points sensibles ; puis installation à Marseille pour l'organisation des G.A.D. ; recrutement des lieutenants Jacques de Dionne et Pierre Hallard puis du commandant Pierre Lejeune et du capitaine Pierre du Passage ; recrutement d'André Poniowski ; Dionne et Allard prennent contact avec Martineau ; ils sont arrêtés à la fin de l'année 1941 ; mission des G.A.D. : préparation de groupes d'action destinés à seconder des troupes débarquées ; Rivet et du Vigier convoqués par Picquendar qui demande la mise en sommeil des G.A.D. ; Revers, chef d'état-major de Darlan, envisage en avril 1942 d'utiliser ce qui reste des G.A.D. pour l'O.R.A. ; envoi de Bonoteaux à Alger auprès de Giraud pour représenter l'O.R.A.

La résistance des militaires.– (pl. 5) Contact du capitaine Paillole avec le commandant Georges Loustaunau-Lacau ; création d'« Alliance » ; projets d'organisation clandestine dans l'armée d'Afrique ; dénonciation et arrestation de Beaufre et Loustaunau-Lacau ; Marie-Madeleine Méric ; l'action du colonel Groussard ; recrutement du lieutenant Warin pour le B.M.A de Marseille ; installation du colonel Groussard à Genève ; agents doubles et agents de pénétration.

La France libre.– (pl. 6) Le mouvement gaulliste n'a pas fait l'objet de recherches de la part des services ; premiers contacts de Rémy avec Martineau ; intervention de d'Alès et de Rivet pour la libération de Maurice Duclos.

-VIII- (12 AV 123)

(Plage 1) Imprudences et maladresses des agents anglais et gaullistes parfois arrêtés par les B.M.A. et la S.T. ; bavures ayant nourri des critiques à l'égard des B.M.A. ; (pl. 2) le travail de Charles Luizet avant la guerre à la section anglaise ; relations avec l'*Intelligence Service* ; envoyé comme attaché militaire adjoint à Tanger ; sous-préfet en Algérie après l'armistice ; travaille alors pour les gaullistes ; (pl. 3) Pierre Fourcaud ; (pl. 4) attitude vis-à-vis des réseaux gaullistes ; (pl. 5) à Gibraltar en décembre 1942, rencontre avec Fred Scamaroni et le général d'Astier ; à Londres entretien avec le général Menzies ; entrevue avec Passy : entente en vue d'une collaboration ; différence des missions entre les services et le B.C.R.A. ; la concurrence entre le B.C.R.A. et le *Special Operations Executive* (S.O.E.) : une question de souveraineté ; le commandant Paillole part en Algérie persuadé que la fusion aura lieu.

3 K 16. –HUBERT CLOIX

BIOGRAPHIE

Né le 16 mai 1924.
Études au lycée Rollin (Paris).
Ecole des hautes études commerciales (H.E.C.).

COMMUNICATION : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 15 AVRIL 1997 AU S.H.A.T.

- I - (12 AV 63)

Résister.– (Plage 1) Juin 1940 : exode vers Bordeaux ; arrivée à Corbigny (Nièvre) ; volonté de résister ; stockage des équipements militaires français dans un dépôt allemand ; (pl. 2) retour à Paris ; repérage des unités allemandes ; journée du 11 novembre 1940 ; (pl. 3) entre en février 1943 dans un mouvement de résistance, le mouvement de libération nationale (M.L.N.) : mission de recrutement pour la formation de maquis ; mission à Billy (Allier) ; cloisonnement à l'intérieur des réseaux ; entre dans le mouvement Vengeance par le biais du commandant Fromonot ; missions de renseignement sur les lieux de bombardement ; jeunesse des résistants ; esprit à H.E.C. ; apolitisme de Vengeance ; prestige du général de Gaulle ; (pl. 4) ordre de gagner le Morvan à la veille du débarquement ; missions de liaison.

Le Maquis Bernard.– (pl. 5) Juillet 1944 : montée au maquis Bernard ; accrochages antérieurs avec les allemands ; Georges-

André Guyot dit «Lieutenant André» et Louis Aubin dit «Bernard» ; autonomie des F.T.P. malgré les accords d'Ouroux ; formation de la compagnie «André» ; encadrement du maquis issu de Vengeance ; présence de S.A.S. au maquis ; composition du maquis ; difficultés de ravitaillement ; rapports entre le «Lieutenant André» et «Bernard» ; présence de l'état-major départemental F.F.I. ; conflit entre le colonel Roche et les chefs de maquis ; opérations des Britanniques ; le service chirurgical d'Alex Prochiantz ; alimentation par des parachutages ; présence d'une vingtaine d'officiers ; hostilités entre le colonel Roche et le colonel Bertrand, délégué C.O.M.A.C. ; image des officiers dans la population après 1940.

- II - (12 AV 64)

(Plage 1) Le sabotage dans l'armée en 1940 ; rapport avec les officiers dans les maquis ; l'O.R.A. dans le Morvan ; la politique au maquis ; discours du colonel Viat dit «Diagramme» envoyé de Londres ; soutien de la population au maquis ; intoxication des Allemands sur l'importance des maquis.

Les opérations. – (pl. 2) Attaque du maquis «Socrate» ; envoi d'une section en renfort ; attaque du maquis de Chaumard ; attaque du maquis Camille ; arrivée de nouveaux maquisards à partir de la mi-juillet 1944 ; formation d'un groupe antichar ; combat de Montigny-en-Morvan.

Bataille de Crux-la-Ville. – (pl. 3) Les maquis dans la région ; envoi de sections provenant de divers maquis en renfort à Crux-la-Ville ; position en arrière des lignes allemandes ; violence des combats ; importance des effectifs allemands et résistants engagés, action des F.T.P. sur les arrières allemands.

La descente sur les villages.– (pl. 4) Surveillance d'un dépôt de munitions ; ordre envoyé par Londres d'arrêter le maréchal Pétain sur le chemin de l'Allemagne ; la compagnie André monte une embuscade près de Saulieu ; opération décommandée par Londres ; arrestation de quelques membres de l'escorte ; attaque du convoi du chef de la *Komandantur* de Nantes ; écoute des Allemands par les P.T.T. ; neutralisation d'un pont.

Dissolution des maquis.– (pl. 5) Les maquis du Morvan ne sont pas intégrés dans la I^e armée ; formation avec les volontaires d'un bataillon de marche du Morvan qui n'est pas engagé ; certains maquisards rejoignent Orléans ; importance stratégique de la Nièvre ; implantation du réseau Vengeance ; (pl. 6) échec de la mission de conciliation du colonel Viat, mission « Isaac-Verveine » ; bilan des actions des maquis nivernais.

3K 17. – PREMIER MINISTRE PIERRE MESSMER

BIOGRAPHIE

Né le 20 mars 1916 à Vincennes (Val-de-Marne).

Études, formation.– Lycées Charlemagne, Louis-le-Grand, faculté de droit de Paris, école nationale de la France d’Outre-mer. Docteur en droit, diplômé de l’école nationale des langues orientales vivantes.

Carrière. – Élève-administrateur des colonies (1938), rejoint les Forces françaises libres (1940), participation aux campagnes d’Afrique (Bir-Hakeim), de France et d’Allemagne ; parachuté au Tonkin, fait prisonnier par le Vietminh (1945), s’évade. Secrétaire général du comité interministériel de l’Indochine (1946), directeur de cabinet d’Émile Bollaert (haut-commissaire en Indochine, 1947-1948), administrateur en chef de la France d’outre-mer (1950), gouverneur de Mauritanie (1952), gouverneur de la Côte d’Ivoire (1954-1956), directeur de cabinet de Gaston Defferre (ministre de la France d’outre-mer, janvier-avril 1956), haut-commissaire de la république au Cameroun (1956-1958), haut-commissaire en Afrique équatoriale française (1958), en Afrique-occidentale française (1958-1959).

Les hautes responsabilités ministérielles et politiques.– Ministre des armées (1960-1969), député U.D.R. de la Moselle à plusieurs reprises, ministre d’État chargé des départements et territoire d’outre-mer (1971-1972), Premier ministre (1972-1974), maire de Sarrebourg (1971-1989), président du conseil régional de Lorraine, président du groupe R.P.R. à l’Assemblée nationale (1986-1988), membre de l’Institut (académie des sciences morales et politiques).

OEUVRES

Le régime administratif des emprunts coloniaux, Paris, Librairie juridique et administrative, 1939.

Le service militaire, Paris, Balland, 1977.

Les écrits militaires de Charles de Gaulle - essai d'analyse thématique, Paris, P.U.F, 1985.

Après tant de batailles..., Paris, Albin Michel, 1992.

ARCHIVES.

Fonds privé Pierre Messmer, S.H.A.T. 1K 744

COMMUNICATION : RÉSERVÉE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 15 AVRIL 1997 DANS LES BUREAUX PARISIENS DU PREMIER MINISTRE.

- I - (12 AV 65)

Nomination au ministère des armées : pouvoirs et missions.—

(Plage 1) Ses pouvoirs réels et missions données par le général de Gaulle : principe intangible du respect des textes constitutionnels et partage des responsabilités avec le premier ministre ; les domaines d'intervention privilégiés du président de la République demeurent les questions stratégiques et nucléaires ; conserve en revanche une grande liberté d'action dans son propre domaine, exemples : choix d'un nouveau C.E.M.A.T., ou composition des listes d'aptitude au grade d'officier général ; (pl. 2) ses compétences s'agissant des questions de matériel, exemple : lancement de la fusée diamant en

1965 pendant la campagne électorale ; (pl. 3) répartition des domaines d'intervention entre le premier ministre, chargé de la défense nationale, et le ministre des armées, chargé de la direction des forces : le général de Gaulle interprète d'une façon exigeante son titre de chef des armées ; tentative avortée de pré-conseils réunis par les premiers ministres avant les conseils de défense ; (pl. 4) ses responsabilités dans la question algérienne et ses relations avec le premier ministre et le commandant en chef en Algérie : les décisions politiques restent toujours du fait du général de Gaulle et les questions opérationnelles relèvent des commandants en chef ; pouvoirs limités du premier ministre dans le domaine militaire, exemple : P.Messmer est choisi sans l'avis de M. Debré dont il fera arrêter l'ancien chef d'état-major particulier, major général de l'armée de l'air.

La réorganisation du ministère et les relations avec les grands états-majors.— (pl. 5) Évaluation de la situation lors de son arrivée à l'hôtel de Brienne : les deux priorités sont l'Algérie et la réorganisation du ministère ; son projet majeur est donc de réaliser l'unité du ministère divisé en trois délégations ministérielles : supprime, en conséquence, ces délégués ministériels, sauf le délégué à l'armement, refuse d'avoir un secrétaire d'État, et étend cette réforme à l'ensemble des structures et des corps ; (pl. 6) ses rapports avec l'E.M.G.D.N., les conséquences de la transformation en S.G.D.N., et avec l'E.M.A. ; les relations entre cet E.M.A., confié au général Ailleret et les trois chefs d'état-major ; la création du centre de prospectives et d'évaluation (actuelle direction de la stratégie) et ses liens avec le C.E.M.A.

La question algérienne et la crise morale de l'armée.— (pl. 7) Analyse des rapports entre pouvoir civil et pouvoir militaire dans l'affaire algérienne : leçons tirées de l'Indochine et du Cameroun ; sa responsabilité directe pour tout ce qui touchait le moral du personnel

militaire ; n'assume en revanche jamais la responsabilité du commandement militaire, sauf après le putsch des généraux : prend ainsi la décision de dissolution de certains régiments ; (pl. 8) les raisons de cette crise morale, le rôle joué par les 5^e bureau et les services d'action psychologique : politisation excessive et erreur d'analyse de ces bureaux qui sous-estiment l'importance du fait national ; en conséquence il les supprime dès mars 1960 : succès limité des mutations de personnel.

- II - (12 AV 66)

La gestion de la crise après le putsch. – (Plage 1) Mise en sommeil puis suppression, après le putsch des généraux, de la commission interministérielle d'action psychologique et du service d'action psychologique du colonel Lacheroy ; sa volonté de restaurer le pouvoir civil en Algérie ; dissolution des unités territoriales ; (pl. 2) son rôle au sein du comité des affaires algériennes : sentiment très précoce qu'il fallait aller vers l'indépendance ; mutations d'officiers peu efficaces, ne peuvent empêcher le putsch ; réorientation difficile de l'action menée par la sécurité militaire, action auparavant trop orientée sur la chasse aux communistes et muette sur le moral des militaires en Algérie ; (pl. 3) crise du moral forte et généralisée ; retour, après le putsch, à une discipline morose dans les armées ; les foyers les plus hostiles sont les unités professionnelles (légion étrangère), et la réserve générale (régiments parachutistes) : raisons pour lesquelles ces unités sont les plus touchées ; (pl. 4) son opinion sur des personnalités civiles et militaires et leur influence sur les événements d'Algérie : Bidault, Soustelle, Challe, Salan, Zeller et Jouhaud ; (pl. 5) sa conception d'ensemble de la répression après le putsch ; dégageant des cadres ; rôle important du colonel de Corta ; bilan *a posteriori* de son action dont le rattachement des directions du personnel militaire au ministre lui-même ; (pl. 6) l'après-putsch, et les nouveaux vecteurs

de la crise morale, notamment chez les jeunes officiers ; (pl. 7) organisation du travail de la sécurité militaire avec la D.S.T. et la police, M. Fabre, contrôleur général de la sûreté nationale, conseiller technique du chef de la S.M. ; (pl. 8) ses rapports avec Louis Joxe, ministre des affaires algériennes, concernant notamment la question des harkis ; règlement du problème des unités auxiliaires de musulmans : possibilité ouverte pour trouver les moyens légaux de leur rapatriement, le rôle des forces locales de l'exécutif provisoire et décentralisation des autorisations de rapatriements collectifs ; (pl. 9) ses rapports avec Michel Debré et les membres de son cabinet : arrestation du général Petit ; fausses déclarations dans les procès de l'après-putsch ; (pl. 10) n'est pas associé mais juste tenu informé des négociations menées avec les chefs de la Wilaya IV ; sa volonté de réformer l'armée n'est pas liée uniquement aux conséquences de la guerre d'Algérie.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 24 MAI 1997 DANS LES BUREAUX PARISIENS DU PREMIER MINISTRE.

- III - (12AV 90)

Organisation du cabinet ministériel et des administrations centrales. – (Plage 1) Les hommes et les principes : beaucoup d'hommes de l'administration coloniale le suivent, y compris dans son cabinet militaire ; cabinet restreint avec des hommes de confiance ; rôle du centre d'étude et d'évaluation ; (pl. 2) multiplication des structures horizontales au sein du ministère : résistance des trois armées surtout pour des considérations culturelles, exemples : les services contentieux et le service de santé ; (pl. 3) problèmes posés par la répartition des charges budgétaires entre les différentes armées et les charges imputables à la section commune : réforme de cette structure.

Réforme des états-majors. – (pl. 4) Création d'un état-major inter-armées moins puissant que l'état-major des armées de 1959 : conséquences de la guerre d'Algérie et de la participation de la France aux commandements militaires intégrés de l'O.T.A.N. ; en conséquence le rôle de C.E.M.A. et d'un E.M.A. ne devient important qu'à partir de 1966 en rapport étroit avec les missions des armées et la politique étrangère de la France ; (pl. 5) principe de la réforme du comité des chefs d'état-major, rôle principal : plans et budgets.

Les lois de programme militaire et la D.O.T. – (pl. 6) Les conséquences sur l'armée de terre de la première loi de programme militaire ; retrait de l'O.T.A.N. et création du nucléaire tactique pour remplacer les armes nucléaires américaines ; rééquilibrage des programmes d'armement en faveur de l'armée de terre ; (pl. 7) principes de la défense opérationnelle du territoire (D.O.T.) : analyse de la menace et choix des moyens pour y répondre ; création des régiments-commandos par le général Le Puloch ; nature de l'opposition de certains à la D.O.T. ; (pl. 8) rôle du ministre des armées et des conseils supérieurs de chaque armée dans la nomination des officiers généraux ; (pl. 9) réforme de juillet 1962 : réorganisation des états-majors ; janvier 1963 : réforme au sein de l'E.M.A., notamment réduction du nombre des sous-chefs d'état-major.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 1^{ER} JUILLET 1997 DANS LES BUREAUX PARISIENS DU PREMIER MINISTRE.

- IV - (12AV 108)

La société militaire : nécessité de réformer les corps. (Plage 1)
Logique des réformes entreprises : construction d'un ministère des armées à la place de trois ministères d'arme, donc nécessité de

réformer les corps comme le contrôle, le service de santé et les corps de l'armement ; (pl. 2) réforme facile des corps de contrôle, création du contrôle général des armées ; (pl. 3) réforme des corps des médecins et des pharmaciens ; réforme, plus difficile, du corps des ingénieurs de l'armement ; réformes grandement facilitées par les avantages accordés par le ministère des finances qui accepte la création de statuts uniques plus avantageux, exemple : corps unique du service de santé ; réforme plus mal acceptée dans les corps de troupe ; (pl. 4) fusion des corps d'ingénieurs la plus difficile mais aussi la plus nécessaire avec, cependant, maintien de la D.M.A. ; (pl. 5) réforme du corps du personnel ouvrier des armées et de certains établissements « folkloriques » ; opposition des syndicats au changement de statut des ouvriers d'état, dont celui, très avantageux, des arsenaux ; (pl. 6) l'expertise préalable à la fois difficile et nécessaire doit tenir compte de la protection du secteur public par rapport au secteur privé et de l'incapacité d'une institution à se réformer elle-même.

Les conséquences directes de la fin de la guerre d'Algérie : format de l'armée et armement. – (pl. 7) Changement de format de l'armée de terre et réorganisation du corps de bataille en 1962 ; cependant la guerre froide impose de maintenir encore des effectifs relativement importants ; la mise en place de la D.O.T. nécessite aussi le maintien d'effectifs importants ; (pl. 8) conséquences de la première loi de programme militaire pour l'armée de terre privilégiant le système d'armes nucléaires et les mesures prises afin de maintenir un certain équilibre ; notamment équilibre entre le titre III (effectifs, fonctionnement) et le titre V (armement) du budget ; problème particulier posé en France par les réserves qui ne peuvent pas bénéficier du matériel le plus moderne ; influence des problèmes du coût des armements sur le format des armées et l'emploi des réserves.

-V- (12AV 108)

(Plage 1) La loi de dégagement des cadres après la fin de la guerre d'Algérie, sa préparation, ses limites, exemple : impossibilité de recourir au simple volontariat, la loi est donc forcément autoritaire ; plan d'accompagnement généreux, mais difficultés d'ordre psychologique liées aussi au contexte politique, affaire algérienne ; (pl. 2) principes de la deuxième loi de programme militaire : programmation plus large que la première, elle concerne tous les programmes majeurs d'armement ; participation importante des états-majors pour sa préparation ; transformation du climat dans lequel la loi est présentée : nature des oppositions et climat politique différents ; projet équilibré vis-à-vis du commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.).

Réforme de la société militaire. – (pl. 3) Légalisation de l'objection de conscience, refonte du code de justice militaire et du règlement de discipline générale ; ce règlement de discipline générale, source de l'éthique militaire, est très important ; méthode de travail et philosophie du nouveau projet : suppression du principe d'obéissance passive et réglementation du refus d'obéissance ; (pl. 4) réforme du code de justice militaire prise en charge par le directeur de la justice militaire dans le même esprit ; (pl. 5) création du service national en 1965, avec création du service d'aide et de coopération, du service militaire adapté et réduction de la durée du service actif : réaction des militaires.

3K 18. – COLONEL CHARLES LACHEROY

BIOGRAPHIE

Né le 22 août 1906 à Châlons-sur-Saône.

Formation.– Prytanée militaire de la Flèche. Engagé volontaire pour huit ans au titre de l'école spéciale militaire le 1er octobre 1925.

Services au rang d'officier.– Affecté au 22^e régiment d'infanterie coloniale le 1^{er} octobre 1927. Désigné pour l'A.O.F. le 28 août 1928, débarqué à Grand-Bassam et passe au 6^e bataillon de tirailleurs sénégalais le 11 septembre 1928. Débarqué à Marseille le 18 avril 1930 et passé au 12^e régiment de tirailleurs sénégalais. Embarqué à Marseille pour le Levant le 28 janvier 1931. Débarqué à Beyrouth le 6 février 1931 et passe au 17^e régiment de tirailleurs sénégalais. Affecté au 2^e bataillon Alaouite des troupes spéciales du Levant le 1^{er} août 1931 puis à la 3^e compagnie méhariste le 26 mars 1932. Débarque à Marseille le 20 juillet 1935 et affecté au 1^{er} régiment d'infanterie coloniale le 2 décembre 1935. Désigné pour le Maroc, débarque à Casablanca et affecté au 6^e régiment de tirailleurs sénégalais le 4 juin 1937. Passe au régiment d'infanterie coloniale du Maroc le 16 novembre 1940. Affecté au centre de transition n° 1 à Fréjus le 15 mars 1941 puis au 43^e régiment d'infanterie coloniale le 17 juillet 1941. Affecté à l'état-major de Dakar le 15 juin 1942.

Services au rang d'officier supérieur.– Affecté à l'état-major du 2^e corps d'armée le 27 novembre 1943. Affecté à la 9^e division d'infanterie coloniale puis passe au 81^e régiment d'infanterie. Affecté à l'état-major particulier de l'infanterie coloniale le 1^{er} août

1945. Prend le commandement du bataillon autonome de la Côte d'Ivoire le 20 novembre 1946. Affecté à la section d'études et d'information des troupes coloniales le 1^{er} janvier 1950. Débarque à Saïgon le 28 février 1951. Affecté au centre d'études africaines et asiatiques le 4 septembre 1953 puis au service d'action psychologique et d'information du ministère de la défense nationale et des forces armées, le 28 mai 1956. En mission à la présidence du conseil, secrétariat général permanent de la défense nationale, le 1^{er} décembre 1956. Nommé adjoint au général commandant la 7^e division mécanique rapide le 1^{er} février 1958. « Hors cadre » à la disposition du général d'armée délégué général du gouvernement à compter du 16 juin 1958. Mis à la disposition du général commandant l'école supérieure de guerre et l'école de guerre de Paris à compter du 1^{er} juin 1959.

OEUVRES

La Campagne d'Indochine ou une leçon de « guerre révolutionnaire », Paris, Centre d'études asiatiques et africaines, 1954.

« Scénario-type de guerre révolutionnaire », dans *Revue des forces terrestres*, octobre 1956, n° 6, pp. 25-29.

« Avertissement », dans *Revue militaire d'information*, février-mars 1957, n° 281, p. 7.

« La guerre révolutionnaire », dans *La Défense nationale*, Paris, PUF, 1958, pp. 307-330.

Témoignage, conférence prononcée en mai 1983 au congrès national A.S.S.D.N. de Paris, 19 p.

« La guerre subversive », communication au colloque : *L'action du Maréchal de Lattre en Indochine*, tenu à l'Ecole militaire en novembre 1989, 17 p.

ÉTAT DES SERVICES

01.10.1927	Sous-lieutenant.
01.10.1929	Lieutenant.
25.06.1935	Capitaine.
25.06.1943	Chef de bataillon.
10.10.1946	Lieutenant-colonel.
01.04.1952	Colonel.

COMMUNICATION : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 12 MAI 1997 AU S.H.A.T.

-I- (12AV 74)

Les années de formation.— (Plage 1) Choix de la carrière militaire : tradition familiale ; décès du lieutenant Lachéroy en 1916 à Verdun ; études au lycée de Moulins ; entrée au Prytanée militaire de la Flèche ; (pl. 2) reçu jeune ; difficulté des débuts à Saint-Cyr ; organisation des journées ; démarches auprès d'Henri de Kérillis pour le sauvetage d'un orphelinat ; bons rapports avec les instructeurs.

Découverte de l'Afrique et du Levant.— (pl. 3) Choix de l'infanterie

coloniale et affectation à Aix-en-Provence ; formation aux troupes coloniales ; souhait être méhariste ; (pl. 4) affecté à Grand-Bassam ; faible équipement de la colonie ; envoi en Haute-Volta ; travaux d'entretien et instruction des tirailleurs ; retour en métropole ; (pl. 5) envoi en Syrie ; affectation chez les méharistes auprès d'une tribu de nomades ; politique de la France au Levant ; la S.D.N. et la sédentarisation des nomades ; élaboration de cartes ; (pl. 6) mission de sauvetage dans le désert ; la politique anglaise et le bureau arabe ; l'action de Lawrence d'Arabie ; politique de Mustafa Kemal : le sandjak d'Alexandrette.

L'économie des colonies.— (pl. 7) Évolution de la rentabilité économique des colonies ; désintérêt progressif des colons.

-II- (12AV 75)

(Plage 1) État d'esprit des cadres envoyés aux colonies ; le cas belge.

L'évolution de l'Islam.— (pl. 2) L'Islam en A.F.N. ; l'Islam des confréries ; rôle du wahabisme ; Mohammed Abdou : une tentative de réforme avortée.

Séjour au Maroc.— (pl. 3) Retour en France : affectation au 1^{er} régiment d'infanterie coloniale à Paris ; envoi au Maroc ; début du conflit ; affectation à un groupe aérien d'observation ; missions de surveillance sous-marine ; achat d'avions américains, les Glenn-Martin ; lenteurs de l'approvisionnement et difficultés de l'armement ; bon équipement de l'aviation marocaine en 1940 ; professeur à l'école d'observateurs de Rabat.

Réactions à la défaite.— (pl. 4) La défaite sans le combat ; repli de 200 aviateurs polonais au Maroc souhaitant rejoindre Londres ; mise à disposition d'un bateau pour leur transfert ; le lieutenant-colonel

polonais autorise l'embarquement de quelques officiers français ; sanction : envoi au camp de Berrechid ; visite clandestine en septembre 1940 de deux de ses élèves de Rabat ayant rejoint la France libre : Guérin et Ter Sarkissof ; ralliement du Maroc au Maréchal Pétain : le passage de Weygand ; (pl. 5) arrestation de Ter Sarkissof puis du capitaine Lachéroy en décembre ; transfert à Clermont-Ferrand à l'initiative du colonel Groussard dans l'espoir d'un sort meilleur ; partage la cellule de Pierre Mendès-France ; évasion de Pierre Mendès-France ; intervention de Mendès-France lors du putsch de 1961 ; Claude Hettier de Boislambert.

Libération et retour en Afrique.— (pl. 6) Décision judiciaire de non-lieu et mise en situation de non-activité ; retour à Rabat ; réintégration des troupes coloniales : affectation en Tunisie puis en Mauritanie ; devient chef du 4^e bureau à Dakar sous les ordres de Salan ; conditions du ralliement de Dakar en 1942.

-III- (12AV 76)

(Plage 1) Proclamation et ralliement de l'A.O.F. à Darlan ; état d'esprit de la colonie : fidélité au maréchal Pétain ; (pl. 2) le général de Gaulle et les questions coloniales ; le colonel Groussard et le général de Gaulle à l'école de guerre.

Reprise de la guerre et préparation du débarquement en Provence.— (pl. 3) Traversée du Sahara pour rejoindre Oran ; attendu par le général Edgar de Larminat ; affecté au 4^e bureau d'un 2^e corps d'armée en constitution ; récupération du matériel allemand abandonné en Tunisie ; (pl. 4) mise en place de l'armée d'Italie ; Larminat rejoint le général Juin à l'état-major ; campagne d'Italie ; envoi à Alger auprès du général Alexander Patch pour y représenter le 2^e corps d'armée ; les conceptions américaines du travail d'état-major ; liaisons avec le général de Lattre ; la

préparation du débarquement en Provence ; de Lattre demande l'élaboration de plusieurs plans ; objectifs du général de Lattre ; projets de Churchill ; départ de Naples pour la Provence sur un navire américain ; débarquement à Beauvallon ; remplacement de Larminat par Monsabert.

La campagne de France.– (pl. 5) L'amalgame s'effectue dans de bonnes conditions pour les troupes combattantes ; affectation à la 9^e division d'infanterie coloniale (D.I.C.) ; conditions de la remontée du Rhône ; reddition des éléments allemands rapatriés du sud-ouest de la France ; amalgame et blanchiment à la 9^e D.I.C. ; la question des grades dans la résistance et l'armée d'armistice ; (pl. 6) opération d'intoxication sur le Rhin ; efficacité de l'amalgame ; entrée en Allemagne et descente vers le Sud ; réunion des chefs de corps et d'unité chez le général Valluy : ordre de progresser le plus loin possible ; arrêt lors de l'armistice à la frontière autrichienne ; (pl. 7) projets du général de Monsabert : atteindre la plaine d'Alsace.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 13 MAI 1997 AU S.H.A.T. DANS LES BUREAUX PARISIENS DU PREMIER MINISTRE.

-IV- (12AV 76 bis)

(Plage 1) Occupation en Allemagne ; (plage 2) Affectation au ministère des Colonies ; le rapatriement des indigènes dans leur pays ; difficulté de trouver des navires ; transfert des troupes malgaches.

Retour aux colonies : la Côte d'Ivoire.– (pl. 3) Affectation en Côte d'Ivoire : commandement du bataillon autonome de la Côte d'Ivoire ; organisation de tournées de compagnies dans des zones

reculées ; aide apportée aux anciens tirailleurs ; difficultés posées par l'élection d'Houphouët-Boigny comme député communiste qui se règlent lorsqu'il se rapproche de l'U.D.S.R. ; influence d'Houphouët-Boigny ; appui apporté au R.P.F. ; organisation militaire dans la colonie et en Haute-Volta ; situation politique calme ; importance du chef charismatique en Afrique ; considérations sur l'aspiration à l'indépendance ; répression des révoltes ; (pl. 4) retour de Côte d'Ivoire.

Retour d'Indochine.— (pl. 5) Convocation par le général Guillaume ; conférence devant l'état-major de l'armée ; mutation auprès de Bourguès-Maunoury pour diriger l'information et l'action psychologique.

Avant l'Indochine.— (pl. 6) Affectation au centre des hautes études musulmanes ; étude de l'Islam ; les rapports du christianisme et de l'Islam en Côte d'Ivoire.

Découverte de l'Indochine.— (pl. 7) Appelé par Allard ; apprentissage auprès de l'officier commandant le centre de la Conchinchine ; le général de Lattre lui confie le secteur de Bien Hoa.

Bien Hoa et Thu Duc : découverte de la guerre révolutionnaire.— (pl. 8) Qualité du lieutenant Imbert, chef du 2^e bureau ; effectifs du poste ; les minorités.

-V- (12AV 77)

(Plage 1) Interrogation sur la situation des insuccès précédents ; entretien avec le lieutenant Imbert ; découverte de l'emprise du Vietminh sur la population civile ; double hiérarchie

du Vietminh ; reconquête difficile de la nuit.

Le poste de Trang Boum : exploitation psychologique de la terreur.– (pl. 2) Qualité du poste en équipement et effectifs ; le massacre du poste ; interrogations sur les raisons ; pénétration du poste par le Vietminh ; exploitation psychologique du succès sur la garnison du poste de Tan Uyen ; découverte d'une « taupe » Vietminh ; exploitation psychologique des renseignements par le capitaine Suacot.

L'armée française face à la guerre nouvelle.– (pl. 3) Les généraux Chanson et Bondis acquis aux idées nouvelles ; élaboration d'une réflexion sur la guerre révolutionnaire ; les grands chefs militaires face à la guerre nouvelle ; guerre révolutionnaire au sud, classique au nord ; reçoit le commandement de la zone ; sensibilisation de ses subordonnés à la guerre révolutionnaire ; le cas des prisonniers Vietminh ; efficacité des nouvelles méthodes en Cochinchine.

La mise en place des structures d'action psychologique.– (pl. 4) Prend la direction du centre d'études africaines et asiatiques ; élaboration d'une réflexion à partir d'éléments pratiques et d'expériences vécues en Cochinchine ; la conférence de Nice sur « La guerre révolutionnaire » ; importance d'une conférence à l'I.H.E.D.N. ; (pl. 5) entretien avec Bourghès-Maunoury sur l'idée de création d'un cinquième bureau ; réticences du Haut conseil de la défense nationale ; réflexion sur le travail d'état-major ; importance de l'appui personnel de Bourghès-Maunoury ; succès de la conférence de juillet 1957 devant les officiers de réserve à la Sorbonne ; présence d'officiers généraux à cette conférence ; premières imprudences.

-VI- (12AV 78)

(Plage 1) *Message des forces armées*, le centre d'Arzew ; *Le Bled* et le commandant Caniot : imprudence en mai 1958 ; le ministre Guillaumat demande le rappel du colonel Lachéroy, protection du général Salan.

Le service d'action psychologique et d'information.— (pl. 2) Existence d'un poste de directeur de l'information au ministère de la défense ; relations avec la presse ; pas d'attributions psychologiques ; le colonel Lachéroy cumule par la suite les attributions de l'information avec celles de l'action psychologique ; la question des relations avec la presse devient de plus en plus importante ; embauche d'étudiants pour étudier la presse ; contrôle de la presse par des moyens légaux ; saisie des journaux aux termes de la loi de 1881 ; disparition de certains journaux ; la baisse du moral dans la population après le lancement du Soutnik ; conditions de l'élaboration d'une pensée de l'action psychologique ; pas de contribution directe dans l'élaboration du TTA 117 ; voyage à Fort Bragg : réflexions sur les moyens et les conceptions américains.

Action psychologique et information à Alger.— (pl. 3) Consignes données aux médias algériens.

Au ministère et à la présidence du conseil.— (pl. 4) Nécessité d'organes d'action psychologique à tous les échelons ; le colonel Jean Defrasne ; affectation supplémentaire à la présidence du conseil ; le contrôle du cinéma ; découverte du renseignement ouvert ; bonne entente avec Bourghès-Maunoury, André Morice ; mésentente avec Jacques Chaban-Delmas ; (pl. 5) souvenirs sur le capitaine de Gaulle en Syrie ; action en faveur du R.P.F. en Côte d'Ivoire remarquée ; entretien avec le général de Gaulle à Paris le 4 juin 1958.

-VII- (12AV 79)

(Plage 1) Mésentente avec Chaban-Delmas ; médiation de Jacques Foccart ; Chaban-Delmas laisse le choix de l'affectation ; mutation en Algérie comme adjoint du général Huet ; qualités de son successeur.

Affectation en Algérie. – (pl. 2) Arrivée à la 7^e division mécanique rapide ; Huet lui confie la responsabilité des régiments coloniaux et du secteur ; les commandements voisins ; fait la connaissance du colonel Antoine Argoud, commandant un sous-secteur voisin.

Le 13 mai. – (pl. 3) Apprend par les colons les rumeurs d'agitation à Alger ; prévient le général Huet qui dispose de la plus importante force près d'Alger ; rallie Huet à Massu ; sentiments vis-à-vis de Robert Lacoste ; orientation de la population ; se rend seul à Alger ; gestion de la crise par Massu qui s'en remet ensuite à Salan ; appelé par Salan qui lui confie la responsabilité de l'information et de l'action psychologique ; Lucien Neuwirth représentant de de Gaulle s'introduit dans le mouvement populaire et dans les comités de salut public ; le colonel Lachéroy entre dans le comité de salut public ; Neuwirth a l'idée d'organiser des élections ; réunion de l'équipe de Salan tous les jours ; Salan envoie en délégation le lieutenant-colonel Dulac et le commandant Mouchonnet auprès de de Gaulle ; entretien cordial, exposition du plan « Résurrection » et confiance du général de Gaulle dans le général Salan ; reçoit le même jour Vincent Auriol et Guy Mollet.

Les suites du 13 mai. – (pl. 4) Le général de Gaulle ne souhaite pas que son retour paraisse être le résultat de l'action des militaires ; promotion par de Gaulle de Ducournau au grade de général ; entretien du 4 juin entre le colonel Lachéroy et de

Gaule ; voyage triomphal du général de Gaulle ; paroles du général de Gaulle à Salan à Constantine ; propos de de Gaulle sur la façon de conduire la guerre ; les manifestations musulmanes sur le forum ; l'aide des services d'action psychologique.

L'évolution de la politique gaullienne : rappel de Salan.— (pl. 5) Pressentiment du rappel de Salan ; souhaite le suivre ; retour en France ; reprend contact à Paris avec l'aide de camp de Salan ; le retour en France de Salan ; le colonel Lachéroy sans affectation ; Salan apprend par le *Journal officiel* que sa nomination aux Invalides lui est retirée.

-VIII- (12AV 80)

Les services d'information en Algérie.— (Plage 1) Organisation de la presse algérienne ; la propagande radio du Caire ; fabrication d'un poste radio à bon marché n'entendant que Radio-Alger ; consignes données aux directeurs des cinémas ; contrôle du *Bled* ; (pl. 2) suppression du cinquième bureau ; tentative de faire subsister certains organismes ; évolution du moral dans le corps des officiers ; l'engagement des officiers et le rôle de leurs moyens de subsistance ; oeuvre des comités de salut public ; disparaissent petit à petit ; n'a pas eu connaissance du numéro de *L'Express* du 26 juin 1958 ; (pl. 3) les élections de novembre 1958 ; Salan reçoit des consignes pour appuyer certains élus ; élection de Pierre Lagailarde ; relations avec certains Pieds-Noirs ; (pl. 4) arrivée de Paul Delouvrier ; demande à voir le colonel Lachéroy ; rencontre fortuite en Espagne après la guerre ; général de Gaulle et Delouvrier ; relations avec Delouvrier.

Le putsch.— (pl. 5) Manque de charisme du général Challe ; crainte d'armer les Pieds-noirs ; lors du putsch, la Légion choisit Challe ; hostilité de Challe à la mobilisation générale ; s'adresse

avec réticence à la population sur le Forum ; le général Zeller recommande au colonel Lachéroy de ne pas se laisser arrêter ; caché par un algérois puis par les frères des écoles chrétiennes.

Préparation du putsch.— (pl. 6) Raisons du retard dans la promotion en grade ; le jugement de la direction des troupes coloniales ; souvenirs du « 2S » au retour d'Algérie ; rappel par Guillaumat en métropole ; sans affectation puis désigné pour la chaire de guerre psychologique à l'école de guerre ; parution au *Journal officiel* ; annulation par le cabinet du général de Gaulle ; affectation à l'école d'état-major des officiers de réserve (E.S.O.R.S.E.M.) ; pense à prendre sa retraite ; le colonel Callet prend contact avec lui et parle du projet ; les réunions de nuit dans le bureau à l'E.S.O.R.S.E.M. ; dernière réunion avant le putsch : à la demande du lieutenant Roger Degueldre, envoi du colonel Lachéroy sur place pour suivre le déroulement ; voyage clandestin jusqu'à Bône.

-IX- (12AV 81)

Le putsch.— (Plage 1) Qualité de l'organisation ; remarques sur le plan d'action ; général Challe retardé ; le colonel signe l'ordre d'opérations ; attitude fluctuante du général Gouraud ; départ du colonel Argoud chez le général de Pouilly ; discours du général de Gaulle ; conseil du général Zeller.

L'exil et la clandestinité.— (pl. 2) Hébergé par les frères des écoles chrétiennes ; départ pour Bône ; transfert en bateau pour l'Italie puis pour Vintimille ; passage en Espagne ; retrouve Argoud, Ortiz et Lagailarde à Madrid ; position vis-à-vis de l'O.A.S. ; arrestation en Espagne ; envoi en résidence surveillée aux Canaries sur l'île de Las Palmas ; incertitude sur la durée de la détention ; évasion du colonel

INVENTAIRE DE LA SOUS-SERIE 3 K

Argoud ; après Evian, libéré, décide de se retirer à Palma de Majorque ; évolution des condamnations ; retour à Paris après l'amnistie.

Souvenirs de la vie militaire.– (pl. 3) Souvenirs sur le colonel Groussard ; entretien entre Jacques Chaban-Delmas et le colonel Groussard, le général Jacques Faure.

3 K 19. – GÉNÉRAL JOSEPH KATZ

BIOGRAPHIE

Né le 1^{er} janvier 1907 à Paris.

Formation.– Incorporé comme soldat au 153^e R.I. Rengagé pour deux ans le 10 novembre 1928. Rengagé pour six mois le 10 novembre 1930 puis pour un an le 10 mai 1931. Admis à l'école militaire de Saint-Maixent en qualité d'élève-officier d'active le 17 septembre 1931.

Services au rang d'officier.– Affecté au 24^e R.I. le 2 octobre 1933 puis au 104^e R.I. le 22 août 1939. Affecté au 8^e R.I. le 30 novembre 1940. En congé de l'armée le 1^{er} mars 1943. F.F.I. de l'Allier, désigné comme adjoint au commissaire militaire de la région sud-est de la S.N.C.F. le 6 juin 1944.

Services au rang d'officier supérieur et général.– Affecté à la base 901 en Allemagne le 9 mai 1945. Stagiaire au Centre de formation des officiers d'état-major le 1^{er} janvier 1947 puis stagiaire à l'école supérieure de guerre le 1^{er} octobre 1948. Affecté à l'état-major de la 1^{re} R.M. le 15 juillet 1950. Affecté à l'état-major de la 8^e D.I. de Paris puis à la 43^e demi-brigade d'infanterie (Lille) le 17 avril 1952. Affecté à la direction des services financiers et des programmes du ministère des Forces armées le 1^{er} septembre 1954. Affecté comme adjoint au commandant opérationnel du Sud-Algérois (C.O.S.A.) à Bou Saada le 8 août 1956. Nommé commandant opérationnel du sud-algérois le 19 septembre 1956 puis commandant le territoire militaire de Ghardaïa à Laghouat le 12 mars 1957. Délégué dans les fonctions de sous-préfet de Laghouat le

13 septembre 1957. Commandant le secteur autonome de Laghouat le 15 décembre 1957. Auditeur à l'I.H.E.D.N. le 15 septembre 1958. Commandant du groupe de subdivisions de Perpignan le 28 septembre 1959. Commandant le secteur autonome d'Oran le 25 février 1962. Assure provisoirement le commandement de la région territoriale et du corps d'armée d'Oran le 15 juin 1962. Commande provisoirement le 24^e corps d'armée d'Oran le 4 juillet 1962. Nommé adjoint au général commandant le 2^e corps d'armée le 10 août 1962. Nommé commandant la 4^e Région militaire le 3 décembre 1963.

BIBLIOGRAPHIE

L'Honneur d'un général : Oran - 1962, Paris, L'Harmattan, 1993.
 «... Une destinée unique...» *Mémoires 1907-1996*, Paris, L'Harmattan, 1997.

ÉTAT DES SERVICES

10.05.1927	Soldat de 2 ^e classe.
14.11.1927	Caporal.
25.04.1928	Sergent.
10.05.1930	Sergent-chef.
01.10.1932	Sous-lieutenant.
01.10.1934	Lieutenant.
25.06.1940	Capitaine.

25.12.1944	Chef de Bataillon.
25.09.1946	Lieutenant-Colonel.
01.10.1951	Colonel.
01.04.1958	Général de Brigade.
01.04.1962	Général de Division.
01.10.1964	Général de Corps d'Armée.
01.12.1966	Général d'Armée.
01.01.1968	Admis en 2 ^e section.

COMMUNICATION : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 27 MAI 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

-I- (12 AV 91)

Formation et avant-guerre.— (Plage 1) Enfance et jeunesse du Général ; (pl. 2) incorporation au 153^e R.I. ; décision de préparer Saint-Maixent ; intégration et préparation du baccalauréat ; état d'esprit en Sarre ; (pl. 3) affecté comme officier d'approvisionnement et officier des sports au 24^e R.I. ; préparation de l'école de guerre ; voyages en Allemagne lors de permissions ; jugements sur l'instruction militaire ; impréparation du commandement français.

La guerre.— (pl. 4) Affectation au 104^e R.I. ; difficultés de la mobilisation ; bon état d'esprit parmi les mobilisés ; la création de

corps-francs dans les compagnies est une erreur ; positions sur la Somme en 1940 ; blessure et évacuation à Bordeaux puis à Vernet-les-Bains ; convalescence dans l'Allier.

L'armée d'armistice et la résistance.— (pl. 5) Affecté au 8^e R.I. à Sète ; refus d'obéir à des ordres d'opposition prévus en cas de débarquement allié ; état d'esprit dans l'armée d'armistice ; personne n'est prévenu de l'invasion allemande en novembre 1942 ; rejoint l'Allier ; par le colonel Coudreaux et un jésuite lyonnais rencontre le colonel Fourcaud et travaille pour lui ; se renseigne à Vichy sur les opérations menées contre les résistants ; approche les G.M.R. et la Garde ; à partir de juin 1944 assure la liaison entre les maquis d'Auvergne.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 3 JUIN 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL.

- II - (12 AV 94)

Fin de la guerre.— (Plage 1) Les maquis d'Auvergne ; rejoint le colonel Coudreaux à Paris à la fin août 1944 ; suit le colonel Coudreaux à Lyon puis à la I^e armée ; affectation en Allemagne.

État-major et commandements.— (pl. 2) Accompagne le colonel Coudreaux à l'état-major à Paris ; fait la connaissance d'Edouard Daladier ; à l'école d'état-major rencontre Serge Ravanel ; l'amalgame s'y fait correctement ; chargé de faire revenir des appelés d'Allemagne lors des grèves de 1947 ; reçu à l'école de guerre ; soupçonné, à tort, de menées communistes, a été écarté du 4^e bureau de l'armée ; faiblesse de l'instruction à la 8^e D.I. ; décès du général Coudreaux et appui du général Malaguti ; à Lille, succès des activités sportives et culturelles au sein de la 43^e demi-brigade ; nécessité pour les Saint-Maixentais d'avoir un

« protecteur ».

L'Algérie.— (pl. 3) Obtient, difficilement, de pouvoir partir en Algérie ; adjoint puis chef du commandant opérationnel du Sud-Algérois (C.O.S.A.) ; « jaloué » pour ses succès à l'Alger ; refuse un autre commandement proposé par le général Salan ; visite de Jacques Chaban-Delmas (noël 1957) qui appuie sa nomination au grade de général ; application des méthodes de guérilla ; incident avec les troupes de Bellounis ; le général Noguès vient à la demande de Salan pour en comprendre les raisons ; refus de laisser ses officiers entrer dans les comités de Salut Public le 13 mai 1958 ; apprend à Paris par le général Lorillot qu'il est relevé de son commandement ; n'est pas convaincu de l'utilité de l'action psychologique ; le 13 mai : hostilité des cadres à son égard.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 20 JUIN 1997 AU DOMICILE PARISIEN DU GÉNÉRAL

- III - (12 AV 98)

Retour en France.— (Plage 1) Départ d'Algérie et affectation à l'IHEDN ; est un des rares à s'y prononcer pour l'armement nucléaire ; voyage d'études en Algérie où il rencontre le général de Gaulle ; le groupe de subdivisions de Perpignan ; s'occupe activement des réserves ; développe les activités sportives ; bons rapports avec l'armée espagnole ; souhaite repartir en Algérie ; état d'esprit des officiers vis-à-vis de l'Algérie.

Oran.— (pl. 2) Le général Le Puloch lui propose de prendre le commandement d'Oran ; faiblesse des effectifs ; faiblesse de l'état-major ; loyauté des C.R.S. et des gendarmes ; René Soyer, envoyé par Olivier Guichard comme conseiller ; recrudescence des violences après l'arrestation du général Jouhaud ; les B-26, à la

demande du général, tirent dans la mer pour impressionner les Oranais ; difficulté de faire du renseignement ; inadaptation du général Jouhaud dans la guerre révolutionnaire ; prédominance des civils dans le mouvement oranais ; indépendance du mouvement oranais par rapport à Alger ; engagement du clergé dans les rangs de l'O.A.S. ; valeur des chefs de l'A.L.N. ; impossibilité de recevoir un poste émetteur ; très bons rapports avec Bernard Tricot ; autorités militaires et civiles ignorantes de la situation à Oran.

Retour en métropole : la 4^e région militaire.— (pl. 3) Rentre en métropole au mois d'août ; poursuivi par des commandos O.A.S ; doit assurer lui-même sa propre sécurité ; un commandement fictif lui est attribué ; l'appui de J. Chaban-Delmas lui permet d'obtenir le commandement de la 4^e région militaire ; développement des activités sportives et culturelles ; Edmond Michelet et Jacques Chaban-Delmas interviennent auprès du général de Gaulle pour sa nomination au rang de général d'armée.

INVENTAIRE ANALYTIQUE DE LA
SOUS-SÉRIE 4 K

4K1. – AMBULANCIERE SOLANGE LEHEMBRE

BIOGRAPHIE

Infirmière à Lille (1941-1944);
Ambulancière au 15^e bataillon médical de la 1^e D. B. (Janvier 1945).

COMMUNICATION : SANS RESERVE.
SOUVENIRS ENREGISTRES PAR LE TEMOIN.
DUREE 25 MN.

- I - (12 AV)

Composition de la section d'ambulancières ; histoire et origines de la section ; installation du bataillon à Mulhouse; recherche d'un blessé dans un champ de mines ; prière des ambulancières ; ambulancières du CC2 prisonnières ; bon accueil reçu dans toutes les unités ; 24 avril 1945 : assassinat de deux ambulancières par les Allemands ; traversée de la Forêt noire : reddition d'Allemands; inspection du général de Lattre ; les ambulancières marraines de chars ; 8 mai : arrivée au lac de Constance puis remontée vers Trèves ; installation à Wietlich ; mariage d'ambulancières avec des officiers ; retour des survivants des camps de concentration ; retour à Châtellerault en attendant la démobilisation.

4K2. – GENERAL JEAN CREPIN

BIOGRAPHIE

Né le 1^{er} septembre 1908 à Bernaville (Somme).

Formation et services au rang d'officier subalterne et supérieur.— Élève de l'école polytechnique, entre dans l'artillerie coloniale. Sous-lieutenant (1930) puis capitaine et chef d'escadron en Chine et au Cameroun où, dès août 1940, il rallie la France libre. Participe aux campagnes du Fezzan et de Tripolitaine, puis commandant l'artillerie de la 2^e division française libre. Il est fait compagnon de la Libération par le général de Gaulle le 2 juin 1943. Lieutenant-colonel au 3^e régiment d'artillerie puis colonel (1944), adjoint du général Valluy (commandant les troupes d'Indochine du Nord et la 9^e D.I.C.). Commissaire de la République par intérim pour le Tonkin et le Nord-Annam, il participe aux négociations avec le Vietminh puis est auditeur à l'I.H.E.D.N.

Services au rang d'officier général.— Général de brigade (1950), chef d'état-major particulier du ministre de la défense nationale (René Pleven) et conseiller militaire du chef du gouvernement (Georges Bidault). Secrétaire général adjoint de la défense nationale (1954), inspecteur général des fabrications et programmes des forces armées (1955). Général de division, adjoint au général commandant le corps d'armée d'Oran (1959), général de corps d'armée (1959), commandant la 13^e division d'infanterie et la zone Sud-Oranais puis

commandant le corps d'armée d'Alger (janvier 1960) et commandant en chef en Algérie (mars 1960). Commandant en chef des forces françaises en Allemagne (février 1961), élevé au rang et appellation de général d'armée. De 1963 à juillet 1966 commandant en chef des forces alliées du secteur Centre-Europe, membre du conseil supérieur de la guerre jusqu'en 1967 ; admis dans la 2^e section du cadre des officiers généraux.

Les fonctions post-militaires du général Crépin.— Nommé à la présidence de la société Nord-Aviation, vice-président (1970-1973) puis conseiller pour les affaires militaires (1974-1975) de la société nationale industrielle aérospatiale (S.N.I.A.S.). Entre 1972 et 1975, il préside également le groupement d'intérêt économique franco-allemand euromissile.

Le général Crépin est décédé le 16 mai 1996.

COMMUNICATION : RÉSERVÉE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 16 JUIN 1995, A ACHERES-LA-FORET, AU DOMICILE DU GÉNÉRAL, PAR PHILIPPE VIAL, ENSEIGNANT-CHERCHEUR A L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE II.

- I - (12 AV 45)

Au cabinet de René Pleven.— (Plage 1) Rencontre avec René Pleven : retrouvailles en 1949 ; réforme des états-majors ; portrait de Pleven : droit, honnête, intelligent, leader de l'U.D.S.R. ; (pl. 2) rapports privilégiés de Pleven avec Leclerc et Ely ; rapports avec les militaires ; affaire des généraux ; portrait du général Ely ; impuissance d'Ely face aux secrétaires d'État ; rivalité entre les généraux Juin et Larminat ; général de Larminat peu apprécié dans l'armée française en raison de sa rigidité ; (pl. 3) description du rôle

de chef de cabinet : traitement des grands dossiers ; Pleven, ministre de la défense puis président du Conseil ; jugement sur Pierre de Chevigné, secrétaire d'État à la guerre et sur les frères Noiret ; rapports avec les autres officiers du haut-commandement dont les généraux Juin, de Lattre et Blanc ; refus de partir en Indochine car situation sans issue ; vieille rivalité Leclerc-de Lattre ; général Massu ancien protégé du général Leclerc ; mort de Leclerc en avion ; liens avec le général Blanc, estime pour le général Léchères qui critique la guerre d'Indochine ; évocation de l'usage de la bombe atomique à Dien Bien Phu ; (pl. 4) conseil de cabinet ; méfiance envers Mitterrand ; création du missile Exocet ; réforme des états-major des armées ; réformes institutionnelles liées à Cherrière ; Juin aurait souhaité prendre la place de Cherrière ; (pl. 5) réflexions sur la C.E.D. : il s'y oppose ; (pl. 6) évocation de la guerre d'Indochine après la défaite de la R.C.4 : le général Blanc avertit Pleven de la situation désespérée en Indochine ; désaccord avec Pleven à propos de l'Indochine ; Pleven conscient et lucide, mais ligoté par le système des partis de la IV^e République ; rencontre avec Giap et Ho chi minh ; dès 1946, il comprend que la guerre est sans issue ; la position de l'armée vis-à-vis de la guerre d'Indochine demeure pour lui problématique.

- II - (12 AV 46)

(Plage. 1) Opposition de certains militaires à la guerre d'Indochine ; conception du rôle de l'armée : refus de se prononcer sur l'autodétermination en Algérie ; désaccord avec Pleven à ce propos ; (pl. 2) respect pour de Gaulle ; les militaires de la France libre constituent un groupe à part ; attitude consistant à laisser la politique aux politiques est désapprouvée par les militaires très marqués par la guerre d'Algérie ; évocation de la manifestation d'avril 1954 au cours de laquelle Pleven et Laniel furent molestés

par d'anciens combattants d'Indochine : le gouvernement craint des attentats ; (pl. 3) retour sur la personnalité et le rôle du maréchal Juin nommé à tous les postes clés en 1951 : opposition à la C.E.D., affaire des fuites ; (pl. 4) nomination à la tête du comité des explosions nucléaires : travail avec Yves Rocard et avec Chamson ; rivalité entre les deux hommes ; opposition entre les partisans de la bombe et ceux du nucléaire civil ; l'échec de la C.E.D. n'est pas à l'origine de la volonté française de se doter de l'arme nucléaire ; (pl. 5) réflexion sur l'I.H.E.D.N ; surprise et désapprobation de ce que la France quitte l'O.T.A.N. dont il dirigeait le commandement français ; refus d'être nommé chef de la délégation française au groupe permanent à Washington ou chef d'état-major de l'armée de terre ; désir prendre le commandement du Centre Europe pour étudier la réflexion stratégique nucléaire ; réticences et réserves des militaires français lors du retrait de certains commandements de l'O.T.A.N.

4 K 3. – GÉNÉRAL MARCEL PENETTE

BIOGRAPHIE

Né le 21 juillet 1902 à Lyon (Rhône)

Formation.– Engagé volontaire au titre de l'école spéciale militaire le 25 octobre 1920.

Services comme sous-officier.– Affecté au 28^e bataillon de chasseurs alpins en octobre 1922, au 1^{er} régiment étranger en octobre 1924, puis au 3^e régiment étranger. A l'état-major particulier de l'infanterie en mai 1929, puis adjoint au commandant du cercle du Haut-Ouergha en juin 1929. Est affecté au 31^e bataillon de chasseurs à pied en mars 1932. A la sortie de l'école supérieure de guerre (1934-1936) est affecté à l'état-major de la 15^e région militaire. Rejoint le 3^e régiment étranger en décembre 1938 puis passe au 2^e régiment étranger pour y prendre le commandement de la compagnie d'automitrailleuse n°4, jusqu'en mars 1940. A partir de l'armistice est affecté à l'état-major de la division de Fès puis à l'état-major du général Weygand. Rejoint l'état-major du général commandant en chef les forces en Afrique du Nord en novembre 1941.

Services au rang d'officier supérieur.– A l'état-major du général commandant le détachement d'armée française en Tunisie (3^e bureau). Affecté au 1^{er} régiment étranger d'infanterie en février 1943, au 1^{er} régiment étranger d'infanterie de marche en avril 1943 puis au régiment de marche de légion étrangère, le 1^{er} juillet 1943. Affecté à l'état-major du général chef d'état-major général puis à l'état-major du général commandant le corps expéditionnaire français en Italie le 1^{er} août 1943. À l'état-major particulier du

général Koenig à Londres en avril 1944, chef de son cabinet militaire, à Paris le 26 août 1944, puis à Baden-Baden en juillet 1945. Colonel en décembre 1945, fait partie en mars 1946 de la délégation militaire française auprès du comité d'état-major des Nations-Unies ; devient en mars 1953 attaché militaire à Washington jusqu'en 1958.

Services au rang d'officier général.— Général de brigade en 1954, est nommé adjoint au général commandant la 2^e région militaire en janvier 1958 mais ne rejoint pas. Placé sur sa demande en 2^e section en décembre 1958.

Le général Pénette est décédé le 6 décembre 1991.

ARCHIVES

Fonds privé général Penette, S.H.A.T., 1K 285.

COMMUNICATION : SANS RÉSERVE.

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 8 DECEMBRE 1990, A PARIS, AU DOMICILE DU GÉNÉRAL, par Francine Dessaigne, auteur et historienne, et Jacques Gandini, éditeur, dans le cadre de la préparation de l'ouvrage intitulé *La résistance fondamentale, ou l'esprit de revanche de l'armée d'Afrique, 1940 à 1942*, paru aux éditions Confrérie-Castille en 1991.

- I - (12AV47)

(Plage 1) Présentation du projet de travail en cours sur la mobilisation clandestine par les enquêteurs ; (pl.2) l'entrevue de février 1941 avec le général Weygand qui lui confie personnellement

l'organisation de la mobilisation clandestine en A.F.N. par l'intermédiaire d'un bureau d'études (mis en place dans chacun des trois départements algériens) ; (pl.3) le capitaine Allard pour le Maroc, le colonel Jousse à Alger et le capitaine Gandoet pour la Tunisie sont recrutés pour cette préparation ; (pl.4) organisation, but et intérêt de la mobilisation clandestine qui est effective à la mi-novembre 1942 ; les papiers du capitaine Pénette déposés au service historique de l'armée de terre ; (pl. 5) l'armée d'armistice et la mobilisation clandestine ; le manuscrit du général Pénette ; (pl. 6) les officiers des bureaux d'études en Afrique du Nord privés des droits à la campagne double : l'esprit de résistance en métropole est reconnu (exemple de l'O.R.A.) alors que celui qui s'est développé en Algérie ne l'est toujours pas ; (pl. 7) les transmissions du général Merlin ; (pl. 8) les autres services d'études en Algérie ; (pl. 9) le rôle et les missions du colonel Jousse à Alger en 1940-1941, son appartenance au groupe des cinq, sa personnalité ; (pl. 10) l'état d'esprit des musulmans en 1940-1942 et leur réaction devant la mobilisation clandestine.

BIBLIOGRAPHIE

AIDE AU CHERCHEUR

3 K 1. – *COLONEL RENÉ GENTGEN.*

Anthony Clayton, *Histoire de l'armée française en Afrique 1830-1962*, Paris, Albin Michel, 1994.

Colonel A de Dainville, *L'O.R.A. la résistance de l'armée*, Paris, Lavauzelle, 1974.

Henri Noguères, *La vie quotidienne des résistants de l'armistice à la libération (1940-45)*, Paris, Hachette, 1984.

3 K 2. – *GÉNÉRAL FRANÇOIS VALENTIN.*

Frédéric Bozo, *La France et l'OTAN, de la guerre froide au nouvel ordre européen*, Paris, Masson, 1991.

Pierre Mélandri, *L'alliance atlantique*, Paris, Gallimard-Julliard, 1979.

« Pluton, arme nucléaire tactique de l'armée de terre », T.A.M., 19 juillet 1974, pp. 18-27.

3 K 3. – *GÉNÉRAL FRANÇOIS GÉRIN-ROZE.*

Général Yves Gras, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Plon, 1979.

Philippe Héduy, *La guerre d'Indochine 1945-1954*, Paris, Société de production littéraire, 1981.

3 K 4. – *GÉNÉRAL GUY MÉRY.*

Sammy Cohen, *La défaite des généraux*, Paris, Fayard, 1994.

Raoul Girardet, *Problèmes militaires et stratégiques contemporains*,

Paris, Dalloz, 1989.
Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir et la vie*, Paris, Compagnie 12, 1991.

3 K 5. – PRÉFET JEAN VAUJOUR.

Dictionnaire biographique des préfets, Paris, diffusé par la documentation française.
Bernard Droz, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil, 1982.
Yves Courrière, *La guerre d'Algérie*, Paris, Robert Laffont, 1992, 2 volumes.

3 K 6. – GÉNÉRAL BERNARD SAINT-HILLIER.

Général Béthouart, « Les bataillons de chasseurs en Norvège », *Revue historique des armées*, n° 2, 1945, pp. 255-266.
Colonel Marcel Blanc, « La légion étrangère dans la campagne de Norvège », *Revue historique des armées*, n° 1, 1981, pp. 143-166. [Numéro spécial consacré à la Légion étrangère].
Général Georges Buis, *Les fanfares perdues, entretiens avec Jean Lacouture*, Paris, Seuil, 1975.
Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre, de l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996.
Général Pierre Koenig, *Bir-Hakeim*, Paris, Robert Laffont, 1971.
Général Pierre le Goyet, « Namsos, Narvik : les chasseurs en Norvège », *Revue historique des armées*, n° 2, 1966.
Pierre Messmer, *Après tant de batailles...*, Paris, Albin Michel, 1992.
Daniel Rondeau et Roger Stéphane, *Des hommes libres, la France Libre par ceux qui l'ont faite*, Paris, Grasset, 1997.
Marcel Spivak et colonel Armand Léoni, *Les forces française dans*

- la lutte contre l'Axe, la campagne de Tunisie (1942-1943)*, Vincennes, S.H.A.T., 1985.
- Jean-Noël Vincent, *Les Forces dans la lutte contre l'Axe en Afrique (1940-1943)*, Vincennes, S.H.A.T., 1983.
- Général J.A. Watson, *Échec à Dakar, septembre 1940*, Paris, Robert Laffont, 1968.

3 K 7. – ALBERT DE NUNEZ.

- Michel Garder, *La Guerre secrète des services spéciaux français 1935-1945*, Paris, Plon, 1967.
- Georges A Groussard, *Services secrets, 1940-1945*, Paris, La table ronde, 1964.
- Henri Navarre (dir.), *Le Service de renseignements 1871-1944*, Paris, Plon, 1978.
- Henri Navarre, *Le Temps des vérités*, Paris, Plon, 1979.
- Général Rivet, « Abwehr et Gestapo », *Revue d'histoire de la Deuxième guerre mondiale*, novembre 1950, n° 1, pp. 28-50.

3 K 8. – GÉNÉRAL GUY HINTERLANG.

- Michel Braun, J-P. Garacio et J-L. Panicalli, *La guerre dans les Alpes Maritimes*, Breil-Sur-Roya, éditions du Cabri, 1994.
- Pascal Molinari, « Menton dans la tourmente : 1939-1945 », *Annales de la société d'art et d'histoire du Mentonnais*, 1994.

3 K 9. – MARIE-THÉRESE O' NEILL.

- Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, Laffont, 1967-1981, 5 volumes.

3 K 10. – *COLONEL SERGE-HENRI PARISOT*

Général Béthouart, *Cinq années d'espérance. Mémoires de guerre 1939-1945*, Paris, Plon, 1968.

Francine Dessaigne, *La Résistance fondamentale ou l'Esprit de Revanche de l'Armée d'Afrique 1940 à 1942*, Le Roudour, Editions Confrérie-Castille, 1991. pp. 46-52.

Ex-capitaine Prévost, « Comment j'ai retourné un réseau allemand », *Atlas histoire*, juillet 1966, n° 70, pp. 46-52.

Romain Rainero, *La Commission italienne d'armistice avec la France*, Vincennes, SHAT, 1995.

Sylvain, « Une mission de renseignements en Albanie », *Historama*, août 1964, n° 155, pp. 87-89.

3 K 11. – *GÉNÉRAL JEAN COMPAGNON.*

Louise Weiss, *Mémoires d'une européenne, le Sacrifice du Chevalier, 3 septembre 1939-9 juin 1940*, Paris, Albin Michel, 1971.

3 K 12. – *COLONEL DOMINIQUE MAGNANT.*

J. Augustin Bailly, *La Libération confisquée, le Languedoc*, Paris, Albin Michel.

Bernard Comte, *Une utopie combattante, l'École des cadres d'Uriage (1940-1942)*, Paris, Fayard, 1991, pp. 349-356.

Lucette Heller-Goldenberg, *Histoire des Auberges de jeunesse en France, des origines à la Libération (1929-1945)*, 2 volumes, Nice, Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine, 1986.

- Marc Hillel, *L'occupation française en Allemagne (1945-1949)*, Paris, Balland, 1983.
- André Souyris-Rolland, *Les F.F.I. du Languedoc , région R3 dans l'armée de la Libération*, actes du colloque organisé à Montpellier le 14 mars 1996, Montpellier, 1996.

3 K 13. – GÉNÉRAL ALBÉRIC VAILLANT.

- Erwan Bergot, *La légion au combat, la 13^e demi-brigade de légion étrangère, Narvik, Bir-Hakeim, Dien Bien Phu*, Paris, Presses de la Cité, 1975.
- Frédéric Bozo, *La France et l'O.T.A.N. de la guerre froide au nouvel ordre européen*, Travaux et recherches de l'I.F.R.I, Paris, Masson, 1991.
- Roger Bruge, *Histoire de la ligne Maginot*, volumes 1 et 2, Paris, Fayard, 1973-1975.
- Philippe Cart-Tanneur et Szecko Tibor, *Le Premier étranger*, Branding Iron Productions, 1986.
- André-Paul Comor, *La 13^e demi-brigade de légion étrangère pendant la seconde guerre mondiale (1940-1945)*, thèse de doctorat de 3^e cycle, université Paul Valéry, Centre d'histoire militaire et d'études de défense nationale de Montpellier, 1985.
- Général Yves Gras, *La 1^{re} D.F.L., les Français libres au combat*, Paris, Presses de la Cité, 1983.
- Général Yves Gras, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Plon, 1979.
- Général Bernard Saint-Hillier, « La 1^{re} D.F.L. au secours de Strasbourg », *Revue historique des armées*, n° 3, 1974.
- Général Bernard Saint-Hillier, articles parus dans le bulletin trimestriel de l'amicale de la 1^{re} D.F.L., *Bir-Hakeim...L'Authion*, notamment les numéros 148,153,154,156,161,162,164 et 166.

3 K 14. – MAURICE STEISS

Henri Romans-Petit, *Les maquis de l'Ain*, Paris, Hachette, littérature, 1974.

Henri Romans-Petit, « Victoire de la guérilla avec les maquis de l'Ain », *Revue historique des armées*, n° 3, 1974, pp 37-61.

Raymond Ruffin, *Ces chefs de maquis qui gênaient*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

3 K 15. – COLONEL PAUL PAILLOLE

Claude d'Abzac-Epezy, « Les services de renseignements clandestins de Vichy : l'exemple du SR Air », *Revue historique des armées*, juin 1994, n° 195, pp. 58-67.

Capitaine D. Cluseau, « L'arrestation par les Allemands du personnel du 2^e bureau français », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 29, janvier 1958, pp. 32-48.

Michel Garder, *La Guerre secrète des services spéciaux français 1935-1945*, Paris, Plon, 1967.

Henri Navarre (dir.), *Le Service de renseignements 1871-1944*, Paris, Plon, 1978.

Henri Navarre, *Le Temps des vérités*, Paris, Plon, 1979.

Général Rivet, « Abwehr et Gestapo », *Revue d'histoire de la Deuxième guerre mondiale*, novembre 1950, n° 1, pp. 28-50.

Elly Rous-Serra, *Les Renards de l'ombre. La Mission Baden-Savoie*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1985.

3 K 16. – HUBERT CLOIX

Jacques Canaud, *Les Maquis du Morvan*, Château-Chinon, Académie du Morvan, 1995.

Jean-Claude Martinet, « Eléments pour une chronologie de la Résistance dans la Nièvre », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 123, juillet 1981, pp. 31-50.

François Wetterwald, *Vengeance. Histoire d'un corps franc*, Paris, Mouvement Vengeance, 1947.

3 K 17. – *PREMIER MINISTRE PIERRE MESSMER.*

Bernard Chantebout, *L'organisation de la défense nationale en France depuis la fin de la 2^e Guerre Mondiale*, Paris, Pichon, 1967.

Bernard Chantebout, *La défense nationale*, Paris, P.U.F., 1972.

Raoul Girardet, *La crise militaire française*, Paris, Colin, 1964.

3 K 18. – *COLONEL CHARLES LACHEROY*

Antoine Argoud, *La Décadence, l'imposture et la tragédie*, Paris, Fayard, 1974.

François Caillou et Olivier Couvreur, « L'action psychologique menée par l'armée française en Algérie (1955-1956) », *Les Cahiers de Montpellier*, n° 34II/1997, pp. 111-134.

François Géré, *La Guerre psychologique*, Paris, Economica, 1997.

Claude Krief, « Les colonels au travail », *L'Express*, 26 juin 1958, p. 5, 7, 9.

Maurice Mégret, *La Guerre psychologique*, Paris, PUF, 1956.

Revue militaire d'information, février-mars 1957, n° 281. [Numéro spécial consacré à la guerre révolutionnaire].